

مركزنا الأول

# Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION

e 3

QUARANTE-DEUXIÈME ANNÉE - N° 12643 - 6 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine - DIMANCHE 22 - LUNDI 23 SEPTEMBRE 1985

## L'opposition cherche de nouvelles cibles

### Gâchis

Le prix à payer sur la scène internationale risque d'être très lourd pour M. Mitterrand. Il suffit, pour s'en convaincre, de parcourir la presse étrangère de ce samedi matin. Elle accorde une large place aux derniers épisodes de l'affaire Greenpeace et lorsqu'elle les commente, c'est pour s'interroger sur l'avenir d'un président dont la « stature morale et l'autorité » viennent de subir une forte dévaluation.

Les gouvernements étrangers - à l'exception de l'infatigable David Lange, le premier ministre néo-zélandais, qui poursuit sa croisade pour obtenir des excuses - ne se risquent à aucun commentaire officiel. Mais on peut être certain que les interlocuteurs passés ou à venir du président de la République n'en pensent pas moins. C'est le poids et l'influence de la France qui sont directement atteints. Avant de reprendre au sérieux l'actuel gouvernement, les partenaires de la France attendront de connaître les résultats des élections du mois de mars.

Cette analyse vaut en premier lieu pour la scène européenne. Il est heureux de ce point de vue que le projet Eureka ait pris corps, avant que la crédibilité de la France n'ait été affectée. Mais on voit mal comment M. Mitterrand pourrait intervenir avec son ancienne autorité à propos des grands dossiers en suspens. Le départ de M. Henu risque d'autre part d'être dommageable aux relations franco-allemandes dans la mesure où il avait su établir des relations confiantes avec ses interlocuteurs d'outre-Rhin. M. Quilès aura beaucoup à faire pour s'imposer, non qu'on le soupçonne de vouloir modifier la politique de défense de la France, mais parce qu'il est perçu généralement par les journaux étrangers comme une sorte de ministre intérimaire, un « coupeur de têtes » doctrinaire chargé par M. Mitterrand de régler les comptes de l'affaire du Rainbow Warrior et de reprendre en main les services secrets. Ces derniers auront eux aussi bien du mal à se faire respecter avant longtemps.

On pourra certes se consoler à l'échec en songeant aux graves revers que le chancelier Kohl vient de subir à la suite des affaires d'espionnage qui ont éclaté en cascade à Bonn. Mais on serait oublier que les dommages résultant de l'étrange comportement des autorités françaises dégradent aussi l'image que se font de la France les diverses opinions publiques étrangères. On peut être sûr qu'une M. Thatcher, qui vient de marquer plusieurs points non négligeables contre Paris - notamment à propos de l'action de combat européen et des livraisons de chasseurs à l'Arabie saoudite - saura parfaitement utiliser ce discrédit. D'autant qu'on n'a guère apprécié à Londres les explications rocambolesques avancées un moment à Paris pour faire retomber la responsabilité de l'attentat contre la Rainbow Warrior sur les services britanniques.

Autre domaine où la crédibilité française va particulièrement souffrir : celui de la défense des droits de l'homme. L'affaire d'Aucland est pain béni pour tous les régimes qui sont agacés par les interventions françaises dans ce qu'ils considèrent comme leurs affaires intérieures. Elle sera utilisée, il n'en faut pas douter, du Chili à l'Afrique du Sud, sans oublier l'Union soviétique. M. Gorbatchev en particulier sait aujourd'hui quoi répondre à M. Mitterrand lorsque ce dernier voudra aborder la question dans moins de deux semaines à Paris. Les commentateurs soviétiques restent relativement discrets mais il est certain que, à Moscou, où l'on regrette toujours les beaux jours de la coopération franco-soviétique lancée par de Gaulle et poursuivie par Georges Pompidou et M. Giscard d'Estaing, on se réjouit de l'affaiblissement d'un homme dont on s'est toujours méfié.

M. Mitterrand pourra-t-il réparer les dégâts ? On ne pourra répondre que lorsqu'on connaîtra avec exactitude la vérité sur l'attentat d'Aucland et les manœuvres de dissimulation qui ont suivi. D'ores et déjà on peut cependant affirmer que la tâche sera rude.

JACQUES AMALRIC.

## Après la démission de M. Henu, M. Fabius en première ligne

Il était temps ! Voilà plus d'un mois, alors que l'affaire Greenpeace surprenait une France estivalement et à vrai dire peu curieuse, M. Henu était déjà apparu tardivement. Trop tard en tout cas pour éviter que le pouvoir lui-même ne soit atteint. Juste à temps, dans le meilleur des cas, pour lui permettre de sortir de ce véritable guépier.

Tout le monde, au sommet de l'Etat, est atteint, bien que le président et son premier ministre aient, au chapitre de la morale politique, donné la leçon à leurs prédécesseurs. Il n'est en effet pas d'exemple sous la V<sup>e</sup> République d'un pouvoir assumant ses responsabilités dans une affaire trouble. Que l'on sache, les auteurs (« bar-

bouzes » en tous genres) du rapt et de l'assassinat de Ben Barka n'ont pas été à ce jour déconvois, ni même le corps du chef de l'opposition marocaine ; et M. Roger Frey, ministre de l'Intérieur du général de Gaulle, n'avait ni jugé bon ni été prié de remettre sa démission.

Mais n'est-ce pas le propre des pouvoirs affaiblis de devoir ainsi lâcher du lest ? De Gaulle, en octobre 1965, incarnait un pouvoir fort. M. Mitterrand, en septembre 1985, est promis, au mieux, à la cohabitation avec une majorité hostile, au pis, à un départ avant le terme de son mandat.

S'ajoute à cette faiblesse dans l'opinion le caractère tardif de

l'opération chirurgicale. Ce « retard à l'allumage », comme dirait M. Joxe, accrédite l'image d'un président reculant sous la pression de la presse, d'un premier ministre couronné par ce même président à trancher dans le vif, l'un et l'autre constatant l'impuissance du ministre de la Défense à établir ou à faire connaître la vérité. C'est dur pour l'image de M. Mitterrand, comme pour celle d'un Laurent Fabius, qui avait pourtant donné jusqu'ici maints exemples de sa capacité à « déminer » les terrains dangereux. Cette fois, il n'a pu se mettre à l'abri. Le premier ministre est désormais la cible principale des attaques de l'opposition.

Celles-ci ébranleront-elles davantage encore le pouvoir ? Ou bien la riposte choisie - le départ de M. Henu et de l'amiral Lacoste - suffira-t-elle à stopper l'affaire ? La partie - sur le fil du rasoir - reste jouable. Si l'opposition fait monter les enchères, elle attaquera ipso facto l'armée elle-même. Et si elle s'en prend - comme certains parmi les « seconds couteaux » ont commencé de le faire - au président lui-même, elle ne pourra le faire qu'en impliquant d'abord les chefs d'Etat-major des armées, l'ancien et le nouveau (les généraux Lacaze et Saulnier).

JEAN-MARIE COLOMBANI.

(Lire la suite page 7 et nos autres informations pages 5 à 7.)

Avec ce numéro  
**LE MONDE**  
**AJOURD'HUI**

**« Ran », vedette de la Fête du cinéma**  
Kurosawa, réalisateur  
Silberman, producteur

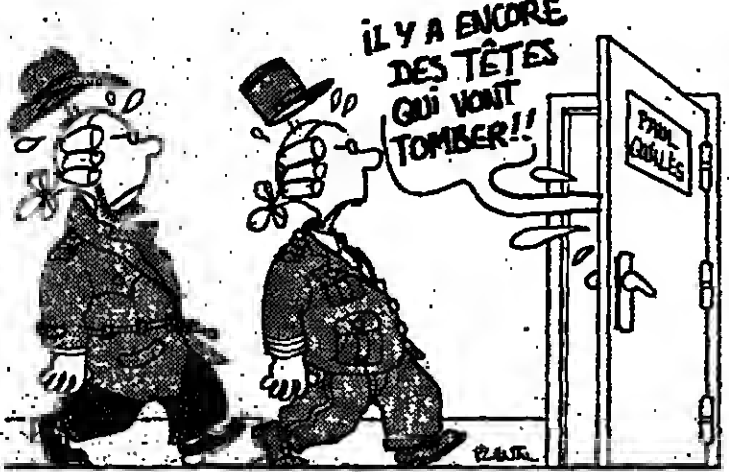
**Le Pont-Neuf livré à Christo**  
Progrès du dialogue inter-coréen

Premières réunions de familles depuis quarante ans  
PAGE 16

**Remous chez les banquiers**  
Tir croisé sur l'accord SOFINCO-PTT  
PAGE 12

**Gainsbourg sans esbroufe**  
Un nouveau tour de chant au Casino de Paris  
PAGE 9

Dates (2) • Etranger (3-4) • Politique (5 à 8) • Culture (9) • Economie (12 à 15) • Carnet (8) • Informations Services (11) • Programmes des spectacles (10) • Radio-télévision (11)



## LE SÉISME A FAIT PLUS DE 2 000 MORTS

### Mexico en état de choc

De notre envoyé spécial

Mexico. - Tristes jours pour Mexico. Après le choc, jeudi 19 septembre, d'un tremblement de terre d'une magnitude 8,2, sans précédent ici, vendredi sera la journée de l'état de choc, culminant dramatiquement, vers 19 h 40 (3 h 40, heure française) avec une nouvelle secousse de magnitude 7,8, le séisme, qui a eu lieu alors que la nuit était déjà tombée sur la capitale mexicaine, a été plus bref et un peu moins violent que celui de la veille. Mais il a provoqué une plus grande panique.

On a vu des hommes à genoux, éperdus de terreur. Quelques minutes après la secousse, qui a duré, nous a-t-il semblé, environ deux minutes, des milliers d'automobilistes, tous phares blancs allumés (les lampadaires naturellement s'étaient éteints), promenant, en fonçant, possession des rues. Plusieurs rescapés de deux tremblements de terre faillirent finir sous une auto. Ces habitants, ébranlés nerveusement depuis la veille par le séisme, les appels stridents et incessants des ambulances, les images terribles vues dans la presse, à la télévision, ou, dans la rue, les bilans s'accumulant sans cesse, ces habitants ont, craqués. Ils paniquaient, dans les premiers instants qui ont suivi la nouvelle secousse, lancés dans une folle course de vitesse entre la mort et eux. Il fallait, au plus vite, rejoindre la montagne, qui se trouve, ici, aux quatre points cardinaux, mais à des dizaines de kilomètres. Vaine fuite qui entraverait un peu plus, pour la nuit et sans doute le lendemain, le ballet des ambulances, et se terminerait forcément au milieu d'un bouchon embouteillage dans les ténèbres froides d'un quartier inconnu. Mais comment ne pas comprendre ce désir de quitter une fois - sinon pour toutes - cette caverne incertaine, vacillante, meurtrie, où s'étend à l'infini la plus grande ville du monde ?

La plus grande, oui. Mais pas la plus bête des dieux. Tristes jours du Mexique, qui, après quelques années d'illusions dues à

l'euphorie du boom pétrolier, s'enfoncent dans une crise financière peut-être plus durable qu'on ne le dit. Triste jour qui lui offre un tremblement de terre et, à quelques heures près, où le Fonds monétaire international lui refuse les crédits qui lui permettraient, sans trop de casse, d'honorer les intérêts de sa dette. Tristes jours d'un pays qui avait commencé de préparer dans la fierté et l'optimisme - oubliant le chômage qui augmente aussi vite que l'inflation et aussi vite que baisse le peso - la Coupe du monde de football qu'il accueillera (nul n'envisageait un seul instant d'y renoncer) et qui voit pourtant le monde entier persnassé, pendant quelques heures, que sa capitale a pratiquement été rayée de la carte du monde.

Triste invitation au voyage, si l'on sait que le stade de Toluca, où doivent avoir lieu quelques matches importants, a lui-même été touché par le séisme.

Triste jour des premiers vrais déblaiements et des premiers bilans sérieux. En voici un officiel à l'instant où il est écrit et qui variera sûrement, car ce qui est officiel est sujet, ici, à caution, et tout bilan s'élargit généralement au fil des jours. Il y est question, selon Fernando Perez Correa, sous-secrétaire d'Etat à l'Intérieur, de « plus de deux mille morts recensés », mais il faudra peut-être doubler le nombre - ou pire - des évaluations.

La nature met un réel acharnement à tenter de déconstruire Mexico. La deuxième secousse, celle de vendredi soir, n'aura pas été le coup de grâce pour la ville, même si elle l'a été pour quelques édifices. Aux premières nouvelles ne s'étaient écroulés que des immeubles déjà ébranlés, sauf quelques nouvelles destructions dans un quartier du Sud jusqu'alors épargné. Pas un coup de grâce mais un terrible coup au moral.

BRUNO FRAPPAT.

(Lire la suite page 3.)



## CINQ ANS DE CONFLIT IRANO-IRAKIEN

### Le sanglant match nul

L'attaque du terminal pétrolier iranien de Kharg par l'aviation irakienne, jeudi 19 septembre, a provoqué des dégâts très sérieux. Cette attaque devrait limiter de façon notable les capacités d'exportation de pétrole de l'Iran au moins à court terme. Les marchés libres du brut ont vivement réagi vendredi, les cours ayant augmenté de 5 %.

par JEAN GUEYRAS

Dans la guerre du Golfe, la sixième année, qui commence dimanche 22 septembre, sera-t-elle la dernière ? Rien pour l'instant ne permet de l'espérer, malgré le parfait équilibre qui s'est créé le long de la frontière irano-irakienne entre les deux armées

en présence et la terrible saignée qu'ont subie et continuent de subir les acteurs de ce sanglant et interminable drame : même les médiateurs arabes, islamiques ou non alignés les mieux intentionnés ont fini par baisser les bras et par renoncer à leurs velléités de bons offices, désespérant de parvenir à une solution négociée « honorable » du conflit.

La dernière tentative sérieuse faite dans ce domaine en avril par M. Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, a échoué devant le fossé infranchissable qui sépare les thèses des deux belligérants.

Les conditions posées par Téhéran pour mettre fin à la guerre n'ont pas changé. L'« agresseur » doit être « châtié » après avoir été jugé par un tribunal international. L'Irak n'est pas en principe opposé à la constitution d'un tribunal impartial, mais les deux adversaires divergent profondément sur le rôle que serait appelé à jouer cette instance. Pour Bagdad, l'attaque déclinée le 22 septembre 1980 par le président Saddam Hussein ne saurait être - évidemment - une « agression ». Ce fut une « simple opération défensive » destinée à mettre fin au pillage incessant des villes frontalières irakiennes par l'artillerie de Téhéran.

Les Irakiens estiment donc que le tribunal international en question devrait d'abord définir qui est l'agresseur, avant de songer à prendre des sanctions. Pour Téhéran, en revanche, la cause est déjà entendue. L'agresseur est bel et bien celui qui, le 22 septembre 1980, a donné l'ordre aux forces armées de Bagdad de franchir la frontière internationale pour attaquer les objectifs militaires iraniens. En conséquence, « l'Irak doit être reconnu par les gouvernements et les organisations internationales comme l'agresseur ». La mission du tribunal sera donc de « fixer son châtiment et non de déterminer l'agresseur ».

(Lire la suite page 4.)

« Le » livre sur la chasse et la guerre aérienne (1929-1945) :  
**Les premiers et les derniers**  
par Adolf Galland,  
général de la chasse de la Luftwaffe  
520 p. 15,5 x 24 cm, 135 photos, cartes, etc.

Première traduction française intégrale, inédite à 80 %.  
• Meilleure vente au Salon aéronautique du Bourget 1985.  
• Médaille d'or de Mérite 1985 (festival aéronautique).  
• Texte revu et augmenté en 1985 par l'auteur, qui rend hommage au combat courageux de l'aviation française en 1940 (elle était là !).  
C'est la vie d'un aviateur unique, champion de vol à dix-neuf ans, pilote de ligne à vingt et un, pilote de chasse mondialement célèbre (à vingt-huit ans) dès 1940, à trente ans le plus jeune général allemand - des pilotes aux Messerschmitt 109 et Focke-Wulf 190, des biplans aux premiers chasseurs à réaction de l'Allemagne, de la guerre d'Espagne à l'écrasement de l'Allemagne. Révolutions et détails sur la période 1929-1945. Hitler, Göring, etc. La guerre aérienne en Espagne, Pologne, France, Angleterre, URSS, Allemagne, Afrique, Italie, etc.  
Prix 110 F chez votre libraire (les Fnac de Paris ne le vendent pas). A défaut, 130 F franco chez l'éditeur : Editions Yves Michalet.  
55, rue de Varenne, 75007 Paris.



## Dates

### RENDEZ-VOUS

**Dimanche 22 septembre.** — Suisse : Référendum sur la loi matrimoniale ; cinquantième anniversaire du début de la guerre Irak-Iran.

**Lundi 23 septembre.** — Washington : visite du président Mubarak. New-York : M. Roland Dumas à l'ONU.

**Mardi 24 septembre.** — Pékin : fin de la conférence du PC chinois.

**Mercredi 25 septembre.** — Inde : élections au Cachemire et au Pendjab ; conversations interparlementaires entre les deux Corées. Strasbourg : session du Conseil de l'Europe. Hongkong : élections au conseil législatif.

**Vendredi 27 septembre.** — Washington : arrivée de M. Chevardnadze, ministre soviétique des affaires étrangères.

### SPORTS

**Dimanche 22 septembre.** — Rugby : championnat de France (2<sup>e</sup> journée).

**Lundi 23 septembre.** — Tir : championnat du monde de fosse olympique et skeet, à Montecatini (Italie).

**Mardi 24 septembre.** — Judo : championnat du monde messieurs à Séoul.

**Vendredi 27 septembre.** — Football : championnat de France (13<sup>e</sup> journée).

**Samedi 28 septembre.** — Voile : départ de la course autour du monde en équipages.

## Le Monde

7, RUE DES ITALIENS,  
75427 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 659572 F  
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Fauriol (1969-1982) André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur : Bernard Wouts. Rédacteur en chef : Daniel Vernet. Correspondant en chef : Claude Salas.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 537 ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE 354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE 687 F 1 357 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messagerie) L. BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS 399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE/TURISME 594 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande. Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre au chèque à leur demande. Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Vous êtes invité à l'abonnement d'écrire tous les jours vos propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 8 dir. ; Tunisie, 500 m. ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 20 sch. ; Belgique, 40 fr. ; Canada, 1,50 \$ ; Côte d'Ivoire, 420 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 150 pes. ; États-Unis, 1,10 \$ ; G.-B., 55 p. ; Grèce, 110 dr. ; Irlande, 88 p. ; Italie, 2.000 L. ; Libye, 0,250 GL ; Luxembourg, 40 L. ; Norvège, 11 kr. ; Pays-Bas, 2,50 fl. ; Portugal, 120 esc. ; Suède, 450 F CFA ; Suède, 11 kr. ; Suisse, 1,50 S. ; Venezuela, 110 ml.

## IL Y A SOIXANTE-DIX ANS, LA CONFÉRENCE DE ZIMMERWALD

### Lénine sort de l'ombre

Le 5 septembre 1915 part de Berne, en chars à banes, un groupe de quarante-deux « touristes », parmi lesquels trois femmes, pour une destination que connaît un seul d'entre eux, le Suisse Robert Grimm : le village de Zimmerwald, perdu dans le site grandiose des Alpes bernoises et fribourgeoises.

L'initiateur de la rencontre est le Parti socialiste italien. Nun qu'il soit plus pacifiste ou plus internationaliste que les autres partis membres de la II<sup>e</sup> Internationale. Mais l'Italie n'a pas subi la bourrasque d'août 1914, où chacun pouvait, à tort ou à raison, se sentir agressé. C'est à froid qu'une partie de la classe dirigeante italienne a manifesté une frénésie interventionniste qu'aucune menace ne justifiait et à laquelle restaient étrangères les grandes masses paysannes et ouvrières.

Cette frénésie a mordu sur des fractions du parti, aussi bien à droite (Bissolati) qu'à gauche (Lussolmi bien sûr, mais aussi Nenni), et il importe à la majorité, restée neutraliste, de trouver un appui international, alors que tant de pressions extérieures s'exercent en sens inverse.

L'initiative trouve un appui immédiat dans les divers courants antagoniques de l'émigration russe : sociaux-démocrates bolcheviques (ce n'est qu'à partir de mars 1918 qu'ils s'intituleront communistes) : Lénine, Zinoviev, Radick ; sociaux-démocrates menchéviques : Nache Slovo (Notre Parole), publication qu'anime à Paris Trotsky, qu'on pourrait qualifier, à l'époque, de menchévick d'extrême gauche. A quoi s'ajoutent un représentant du Parti socialiste révolutionnaire, ce vaste mouvement mal structuré hérité du populisme et à base paysanne, et quelques socialistes « nlo-gènes » : des Polono-Litaniens, les Juifs du Bund et un Letton.

L'Independent Labour Party (Parti travailliste indépendant), composante minoritaire mais importante du mouvement ouvrier britannique, n'accepte l'invitation, mais ses délégués se sont vu refuser au dernier moment leurs passeports. Le parti suisse ne s'est pas engagé comme tel, mais a laissé leur liberté d'action à ses membres, d'où le rôle important joué par Grimm, Naine, Platten. Sont aussi représentés les partis socialistes embryonnaires de Roumanie et de Bulgarie, les Jeunes socialistes de Suède et de Norvège, le courant « de l'Internationale » des Pays-Bas. Les personnalités d'un niveau intellectuel et moral plus qu'honorables ne manquent pas : le Roumain Bulgare Rakovski, la Hollandaise Henriette Roland-Holst, la Russe-Italienne Angelica Balabanov, toutes deux faisant fonction de secrétaires-interprètes.

Mais l'essentiel, c'est la présence de Français et d'Allemands, — et il s'en trouve dont le poids n'était nullement négligeable. Envoyés, bien qu'ils soient minoritaires, par le C.G.T. Bourderon et Merrheim sont des animateurs chevronnés du syndicalisme révo-

lutionnaire. Les deux députés Lodebour et Adolf Hoffmann se sont énergiquement opposés, parmi les premiers, à la politique de guerre allemande. Ceux qu'on commence à appeler les spartakistes n'ont pas pu venir, car Rosa Luxemburg et Clara Zetkin ont été arrêtées. Karl Liebknecht, mobilisé, envoie une lettre largement applaudie.

#### Des débats animés

Les débats sont fort animés, car un point essentiel divise les participants : ranimer la II<sup>e</sup> Internationale ou rompre totalement avec elle pour en constituer une troisième. Il faut tout le talent littéraire de Trotsky pour que soit rédigé un manifeste autour duquel se fait une trêve unanime. Manifeste très radical dans ses positions de principe,

neuvième siècle, le nationalisme est récupéré par des forces agressivement conservatrices : crise dreyfusienne et avènement de l'Action française, pangermanisme, jingoïsme anglais. Et voilà que surgit à point nommé un concept né au début de ce siècle en Angleterre, étranger à l'œuvre de Marx et qui, pourtant, est repris par certains théoriciens marxistes, au point qu'il est devenu central dans ce qui passe aujourd'hui pour le marxisme : l'impérialisme.

Ce qui est ainsi dénoncé, c'est la soudaine expansion coloniale, dont les motifs ne tiennent pas aux vieux patriotisme. Aux yeux de Hilferding, de Rosa Luxemburg et surtout de Lénine, le capitalisme financier de monopole auquel seraient arrivés les grands pays industrialisés aurait besoin — condition de sa survie, — pour ses



mais qui élude le thème principal d'affrontement.

La rencontre s'est tenue de la manière la plus discrète, mais son écho est rapide, malgré toutes les censures, ne serait-ce que par les attaques des partis établis, français et allemands surtout. Rien d'étonnant à cela ! L'horreur des mœurs qu'on dénonçait indignait ceux-là mêmes qui se sont précipités dans la guerre comme à une fête. Qu'il se trouve quelques militants pour relever le drapeau rouge de la fraternité ouvrière, quel de plus exaltant ?

Mais cet internationalisme prolétarien relève-t-il d'une sorte d'essence permanente du socialisme ? Assurément non. Le patriotisme a longtemps marqué l'action progressiste, démocratique, voire socialiste. Mais dans la dernière décennie du dix-

débutés, ses approvisionnements en matières premières, ses placements de capitaux, de se constituer des aires de domination dans ce qu'on appellerait aujourd'hui le tiers-monde. Lorsque celui-ci se trouvera partagé, la guerre deviendra inévitable.

On a mille fois répété la phrase de Jaurès : « Le capitalisme porte en lui la guerre, comme la nuée l'orage ». Cela renforce l'image de sa mission historique : elle est porteuse de paix face à un grand capitalisme dont il est « scientifique » de démontrer qu'il ne peut vouloir que la guerre. C'est le leit-motiv des résolutions votées par les congrès de la II<sup>e</sup> Internationale à Stuttgart (1907), à Copenhague (1910), à Bâle (1912).

Il est repris avec une extrême insistance dans le Manifeste de Zimmerwald :

« La guerre est le produit de l'impérialisme, c'est-à-dire le résultat des efforts des classes capitalistes de chaque nation pour satisfaire leur avidité au gain par l'accaparement du travail humain et des richesses naturelles du monde entier. » (...)

« La conférence socialiste internationale envoie l'expression de sa sympathie la plus profonde aux victimes innombrables de la guerre, au peuple polonais, au peuple belge, au peuple juif, au peuple arménien, à tous les millions d'êtres humains qui se débattent dans des souffrances inouïes, victimes d'horreurs sans précédent dans l'histoire, immolés à l'esprit de conquête et à la rapacité impérialiste. »

Par ce texte ne peut qu'émouvoir. Les Zimmerwaldiens dénoncent des atrocités dont bien peu d'Occidentaux ont à l'époque connaissance. Mais les pogroms tsaristes et le génocide des Arméniens n'ont-ils vraiment eu pour origine l'avidité de gain des capitalistes ? De telles abominations comportent-elles la moindre rationalité ou nécessité économique ? La théorie dite marxiste de

l'impérialisme, en fait, escamote les vrais problèmes, se refuse à comprendre la nature véritable des passions qui ont précipité tant de peuples dans la fournaise et qui n'ont aucun lien avec l'intérêt que pouvait porter l'un ou l'autre groupe capitaliste au pétrole de l'Irak, au cuivre du Katanga ou à l'immense marché potentiel chinois.

#### La nouvelle « guerre juste »

Il ne risque pas de se heurter à beaucoup de contradicteurs celui qui proclame : « Refusez de verser votre sang pour satisfaire la rapacité du capitalisme en Asie ou en Afrique ! » Il a toute chance, en revanche, d'être mal compris, du moins auprès des populations concernées, s'il affirme : « Inutile de combattre pour reprendre l'Alsace-Lorraine, pour créer une Pologne indépendante, pour libérer les Slaves du Sud ou pour briser les volontés annexionnistes allemandes sur la Belgique. »

C'est en Belgique que le Bureau socialiste international a son siège, Bruxelles, son président, Vandervelde, son secrétaire, Huyghebaert. Mais qui aurait osé inviter un Belge à la conférence de Zimmerwald, alors pourtant que ne manquent pas dans ce pays des dirigeants très internationalistes de sentiment, mais forcément engagés dans la politique de défense nationale, tels De Brouckère ou de Man ? C'est pourtant par la solution de ce type de problèmes que pourrait s'établir la paix et non par des considérations abstraites et fort contestables sur les liens entre capitalisme et impérialisme.

Celles-ci développent une logique perverse. Alors que pour une Rosa Luxemburg la théorie doit fonder la paix par une solidarité ouvrière plus forte que toutes les rivalités nationales, elle va chez Lénine fournir une réponse nouvelle au vieux problème spoliastique de la « guerre juste ». La guerre impérialiste est certes monstrueuse, « cannibale », mais la guerre serait totalement justifiée dès lors qu'elle serait dirigée contre l'impérialisme, qu'elle viserait le renversement du capitalisme certes, mais aussi la libération nationale. Le nationalisme, même bourgeois, pourrait trouver une pleine légitimité.

Lénine sera, sur ces points, fort explicite, dans un texte de 1916 : « Des guerres nationales ne sont pas seulement probables, mais inévitables à l'époque de l'impérialisme de la part des colonies et des semi-colonies (...). Même en Europe (...) n'exclut nullement les guerres nationales, par exemple de la part des petits États (disons : annexés ou nationalisés opprimés) contre les puissances impérialistes, de même qu'elle n'exclut pas des mouvements nationaux à grande échelle dans l'est de l'Europe (...). Les guerres nationales contre les puissances impérialistes ne sont pas seulement possibles et probables, elles sont inévitables et progressives, révolutionnaires (1) ».

#### Contre les « social-idiot »

Parmi ces pays dont l'action guerrière serait « progressive et révolutionnaire », Lénine cite la Chine, la Turquie, la Perse, mais il faudra au moins implicitement lui ajouter, en 1919, l'Allemagne, puisque aussi bien celle-ci sera présentée par le Komintern comme devenue, par le traité de Versailles, une colonie du capitalisme international, soumise à la plus affreuse des servitudes. Le chemin est court qui mène de la conception bolchevique de la lutte anti-impérialiste à l'opposition, chère aux fascistes, entre « nations capitalistes » et « nations prolétariennes ».

La conférence de Zimmerwald donne naissance à une Commission socialiste internationale, dont le Bulletin restera fort intéressant à lire. Mais d'emblée il y a affrontement entre deux fractions : ceux pour qui la CSI doit provoquer la résurrection de la II<sup>e</sup> Internationale et ceux qui veulent la liquider, afin d'en instaurer une troisième. Il n'y a pas que d'un choix organisationnel.

Tous ont dénoncé l'impérialisme qu'ils tiennent pour un pro-

duit du capitalisme, tous ont proclamé : « Guerre à la guerre ! ». Cela signifie-t-il, comme l'affirmait l'internationaliste doit redevenir assez fort « pour détruire la haine entre les peuples et imposer à tous les gouvernements la fin de la boucherie humaine » ? Ou qu'il faut substituer à la guerre impérialiste la guerre civile révolutionnaire pour « poser les bases réelles d'une paix durable et transformer les prolétaires d'esclaves du capital en hommes libres » ?

L'Internationale nouvelle que venait créer les minoritaires, c'est-à-dire avant tout Lénine, pourtant encore fort peu connu, doit être de type bolchevique, appliquant les principes du centralisme dit « démocratique », strictement électoral, hiérarchisé, imposant une discipline rigoureuse non seulement sur l'action, mais aussi sur la pensée des militants. Rien d'étonnant donc que les assauts des léninistes, plus encore que contre les « social-impérialistes », les « social-chauvins », les « social-patriotes », se déclinaient contre les « social-pacifistes », les « social-confusionnistes », les « social-idiot », tous accusés d'opportunisme et de centrisme, parce qu'ils pensent que la révolution c'est bien, mais que l'existence première c'est l'arrêt des massacres.

Or cette minorité ne cessera de marquer des points, et cela apparaîtra nettement à la deuxième réunion des Zimmerwaldiens, qui se tint à Kienthal, dans l'Oberland bernois, du 24 au 30 avril 1916. Lénine a pour lui une certaine logique. Si l'on tient pour intouchable le postulat de la nature par essence belligère du capitalisme, pourquoi ne pas aller jusqu'au bout, ne pas abolir simultanément la guerre et toute cause possible de guerre dans l'avenir ?

#### « Le droit de quoi ? »

Et il est vrai que ce que proposent les « social-pacifistes » peut paraître court et illusoire et ne diffère pas beaucoup du pacifisme « bourgeois » tel que l'exprime, au même moment, le président Wilson : arbitrage obligatoire, abolition de la diplomatie secrète, désarmement, et le plus confus, le plus indéfinissable de tous les principes, celui du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes. « Le droit de quoi à disposer de quoi ? » demande justement Trotsky. Il est vrai que la paix et la coopération entre les peuples est le plus difficile des problèmes que l'humanité puisse et doive se poser. Mais qui pourrait croire encore aujourd'hui qu'il puisse être résolu, et pour toujours, par la collectivisation des moyens de production ?

Le débat entre droite et gauche Zimmerwaldienne reste assez mal compris jusqu'au moment où l'idée de révolution socialiste, assez mythique jusque-là, prend corps et chair dans la conscience de vastes masses : les ouvriers de Pétersbourg montrent alors comment on peut arrêter la guerre et on même temps donner une perspective de régénération à l'humanité entière. En Russie, la guerre a provoqué, entre 1914 et 1918, le nombre horripilant de quatre millions de morts. C'est plus du double qui péri dans la guerre civile entre 1918 et 1920.

Grâce à la conférence de Zimmerwald et à ses suites, Lénine a réussi à faire connaître et, de plus en plus, à imposer sa vision de l'action révolutionnaire, à laquelle se rallient maintenant deux autres Zimmerwaldiens, et de grand poids, Trotsky et Rakovski. Le temps de la coexistence avec le « confusionnisme pacifiste » est révolu. Une des premières décisions de la III<sup>e</sup> Internationale sera de proclamer la liquidation de l'association de Zimmerwald : « La lutte contre les éléments du centre, qui entravent le développement de la révolution sociale, est devenue une tâche urgente du prolétariat révolutionnaire ». L'association de Zimmerwald a fait son temps.

GEORGES GONIELY.

(1) Lénine : Œuvres, tome 22, Moscou (édition française), pp. 328-343.

### La déclaration d'indépendance du Vietnam

A la suite de l'article de M. Bui Xuân Quang, relatant la « déclaration d'indépendance » du Vietnam (le Monde daté 1<sup>er</sup>-2 septembre), M. Nguyen Manh Ha, ministre de l'économie dans le premier gouvernement Ho Chi Minh (1945-1946), nous écrit une lettre dont voici l'essentiel :

Concernant l'histoire récente de notre pays, il faut être très circonspect. On ne parle pas de sa mère en persiflant. Pourquoi dire que nous avons déclaré unilatéralement notre indépendance ? Fallait-il attendre que nos anciens maîtres fussent solidement réinstallés pour la leur rendre ? Pourquoi dire que cette déclaration était un acte formel ? Quand je récite le credo, je le récite avec tout cœur, ma tête, mon âme, signifiant que je suis prêt à mourir pour ce que je crois.

Combien de millions de pères sont morts pour qu'aujourd'hui nous — nous comme moi — puissions dire fièrement, à la face du monde, que nous sommes indépendants. Pourquoi parler de « l'ironie » ? Nous n'avons pas volé notre indépendance. Pourquoi parler de « mandarin de la révolution » quand il s'agit

de Nguyen Ai Quôc, alias Ho Chi Minh ?

En outre, M. Philippe Devillers, du Centre d'études et de recherches internationales, nous écrit notamment :

« En 1945, la France de de Gaulle n'est pas venue libérer l'Indochine, et elle n'a même rien compris du tout à ce qui s'y passait. Obsédée par le souci du rétablissement de sa « souveraineté », elle s'est trouvée confrontée à un peuple pratiquement unanime, rassemblé dans une volonté passionnée d'indépendance, qui entendait redevenir maître de son destin et s'affranchir définitivement de la domination de cette oligarchie de quelques milliers de bureaucrates et de colons qui depuis soixante ans avait totalement confisqué le pouvoir. »

Pour qu'un parti (communiste) de cinq mille membres ait pu ainsi soulever un peuple de vingt-cinq millions d'âmes, il fallait bien que ce qu'il proposait répondît au vœu de tous. La République proclamée par Ho Chi Minh le 2 septembre 1945 a été l'incarnation, le symbole, mais aussi l'instrument de la liberté à reconquérir.

مكتبات الأمل



# Étranger

## Le tremblement de terre au Mexique

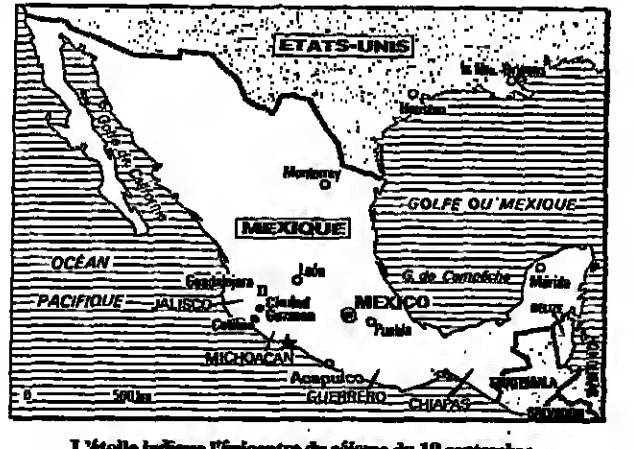
### Mexico en état de choc

(Suite de la première page.)  
On a senti, en quelques instants, la tristesse de ce peuple mené à bas par la peur, l'effroi. Dans l'après-midi, bien avant la secousse, nous avions pu constater une montée quasi électrique de la nervosité, comme si s'annonçait, à fleur de peau, les soubresauts de la terre. C'était sur le Paseo de la Reforma, qui n'est pas seulement l'artère principale de la ville mais celle du système lui-même. Soudain, une foule agitée, vociférante, une foule d'hommes à brassards, casques, képis, foulards qui agitaient des drapeaux et hurlaient qu'il ne fallait plus avancer mais partir en courant. « La tour, elle va sauter ! » Un autre : « La tour, on va la faire sauter ! » La tour de la loterie nationale : quelque chose comme 150 mètres de haut,

un parallélépipède de verre et d'acier recouvert de hant en bas, sur chaque côté, d'un immense drapeau national du Mexique. Une tour qu'on vient à peine d'inaugurer. Mais une tour qui penche désormais et, semble-t-il aux plus anxieux, qui n'a pas de tendance depuis vendredi matin à pencher de plus en plus. L'un des plus hauts gratte-ciel de Mexico allait-il exploser à cause d'une poche de gaz qui, criait-on, s'était formée sous lui et grandissait sans cesse ? On allait-il tout bêtement basculer vers le sol avec la majesté d'un arbre qui s'abat ? La tour tiendrait pour cette fois. Samedi, peut-être. Mais pendant des heures, vendredi, des centaines, des milliers d'hommes (on voit très peu de femmes dans les rues) avaient burlé à des milliers d'autres qu'il ne fallait pas s'approcher.

### Prévu, situé mais non daté

La sismicité du Mexique vient du fait que tout le long de la côte pacifique la petite plaque des Cocos plonge sous sa voisine, la grande plaque des Amériques. Mais toute la plaque des Cocos ne plonge pas à un rythme uniforme. Une de ses portions glisse et est « avalée » dans la subduction alors que ses voisines sont bloquées. Les sismologues se fondent sur ces irrégularités de la « plongée » pour essayer de prévoir la région où se produira le prochain tremblement de terre qui effectuera une zone sismique : la portion calme depuis le plus longtemps est, en principe, celle qui tremblera la première dans un avenir plus ou moins proche sans que l'on puisse préciser davantage la date du futur séisme.



### Plusieurs pays et organisations dépêchent sur place leur aide matérielle et des secouristes

Tandis que des messages de sympathie affluent vers le Mexique, le président de l'Assemblée générale des Nations unies, M. Jaime de Pinies, a lancé un appel à la communauté internationale, et le secrétaire général, M. Javier Pérez de Cuellar, a demandé au responsable des secours d'urgence de se rendre sur place pour évaluer les besoins du pays.  
Des pays scandinaves (Finlande, Suède et Norvège) ont décidé de donner au Mexique environ 500 000 dollars et ont dépêché une aide matérielle et des équipes de secouristes. La CEE, de son côté, fait un don de 380 000 dollars. La France a déjà fait parvenir la somme de 500 000 francs et a affrété deux Boeing-707 qui se tenaient prêts à décoller samedi pour acheminer vers Mexico environ deux cents hommes (pompiers, médecins ou spécialistes accompagnés de chiens dressés pour évaluer les hommes sous les décombres) et plusieurs tonnes de matériel. Un Boeing-747, dont le décollage avait été également retardé par la deuxième secousse tellurique, devait transporter d'autres matériels de secours et per-

### L'aide de l'étranger

Le gouvernement a décidé de créer un fonds d'aide pour la reconstruction nationale. Il recueillera de l'argent venant du Mexique, bien sûr, mais aussi, nous a-t-il été précisé, de l'étranger. « On pourra financer prioritairement, grâce à ce fonds, la reconstruction de deux hôpitaux, celle des vingt-cinq écoles détruites et des milliers de logements disparus ou inhabitables. Ce fonds aidera peut-être le pays à payer quelques-unes des plaies de sa capitale, mais Mexico n'est évidemment pas près de retrouver son visage normal. »  
Au sujet de l'aide de l'étranger, on sait le Mexique très à cheval sur son indépendance et soucieux de ne pas être traité en assisté, surtout par les Etats-Unis. Des journalistes américains ont affirmé ici que le Mexique venait de refuser, comme il l'avait fait l'an dernier pour une autre catastrophe, une aide que Washington s'apprêtait à lui fournir sous forme de matériel lourd. Le gouvernement ne commente pas ce genre d'informations, pas plus qu'il ne commente l'information selon laquelle trois avions Hercules envoyés par l'Espagne auraient été contraints de se détourner faute d'être autorisés à se poser sur l'aéroport de Mexico.  
En revanche, l'aide française arrive à bon port et paraît bienvenue. Le secrétaire d'Etat à l'intérieur nous a indiqué qu'elle avait déjà pris la forme d'un envoi de plusieurs tonnes de médicaments.

A supposer que le séisme de vendredi soir soit le dernier avant longtemps à Mexico, la ville revivra-t-elle comme avant ? Tous les journaux de la capitale ont présenté l'événement comme « la plus grande tragédie de l'histoire du Mexique ». Les habitants, on l'imagine, se soucient assez peu de faire la part des responsabilités historiques et contemporaines dans ce qui leur arrive. La plupart ont cessé le travail. Les hommes jeunes sont sur les chantiers qu'il faut bien appeler de démolition. L'essentiel des grands services fonctionne : eau, électricité et métro. Les difficultés les plus grandes viennent toujours des communications internationales et, surtout, d'un manque de médicaments. Les bureaux sont inaccessibles ou fermés pour cause d'incertitude sur la solidité des immeubles qui les abritent. Beaucoup d'usines tournent au ralenti (les ouvriers sont en ville). La nuit, le centre est plus triste que la plus triste banlieue. La fameuse zone rose s'appellerait plus justement zone grise. Désormais, on trouve des places de stationnement, de plus en plus.

BRUNO FRAPPAT.

La situation est encore confuse à Mexico. Deux jours après la catastrophe sismique du 19 septembre, le nombre de victimes est toujours incertain. Selon le plus récent bilan provi-

soire, publié par les autorités vendredi dans la soirée, il y aurait deux mille morts et des milliers de blessés. A ces chiffres, il faudrait ajouter plus d'un millier de disparus.

### Sur fond de crise économique

Le terrible tremblement de terre qui a dévasté la capitale mexicaine s'ajoute aux épreuves d'un pays durement frappé par une crise économique, financière et sociale d'une ampleur sans précédent. Chômage, sous-emploi affectant au moins la moitié de la population active, misère des masses paysannes sans terre et sans travail malgré une réforme agraire radicale décrétée par les bénéficiaires de la révolution de 1910 à 1917, paupérisation des classes moyennes touchées par les mesures d'austérité décidées par le gouvernement de M. de la Madrid, recul général du niveau de vie moyen : le Mexique de 1985 est de nouveau en récession, après avoir connu une reprise spectaculaire, mais malheureusement brève, en 1983 et 1984.

La politique d'assainissement du gouvernement n'a eu quelques effets positifs. Recul sensible du taux d'inflation, ralentissement relatif de la hausse des prix, stabilisation autour de zéro du produit national brut (il a été de moins 5 % en 1983), excédent de la balance commerciale de l'ordre de 13 milliards de dollars en

1983. Le tourisme a connu une sensible expansion. Mais la macro-économie est une chose, la vie quotidienne en est une autre.  
Cette rigueur avait permis l'important accord de réajustement de la très lourde dette extérieure (96 milliards de dollars, la seconde d'Amérique latine, après celle du Brésil, 105 milliards de dollars). Les conditions de cet accord, patronné par le Fonds monétaire international, étaient très favorables et citées en exemple aux autres nations endettées de l'hémisphère. Hélas : le Mexique n'est plus le « bon élève », et c'est lui qui suscite aujourd'hui les plus grandes inquiétudes au sein de la communauté financière internationale. Signal d'alarme : le FMI a décidé de suspendre le versement des 900 millions de dollars restant sur un crédit *stand-by* de 3,4 milliards de dollars, accordé à la fin de 1982 (le Monde du 21 septembre). Cette information, donnée sous réserves par le Wall Street Journal, est confirmée, à Paris et à New York, par les milieux informés. Le FMI estime que la politique économique du gouvernement mexicain ne répond plus aux normes et que ses effets sont insuffisants. Le FMI ne fait pas de sentiment et est devenu la bête noire des dirigeants et surtout des opinions publiques en Amérique latine. Le moment - c'est bien sûr pure coïncidence - est en tout cas bien mal choisi par les dirigeants du FMI pour accabler davantage une nation en voie de développement qui a fait des efforts méritoires, sans être à l'abri de certaines critiques (la fuite des capi-

taux a repris à un rythme impressionnant témoignage du peu de civisme de certains entrepreneurs et milieux d'affaires).  
Autre handicap : les revenus pétroliers sont menacés par la baisse des prix du pétrole qui atteint le marché mondial du brut, alors que ce produit assure les deux tiers des revenus extérieurs du Mexique. Le pays a déjà dû réduire d'environ 10 % les prix de ses bruts depuis le début de l'année pour conserver ses clients.

Le Mexique a 78 millions d'habitants. C'est une nation de premier plan, à la fois forte et fragile, si proche des Etats-Unis que ceux-ci ne peuvent se désintéresser des risques d'explosion sociale au sud du rio Grande. Quelques chiffres encore : chaque année, huit cent mille personnes arrivent sur le marché du travail mexicain. La moitié seulement ont une faible chance de trouver un emploi. La hausse des prix, depuis le début de 1985, est de l'ordre de 250 %. Celle des salaires, seulement de 140 %. En 1982, un salarié dépensait 46 % de ses revenus pour se procurer les produits de base. En 1985, il en dépense 75 %. Le salaire minimum, théorique, est de 150 dollars par mois. Le pouvoir d'achat a diminué de 35 % au moins au cours des deux dernières années. Le séisme dramatique qui a frappé Mexico devrait inciter Washington et les organismes de financement internationaux à faire preuve d'imagination. Le temps presse. Pas seulement au Mexique.

MARCEL NIEDERGANG.

### A travers le monde

#### Colombie

• UN IMPORTANT TRAFIC DE DROGUE REMPLAIT DANS LA GUÉ-  
RILLA. - Carlos Ledher, l'un des principaux barons du trafic de drogue en Colombie, rejoint un groupe de guérilla dans le sud-est du pays. Carlos Ledher, poursuivi depuis le meurtre du ministre de la justice, Lara Bonilla, a été photographié en tenue de combat au milieu d'un groupe d'insurgés liés au M-19. - (Reuters.)

#### Etats-Unis

• M. REAGAN EST COMPLÈTEMENT RÉTABLI. - Les médecins de M. Reagan se sont déclarés « en extase » après l'avoir, vendredi 20 septembre, examiné pour la première fois depuis son opération d'un cancer du colon en juillet dernier. Un communiqué diffusé par la Maison Blanche conclut à une « guérison complète à 100 % ». C'est ce qu'a annoncé aux journalistes un Ronald Reagan souriant après une heure passée à l'hôpital militaire de Bethesda, dans la proche banlieue de Washington. Les résultats de la radio des poumons et des tests sanguins auxquels le président américain a été soumis seront rendus publics la semaine prochaine. - (Corresp.)

#### URSS

• UN SOVIÉTIQUE ARRÊTÉ POUR ESPIONNAGE. - Le comité pour la sécurité d'Etat soviétique (KGB) a « découvert et arrêté » un agent des services secrets américains, A. G. Tolkahev, « membre du personnel de l'un des instituts de recherches de Moscou », alors qu'il s'apprêtait à fournir du « matériel secret de défense à un agent de la CIA », annonce, vendredi 20 septembre, l'agence Tass.  
« Cet espion, précise Tass, a été pris en flagrant délit alors qu'il tentait de remettre du matériel secret relevant de la défense à M. Paul Stombaugh, un officier de la CIA qui agissait sous la couverture de deuxième secrétaire à l'ambassade des Etats-Unis à Moscou. »  
L'agence officielle soviétique ne précise pas quand et en lieu l'arrestation de Tolkahev. Tass avait annoncé le 14 juin dernier l'expulsion de M. Stombaugh. - (AFP.)

## Combaz

CHRISTIAN COMBAZ

La compagnie des ombres

Roman

Après Messieurs, Montefalco, Constance D. et Oncle Octave, le nouveau Combaz.

AUX ÉDITIONS DU SEUIL

95 F

## SEUIL



# Étranger

## La fin du voyage de M. Alfonsin Cinq ans de conflit irano-irakien

M. Raul Alfonsin devait quitter la France samedi 21 septembre après un séjour officiel de quatre jours, qu'il a terminé par une visite des installations de l'aérospatiale de Toulouse. Vendredi, le président argentin s'est rendu à Boulogne-sur-Mer, sur la tombe du général San-Martin, et à Lille, pour saluer M. Pierre Mauroy. L'accord-cadre de coopération économique entre la France et l'Argentine, signé jeudi (le Monde du 20 septembre), est le principal résultat de la visite de M. Alfonsin.

Vendredi, au cours d'une conférence de presse, le président argentin a été interrogé sur le sort du capitaine Astiz, responsable de nombreuses violations des droits de l'homme, et directement lié, selon plusieurs témoignages, au meurtre de deux religieuses françaises. M. Alfonsin n'a pas apprécié cette question, alors qu'il a fait intervenir un procès public aux anciens commandants en chef au pouvoir de 1976 à 1982. Il reste que les associations argentines de disparus estiment que le gouvernement de Buenos-Aires ne va pas assez loin dans l'épuration.

### L'impossible oubli des mères de disparus

Le président Alfonsin a été élu démocratiquement après sept années de dictature militaire et son combat en faveur des droits de l'homme est ancien. Pourtant, au deuxième jour de sa visite en France, plusieurs organisations humanitaires ont manifesté, le jeudi 19 septembre, devant l'ambassade argentine à Paris, réclamant « la réapparition des disparus et le jugement des coupables ».

Organisées depuis octobre 1978, ces manifestations reprennent à celles organisées à Buenos-Aires par les mères de disparus surnommées « les folles de la place de Mai ». A Paris, de nombreuses paranoïaques avaient participé à ces protestations, parmi lesquelles M. François Mitterrand avant son élection. Le document vidéo de ces manifestations a même été remis au président Alfonsin.

La période des « années noires » en Argentine, où plusieurs milliers de personnes ont été enrôlées et assassinées, fait actuellement l'objet d'un procès du siècle à Buenos-Aires. Neuf anciens dirigeants sont jugés, des peines de prison à perpétuité ont été requises contre cinq d'entre eux.

#### Le cas Astiz

En décidant de juger les anciens dirigeants des juntes au pouvoir, le gouvernement entend distinguer les « simples exécutants » des hauts responsables. Un postulat qui a été suivi d'une campagne de réhabilitation discrète mais soutenue des forces armées. Il s'agit pour M. Alfonsin d'apaiser les craintes des militaires devant l'éventuel jugement de tous les responsables de violations des droits de l'homme et d'essayer de réunir les conditions d'une réconciliation entre l'armée et le pays.

C'est cette attitude que condamnent de plus en plus

sévèrement les mères de disparus et les organisations humanitaires. Pour elles, mille trois cents tortionnaires en liberté, c'est trop. Le cas du capitaine Astiz, responsable de la disparition de centaines de personnes parmi lesquelles deux religieuses françaises, devient pour elles le symbole de ces tortionnaires qui poursuivent tranquillement leur carrière dans l'armée, ou dans la diplomatie, comme l'ancien responsable du camp du Vesubio, actuellement attaché militaire à l'ambassade d'Argentine à Mexico. « La démocratie n'est pas l'oubli », déclare le président de l'une de ces associations, Amnesty international, à Paris, pour sa part, établit un rapport sur les enfants disparus durant ces années noires, et dénombre cent trente-sept cas non élucidés d'enfants nés en captivité ou enlevés lors de l'arrestation de leurs parents, dont on ne sait rien.

L'imposant travail de la commission d'enquête argentine sur les personnes disparues, dont le rapport était intitulé « *Nuncas mas* » (jamais plus), est poursuivi par un secrétaire d'Etat aux droits de l'homme, Néstor Kirchner, qui a reçu les responsables français, mercredi après-midi, pendant un discours prononcé au mois de juillet, le président Alfonsin avait affirmé son intention de clore ce « chapitre néfaste » de l'histoire du pays, mais en déclarant sans illusion qu'il ne croyait pas aux « points finaux établis par décret ».

Que répondre à la mère de l'un des quinze disparus français lorsqu'elle demande le jugement de tous les responsables de telles atrocités ? La raison du cœur n'a que faire de la raison d'Etat.

DENIS HAUTIN-GURAUT.

## M. Dumas au Maroc et en Tunisie

### L'élargissement de la CEE au centre des entretiens

Venant de Tunis, M. Roland Dumas, ministre des relations extérieures, a été reçu dans la soirée du vendredi 20 septembre par le roi Hassan II au palais Skhret. A son arrivée à Rabat, il avait indiqué que ses conversations porteront notamment sur les relations du Maroc avec les pays de la CEE. Le roi Hassan II évoquera de nouveaux cas questions lors d'une visite officielle en France le 12 novembre.

#### De notre correspondant

Tunis. — Des conversations que M. Dumas a eues avec les dirigeants tunisiens, on veut surtout retenir dans les sphères politiques l'attachement renouvelé de la France à la sécurité et à l'intégrité territoriale de la Tunisie, à un moment où aucun signe de détente n'apparaît dans la crise avec Tripoli. Toutefois, M. Dumas n'a fait aucune allusion publique à une éventuelle aide militaire, que les Tunisiens semblent considérer comme acquise en cas de besoin.

Évoquant la coopération économique, M. Dumas a rappelé que, lorsqu'il était ministre des affaires européennes, il avait été le premier à affirmer qu'il était indispensable que les problèmes concernant les pays tiers méditerranéens soient réglés parallèlement aux modalités d'élargissement de la Communauté à l'Espagne et au Portugal, et que des engagements avaient été pris dans ce sens.

#### La visite de M. Jospin

Le ministre a mis à profit cette brève « visite d'information » pour s'entretenir par téléphone avec M. Chedli Klibi, secrétaire général de la Ligue arabe, et le président de l'OLP, M. Yasser Arafat.

La visite du chef de la diplomatie française a coïncidé avec celle de

M. Lionel Jospin, invité du premier ministre, M. Mzali, qui est également secrétaire général du Parti socialiste destouré.

Souvent distantes, quand elles n'étaient pas franchement mauvaises par le passé, les relations entre les deux partis se sont progressivement améliorées.

La visite de M. Jospin, qui a été reçu à Carthage par le président Bourguiba, couronne ce rapprochement qui doit maintenant se concrétiser par la création de groupes de travail, et la multiplication des échanges de délégations.

M. Jospin a expliqué que sa visite se justifiait d'autant plus que la Tunisie est désormais engagée, quelles que soient les difficultés rencontrées, dans la voie du pluralisme politique. Il n'a toutefois pas pu, son programme étant très chargé, rencontrer certains représentants de l'opposition comme il en avait l'intention.

En revanche, il s'est rendu au siège de la centrale ouvrière UGTT, où il s'est entretenu avec le secrétaire général, M. Habib Achcar, et les membres du comité exécutif, de la situation sociale dans le pays et de la profonde détérioration des rapports entre le gouvernement et les syndicats.

MICHEL DEURÉ.

(Suite de la première page.)

La polémique sur le fait de savoir qui a commencé la guerre n'a pas qu'un aspect historique. Une définition claire sinon de l'« agresseur » de l'Etat ayant ouvert les hostilités est essentielle dans la mesure où elle déterminera le cours des futures négociations de paix. Si l'Irak refuse ce rôle, on ne voit pas pourquoi il accepterait d'être payé des dommages de guerre à l'Iran, même si c'est ce pays qui a subi la plus grande partie des destructions. Le refus de Bagdad de reconnaître avoir engagé le conflit alimente l'intransigence de l'imam Khomeiny, qui s'est assigné pour objectif immuable le « châtiment » du président Saddam Hussein et la chute du régime baasiste.

En fait, en refusant à la mi-1982 de mettre fin aux hostilités, alors qu'elle avait pratiquement récupéré après la victoire, victoires sur le terrain et la quasi-totalité de ses territoires occupés par l'Irak, la République islamique a manqué une occasion unique de paix. Le régime de Bagdad était alors aux abois, et il est plus que probable que le président Saddam Hussein n'ait pas survécu politiquement à des négociations consacrant la déconfiture de sa folle équipée iraquienne. L'intransigence de l'imam Khomeiny lui a donc rendu un immense service : le vaincu de Khorramshahr est devenu, à la suite de la décision des chefs de la révolution iranienne, le héros de la bataille en territoire irakien pour « aider le peuple à se libérer du régime baasiste », le symbole de la lutte nationale contre « l'envahisseur iranien ».

La seconde erreur de l'imam a été de croire que ses forces armées pouvaient remporter la victoire sur le terrain en territoire irakien. Or, de puis l'échec de l'offensive iraquienne contre le port de Bassorah, il y a près de trois ans, toutes les offensives de l'armée de Téhéran n'ont pas réussi — à quelques exceptions près — à obtenir sérieusement le dispositif défensif irakien.

#### La « grande offensive finale »

L'armée iranienne a montré qu'elle n'était pas plus que celle de Bagdad, en mesure de résoudre les immenses problèmes de logistique que pose l'occupation d'un territoire ennemi. Ne pouvant remporter la bataille sur le terrain, les Iraniens ont donc adopté la tactique de la guerre d'usure quasi permanente, dont l'objectif semble être de faire tomber le régime du président Saddam Hussein sous des coups de boutoir répétés.

Il est vrai que le régime de Bagdad, en butte aux multiples difficultés économiques causées par une guerre impossible, demeure fragile, mais l'arme brandie par Téhéran est à double tranchant. La poursuite des hostilités coûte cher à l'économie iraquienne et a contribué, en grande partie, à faire monter le mécontentement populaire face à la poursuite

d'une guerre devenue inutile. Il a fallu cependant attendre les échecs des offensives iraquiennes de février 1984 (Aurore VI) et de mars 1985 (Badr) dans les marais de Howzeira pour que les dirigeants iraniens commencent à comprendre que la tactique dite des « vagues d'assaut humaines » était aussi meurtrière que vaine.

La « grande offensive finale », tant annoncée puis différée, censée mettre les Irakiens à genoux, semble avoir été renvoyée aux calendes grecques au profit d'une nouvelle tactique qui consiste à multiplier des « opérations ponctuelles limitées » tout le long de la frontière qui sépare l'Irak de l'Iran. Nul ne se fait trop d'illusions sur l'efficacité de cette nouvelle stratégie apparemment conçue pour entretenir la tension sur le front.

#### Le harcèlement de Kharg

Ce qui est plus significatif, c'est que, parallèlement à ce changement de tactique sur le plan militaire, les dirigeants iraniens ont commencé à tenir un nouveau langage dans lequel le culte du martyre n'est plus exalté d'une manière systématique. Il y est toujours question de poursuivre la guerre « jusqu'à la défaite de l'ennemi », mais l'accent est mis sur la nécessité de « limiter au minimum les pertes en vies humaines ».

Pour la première fois depuis la victoire de Khorramshahr, le doute semble s'être glissé dans l'esprit des dirigeants de Téhéran. Dans ses homélies consacrées à la guerre, l'imam Khomeiny va même jusqu'à envisager que son pays ne parvienne pas à ses fins. Parlant en mars dernier aux représentants des corps constitués, le guide de la révolution iranienne a déclaré qu'il affirmait que « même si nous n'arrivons pas à obtenir les opportunités, nous aurons quand même accompli notre devoir ». En avril, il était encore plus amer devant les combattants et les religieux de la ville sainte de Qom. « Si par malheur, avait-il dit, les États-Unis sont victorieux et font triompher Saddam, l'Islam recevra une gifle dont il ne se remettra pas avant longtemps ».

En réalité, tout semble indiquer que, tout en proclamant du bout des lèvres leur intention de poursuivre la guerre, les dirigeants iraniens s'accommoderaient d'une situation de « *ni paix ni guerre* » qui perpétuerait la tension à la frontière iraquienne avec l'espoir que le régime de Bagdad s'effon-

drera tôt ou tard sous la pression conjuguée de facteurs internes et externes.

Or c'est précisément pour écarter ce danger de banalisation de la guerre, que l'Irak ne peut supporter, que Bagdad a déclenché en avril 1984 une nouvelle escalade militaire pour tenter de priver le régime de Téhéran de son unique source en devises étrangères, en asphyxiant graduellement le terminal iranien de l'île de Kharg, talon d'Achille de la République islamique.

Le but de cette nouvelle stratégie n'est pas seulement de réduire le volume des exportations pétrolières qui alimentent la machine de guerre de l'Iran, mais aussi de tenter d'étendre le conflit à l'ensemble du Golfe, qu'il provoque un embargo contre Bagdad, conduisant tôt ou tard à une internationalisation du conflit, première étape d'une paix négative.

Le harcèlement de l'île de Kharg constitue pour les dirigeants de Téhéran un redoutable

défi. Notamment surclassés dans le domaine de l'aviation et des armements perfectionnés fournis à l'Irak par la France et l'URSS, et peut-être bientôt par les États-Unis, qui viennent de « normaliser » leurs relations avec Bagdad, l'Iran n'est plus à même de défendre efficacement son espace aérien. Il ne peut donc répondre à la menace de destruction des installations de l'île de Kharg — plus réelle que jamais depuis le raid irakien du 15 août dernier — qu'en mettant à exécution ses menaces d'ouvrir un second front dans le Golfe contre les monarchies pétrolières qui appuient en sous-main l'Irak, et en particulier contre le Koweït, qui constitue aux yeux de Téhéran le maillon faible de la sainte alliance des émirats du Golfe.

Malgré ce faisant, Téhéran tombe dans le piège des Irakiens, dont toute la stratégie à l'heure actuelle, tend à internationaliser le conflit. Le dilemme est de taille.

JEAN GUEYRAS.

## EN QUITTANT AMMAN

### Mme Thatcher annonce qu'elle recevra en octobre deux membres de l'OLP

#### Correspondance

Amman. — Après la Chine et la France, la Grande-Bretagne sera le prochain membre permanent du conseil de sécurité de l'ONU à accueillir une délégation jordan-palestinienne en octobre. Le premier ministre britannique, M. Thatcher, l'a annoncé vendredi 20 septembre, lors d'une conférence de presse à Amman, au terme de sa visite en Jordanie. Cette délégation, a-t-elle précisé, comprendra Mgr Elias Khayri et le maire palestinien en exil, M. Mohammed Melhem, tous deux membres du comité exécutif de l'OLP.

M. Thatcher a tenu à déclarer qu'en acceptant de recevoir cette délégation elle entendait soutenir son soutien aux efforts de paix du roi

Hussein. Elle souhaite encourager Washington à prendre une décision similaire en ce qui concerne l'ouverture d'un dialogue jordan-palestinien. Elle a ainsi conforté la position du roi Hussein, à quelques jours de la signature d'un accord de cessez-le-feu avec Israël, en lui permettant de débloquer la relance des négociations au Proche-Orient, pratiquement paralysées depuis la dernière visite en Jordanie du secrétaire d'Etat adjoint, M. Robert Murphy, en août dernier.

La visite de M. Thatcher à Amman avait été marquée jeudi par la signature d'un protocole financier portant sur 270 millions de livres sterling. Ce crédit est destiné à l'aider à la Jordanie de matériel militaire à la Grande-Bretagne.

E. J.

#### Suisse

## SOUmise A RÉFÉRENDUM

### La révision du droit matrimonial devrait assurer une meilleure égalité des sexes

#### De notre correspondant

Lausanne. — Lentement, mais non sans quelques grincements, la

Suisse avance vers la réalisation juridique de l'égalité des sexes. Il avait fallu attendre jusqu'en 1971 pour que les électeurs consentent enfin le droit de vote aux femmes sur le plan fédéral. Une nouvelle étape avait été franchie en 1981 avec l'inscription dans la Constitution du principe de l'égalité des droits entre hommes et femmes. Ces dispositions devaient maintenant être complétées par la révision du droit matrimonial, qui sera soumise par référendum, dimanche 22 septembre, à l'approbation du corps électoral.

Sans se vouloir révolutionnaire, la nouvelle législation vise essentiellement à adapter le droit matrimonial, qui n'avait pas été modifié depuis 1907, à l'évolution des mœurs et de la société. Principale innovation, la femme ne sera plus le « chef de l'union conjugale », mais les deux époux devront désormais être considérés comme des « partenaires égaux ».

Juridiquement, la femme ne sera plus subordonnée à son mari et les conjoints prendront ensemble les décisions importantes concernant la famille. Selon le nouveau droit, les époux choisiront conjointement le lieu de résidence et chacun aura son mot à dire dans la réalisation du bien ou la vente du logement familial. La répartition des charges est laissée à l'appréciation du couple, et le conjoint au foyer aura droit à une certaine somme d'argent, dont il pourra disposer à sa guise. Le nom de famille restera celui du mari, mais l'épouse pourra, si elle le désire, le faire précéder de son ancien patronyme. Le nouveau régime permettra à la femme d'administrer elle-même ses biens et de prétendre à la moitié des économies réalisées durant le mariage, de même qu'à la moitié de la succession.

JEAN-CLAUDE BURRIER.

#### EN VOTRE PROCHAIN NUMÉRO

**Le Monde**  
ÉCONOMIE

هك: امن الامل



مركز الأمل

# France

## L'AFFAIRE GREENPEACE APRÈS LA DÉMISSION DE M. HERNU

### La vérité en marche

Officiellement, le gouvernement ne sait toujours pas la vérité sur l'affaire Greenpeace, mais il sait désormais que les informations du Monde, puis de l'Express, comment de bien plus près la réalité que les démentis militaires. Il n'est pas d'autre copie de la lettre du 20 septembre, marquée par la démission de M. Hernu et le limogeage de l'amiral Lacoste, ni d'autre lecture des lettres échangées par MM. Mitterrand, Fabius, Hernu et Lacoste qui les ont précédées.

Officiellement le gouvernement ne sait toujours pas : le premier ministre le dit dans sa mise en scène du nouveau ministre de la défense et devra poursuivre les investigations et aboutir dans les jours qui viennent. Mais le gouvernement, à la lecture de la presse, ne doute de la vérité, et il est clair que les révélations sur l'existence d'une « troisième équipe » sont à l'origine des changements de personnes réclamées, jeudi soir, par M. Mitterrand.

« Y avait-il une autre équipe ou d'autres agents de la DGSE en Nouvelle-Zélande ? C'est à cette question, assure M. Fabius, que l'amiral Lacoste, patron de la DGSE, a refusé de répondre en invoquant sa conception de ses devoirs. Une « situation » qu'il décrit « évidemment impossible d'accepter », ajoute le premier ministre. Cela-ci a même été plus insistant, demandant si « les initiales telles qu'elles figurent dans certains articles de presse correspondent à celles d'agents » de la DGSE. M. Fabius fait ici allusion aux initiales « AT » et « BD » données par l'hebdomaire VSD du 19 septembre comme celles de « deux mercenaires » employés par la DGSE sur place, lors de l'attentat, et dont le premier ministre se demande implicitement si les noms ne recouvrent pas, en fait, ceux des membres de la troisième équipe.

Au-delà des identités, reste-t-il aujourd'hui vraiment un doute sur la nature de cette troisième équipe, dont nous avons dit, dans le Monde, qu'il s'agissait de deux navigateurs de combat de la base d'Aspretto (Corse), membres de la division Action de la DGSE ? Non, si l'on en croit la lettre de l'amiral Lacoste à M. Charles Hernu. Car s'il ne donne aucune réponse précise, l'amiral reconnaît, en justifiant son silence, que celui-ci vise à couvrir des membres de son service : « Si je répondais aux demandes, écrit-il, je mettrais en péril la vie de certains officiers et sous-officiers qui ont accompli récemment ou dans un passé plus lointain des missions particulièrement dangereuses. » Il nuance, toutefois, son propos en ajoutant que « la confirmation de ces rumeurs » ne pourrait « servir à établir la vérité ».

On a donc menti, depuis le 10 juillet, date de l'attentat. Ce n'est plus une déduction, mais un fait, reconnu par M. Hernu lui-même : « Je sais, depuis hier soir, a-t-il écrit vendredi au premier ministre, que des responsables de mon ministère m'ont caché la vérité. » Comme il l'avait promis, M. Hernu en a tiré les conséquences. Mais, ce faisant, il apporte, à son tour, une contribution à la manifestation de la vérité.

### D'autres responsables

Car si, maintenant, on sait, au sommet de l'Etat, que la DGSE est responsable de l'attentat, on sait aussi, grâce à l'ancien ministre de la défense, que les responsables ne se situent pas qu'à ce niveau. Qui lui a menti ? « Des responsables de mon ministère », assure-t-il. Il n'écrit pas : « un service » ; il ne dit pas : le chef de la DGSE, et lui seul... Tombant en même temps que le patron de la DGSE, M. Hernu invite donc à chercher d'autres responsabilités. Quelle piste ouvre-t-il ainsi ? Désigne-t-il certains de ses collaborateurs ? En tout cas, le chef de l'état-major particulier du chef de l'Etat ne rentre pas dans cette catégorie.

C'est aujourd'hui toute la question. Les généraux Lacoste et Seuniger, respectivement chef d'état-major des armées et chef d'état-major particulier du chef de l'Etat avant l'attentat, ont assuré qu'ils n'avaient ni « donné une instruction », ni « reçu une information » relatives au sabotage du navire de Greenpeace. Du côté de la DGSE, on assure, à l'inverse, que l'on a agi sur ordre, qu'il s'agissait bien d'envoyer la campagne du mouvement écologiste et que le dévot très important de cette opération, implément, en Nouvelle-Zélande, en Australie, en Nouvelle-Calédonie, au moins une quinzaine de personnes, a été signé par le général Seuniger.

Bref, la DGSE se défend, faisant bloc derrière son directeur

limogé. « On veut nous faire porter le chapeau », y confie-t-on. « L'état-major a décidé de s'en sortir de cette manière, en assurant que nous avons défecté, que nous avons agi comme des fous, des comploteurs contre Mitterrand. » De fait, à l'Elysée, la lettre de l'amiral Lacoste semble avoir été entendue comme l'aveu d'une indiscipline aux motivations politiques troubles. On peut très bien, à l'inverse, imaginer que l'amiral, sachant qu'il a obéi à un ordre supérieur, veut s'enlever pavillon haut, sans, à son tour, désigner les auteurs d'autres mensonges.

La vérité officielle éclatante-t-elle ? M. Paul Quilès, le nouveau ministre de la défense, semble compter fortement sur les informations recueillies par les services policiers de M. Pierre Joxe pour l'établir. Au-delà de la contribution du ministre de l'Intérieur, on peut aussi penser qu'au sein de la DGSE, aujourd'hui accablée, des bouches vont s'ouvrir. Cette vérité sera-t-elle publique ? Le premier ministre n'a, cette fois, rien promis de tel. Face à l'opinion, le gouvernement n'aura peut-être pas intérêt à la proclamation d'entière, surtout si elle se révèle accablante. Mais, inversement, la nécessité de sauver les apparences ne peut pas empêcher la France reconnaisse publiquement ses torts, en les assortissant de plates excuses.

BERTRAND LE GENDRE et EDWY PLENEL

## L'amiral Lacoste : « J'ai l'obligation de défendre la sécurité de la DGSE »

L'amiral Lacoste, « patron » de la DGSE jusqu'à vendredi, a refusé de parler, pour ne pas compromettre « l'honneur et la sécurité » de son service.

Il le dit dans une lettre remise à M. Charles Hernu jeudi 19 septembre et rendue publique vendredi sur Europe 1 par Charles Villeneuve : « En tant que directeur général, j'ai l'obligation morale absolue de défendre l'honneur et la sécurité de la DGSE. Si je répondais aux demandes, je mettrais en péril la vie

## DE LA DISSUASION NUCLÉAIRE AUX EXPORTATIONS D'ARMES Il avait fait sien l'héritage gaulliste

Le maire de Villeurbanne était trop sûr d'être aimé des militaires pour bien comprendre que certains commençaient à marquer leurs distances

En installant au ministère de la défense en mai 1981, M. Charles Hernu offre l'image d'un responsable ministériel assis d'une longue continuité : sa fidélité au président de la République et sa compétence acquise dans l'opposition se conjuguent pour faire croire aux militaires, qui l'attendent en réalité depuis de nombreuses années à ce poste en cas de victoire électorale de la gauche, que M. Hernu restera ministre de la défense durant tout le septennat. Les circonstances en décideront autrement : aujourd'hui, un fils de gendarme est nommé au ministère par un polytechnicien, fils d'officier.

De fait, le maire de Villeurbanne, par sa connaissance des dossiers, gagnera du temps des premiers jours de fonction au ministère de la défense. Qu'il s'agisse de la conduite des essais nucléaires à Mururoo, retardés parce qu'il veut s'assurer que les conditions de leur sécurité, ou de la décision d'abandonner l'extension du camp militaire de Larzac, promise par le candidat Mitterrand aux agriculteurs avyrounais, M. Hernu tranche et il le fait vite parce qu'il y avait réfléchi, lui-même et ses proches collaborateurs, du temps de leurs contacts clandestins, avant 1981, avec de nombreux cadres de l'armée.

Sans complexes et sans état d'âme particulier, le premier ministre socialiste de la défense de la V<sup>e</sup> République fait sien l'héritage gaulliste : dissuasion nucléaire, exportations d'armes, protection des intérêts français outre-mer, alliance atlantique mais autonome du dispositif national, tous ces dogmes de la politique française de sécurité sont repris, glorifiés même et, parfois, mis au goût du jour et adaptés.

En installant au ministère de la défense en mai 1981, M. Charles Hernu offre l'image d'un responsable ministériel assis d'une longue continuité : sa fidélité au président de la République et sa compétence acquise dans l'opposition se conjuguent pour faire croire aux militaires, qui l'attendent en réalité depuis de nombreuses années à ce poste en cas de victoire électorale de la gauche, que M. Hernu restera ministre de la défense durant tout le septennat. Les circonstances en décideront autrement : aujourd'hui, un fils de gendarme est nommé au ministère par un polytechnicien, fils d'officier.

De fait, le maire de Villeurbanne, par sa connaissance des dossiers, gagnera du temps des premiers jours de fonction au ministère de la défense. Qu'il s'agisse de la conduite des essais nucléaires à Mururoo, retardés parce qu'il veut s'assurer que les conditions de leur sécurité, ou de la décision d'abandonner l'extension du camp militaire de Larzac, promise par le candidat Mitterrand aux agriculteurs avyrounais, M. Hernu tranche et il le fait vite parce qu'il y avait réfléchi, lui-même et ses proches collaborateurs, du temps de leurs contacts clandestins, avant 1981, avec de nombreux cadres de l'armée.

Sans complexes et sans état d'âme particulier, le premier ministre socialiste de la défense de la V<sup>e</sup> République fait sien l'héritage gaulliste : dissuasion nucléaire, exportations d'armes, protection des intérêts français outre-mer, alliance atlantique mais autonome du dispositif national, tous ces dogmes de la politique française de sécurité sont repris, glorifiés même et, parfois, mis au goût du jour et adaptés.

En installant au ministère de la défense en mai 1981, M. Charles Hernu offre l'image d'un responsable ministériel assis d'une longue continuité : sa fidélité au président de la République et sa compétence acquise dans l'opposition se conjuguent pour faire croire aux militaires, qui l'attendent en réalité depuis de nombreuses années à ce poste en cas de victoire électorale de la gauche, que M. Hernu restera ministre de la défense durant tout le septennat. Les circonstances en décideront autrement : aujourd'hui, un fils de gendarme est nommé au ministère par un polytechnicien, fils d'officier.

De fait, le maire de Villeurbanne, par sa connaissance des dossiers, gagnera du temps des premiers jours de fonction au ministère de la défense. Qu'il s'agisse de la conduite des essais nucléaires à Mururoo, retardés parce qu'il veut s'assurer que les conditions de leur sécurité, ou de la décision d'abandonner l'extension du camp militaire de Larzac, promise par le candidat Mitterrand aux agriculteurs avyrounais, M. Hernu tranche et il le fait vite parce qu'il y avait réfléchi, lui-même et ses proches collaborateurs, du temps de leurs contacts clandestins, avant 1981, avec de nombreux cadres de l'armée.

Sans complexes et sans état d'âme particulier, le premier ministre socialiste de la défense de la V<sup>e</sup> République fait sien l'héritage gaulliste : dissuasion nucléaire, exportations d'armes, protection des intérêts français outre-mer, alliance atlantique mais autonome du dispositif national, tous ces dogmes de la politique française de sécurité sont repris, glorifiés même et, parfois, mis au goût du jour et adaptés.

### « Soldat-citoyen »

Les militaires regretteront M. Charles Hernu. Nombre d'entre eux l'avaient, qui ne partageait pas ses opinions socialistes. Ce qui est une situation assez rare pour être relevée au moment où M. Hernu quitte le ministère de la défense après quatre ans et quatre mois de responsabilités à la tête des armées.

Pour beaucoup d'officiers et de sous-officiers, en effet, leur ministre était de ces hommes de gauche qui ne croient pas contradictoire leur engagement politique avec l'amour (dans le cas de M. Hernu, le terme n'est pas trop fort) de la chose militaire. L'homme s'y intéressait de longue date et il avait réuni, tant ses rapports de fidélité avec M. François Mitterrand étaient étroits, à convaincre progressivement, dès avant 1981, le futur chef de l'Etat de l'importance des problèmes de défense.

Ami de Pierre Mendès France et intime de François Mitterrand dès les premières heures du combat socialiste, M. Charles Hernu avait, pour parler de l'armée, les contacts de Jean Jaurès, dont il se réclamait au demeurant, dans ses réflexions ministérielles.

L'homme a incontestablement du charme, et il est en jour, sans hésiter, parfois, à en abuser. Plus porté à enlever l'adhésion sentimentale que la conviction mathématique. La plus curieuse est, sans doute, que ce pouvoir affectif ait joué sur un milieu militaire qui se veut réfractaire à de tels entraînements. Pour autant, l'homme a des convictions qu'il exprime, quelquefois, avec passion ou avec des élans de colère lorsqu'il veut persuader.

Durant toute sa carrière de militaire, ces convictions sont demeurées les mêmes, ancrées à gauche, définitivement, même si cette orientation avait pour effet de lui interdire toute promotion professionnelle ou politique. Il fut l'un des compagnons de M. Mitterrand à être ainsi resté à ses côtés au moment où d'autres, en revanche, désespéraient d'arriver au pouvoir.

Jovial amateur de bonne chère et de champagne, mais aussi travailleur infatigable au ministère de la défense, où les gardes républicains qui le protégeaient savaient qu'il était le dernier cauchemar à la première levée, M. Hernu est à la fois un homme politique rusé et naïf. Rusé, parce qu'il est un fin connaisseur des arcanes et des hommes de la vie politique, au point de se montrer parfois sans illusions sur les uns et sur les autres. Naïf, cepen-

Le départ, aujourd'hui, de M. Hernu survenant alors que l'application du plan militaire quinquennal est à mi-parcours. De nombreux programmes ont été engagés. D'autres, à commencer par la modernisation de l'arsenal nucléaire ou par la présence de la France dans l'espace, devraient l'être : le lancement de ces projets ambitieux déterminera le visage des armées françaises jusqu'au début du siècle prochain et, avec lui, la place de la France dans le concert des nations européennes. En témoignage, comme le véritable symbole de cette unité européenne qui a tant de mal à se construire, le programme d'un nouvel avion de combat pour lequel la France demeure isolée.

On imagine pas que M. Mitterrand, qui a beaucoup appris de son ancien ministre de la défense, ait envie de changer de cap à mi-chemin. Sa dernière lettre à M. Hernu en fait foi. La tâche du successeur, M. Paul Quilès, sera probablement de faire en sorte que, la route étant tracée, l'indépendance suive, avec des budgets de la défense conformes à la programmation.

JACQUES ISNARD.

### DES RESPONSABLES DE MON MINISTÈRE M'ONT CACHÉ LA VÉRITÉ

Dans sa lettre de démission, qu'il a remise lui-même au premier ministre, vendredi 11 h, le ministre de la défense écrivait :

« Monsieur le premier ministre, cher ami,

« Ministre de la défense depuis le 22 mai 1981, j'ai exercé mes fonctions avec foi, patriotisme, et avec une conviction profonde de l'importance de la mission que M. le président de la République, M. Pierre Mauroy et vous-même m'avez confiée.

« A l'issue des investigations que j'ai, personnellement, menées sans aucune complaisance et avec une détermination totale, je sais, depuis hier soir, de manière incontestable, que des responsables de mon ministère m'ont caché la vérité. Cela, je ne puis l'admettre.

« J'en tire toutes les conséquences, et je vous demande donc d'accepter ma démission et de la transmettre à M. le président de la République.

« Je puis vous confirmer, monsieur le premier ministre, que les personnels du ministère de la défense, militaires et civils, assurent leur mission essentielle de défense du pays avec un loyalisme, un dévouement et une compétence absolus, et sont dignes de la confiance que la nation leur porte.

« Je vous prie de croire, monsieur le premier ministre, que l'expression de mes sentiments amicaux. »

### M. MITTERRAND : comme toujours, votre ami

Voici le texte de la lettre adressée vendredi soir 20 septembre par M. Mitterrand à M. Charles Hernu :

« Au moment où vous demandez à quitter vos fonctions, je tiens à vous exprimer ma peine, mes regrets et ma gratitude.

« Ma peine, car l'amitié que nous avons depuis plus de trente ans m'a toujours rendu précieuse votre présence à mes côtés. Mes regrets pour un départ qui ne retire rien à vos mérites au service du pays. Ma gratitude pour avoir dirigé avec honneur et compétence le ministère de la défense.

« Votre sens du devoir vous conduit à prendre en charge les responsabilités qu'implique tout commandement. Je le comprends et je l'accepte.

« Vous gardez toute mon estime, vous gardez celle des Français qui savent reconnaître les bons serviteurs de la France.

« A l'heure de l'épreuve, je suis, comme toujours, votre ami. »





# L'affaire Greenpeace

APRÈS LA DÉMISSION DE M. HERNU

Avec M. Mitterrand  
l'amitié contrariée

## La crise politique n'est pas dénouée

« Je suis, comme toujours, votre ami », ainsi M. Mitterrand conclut-il la lettre — ou plutôt le mot affectueux — qu'il a adressé à son ministre démissionnaire.

Un compagnonnage d'opposition depuis le début de la V<sup>e</sup> République suffisait à justifier le « toujours ».

L'ami Charles, pourtant, avait mal débuté du point de vue de l'ami François. Qui était donc ce jeune homme qui se permettait de réclamer sans plus de précaution le départ du garde des sceaux — M. François Mitterrand — du cabinet Guy Mollet ? Un proche de Pierre Mendès France, nommé Hernu, trublion du jeu politique de l'époque (1).

L'ami Charles a mal fini. Déjà, il avait proposé au chef de l'Etat sa démission, à Latche, au début du mois d'août, peu avant que M. Mitterrand, le 7 août, exige du premier ministre, par lettre, qu'une enquête soit royalement menée. Démission refusée, et dont M. Charles Hernu prévoyait, sans doute, qu'elle le serait.

Car M. Charles Hernu n'a perdu qu'un extrême, semble-t-il, le soutien du chef de l'Etat. D'une conversation téléphonique entre les deux hommes, mardi soir 17 septembre, quelques heures après la publication de l'enquête du Monde, le ministre de la défense avait retenu une consigne défensive ainsi résumée : « Baissez-vous ! ». Le lendemain matin, l'accusé était en effet décidé à se battre et à prononcer sans plus attendre un réquisitoire contre ses accusateurs. Il menaçait d'aller en justice.

L'après-midi, lorsqu'il s'est adressé aux journalistes pour défendre l'armée, Charles Hernu avait visiblement changé d'avis. Entre-temps, au conseil des ministres, le président de la République avait été sévère, et le ministre de l'intérieur, M. Pierre Joxe, implacable (Le Monde des 19 et 20 septembre).

Puis, après le conseil, MM. Mitterrand et Hernu s'étaient entretenus en tête à tête. Le chef de l'Etat, considéré à ce moment-là que, dans la hiérarchie militaire on se moquait du ministre de la défense

et de lui-même. Cela ne pouvait plus durer, selon les termes de la lettre qu'il adressa, dans la soirée, à M. Laurent Fabius. Mercredi soir, M. Charles Hernu, amer, a le sentiment d'avoir été abandonné par le chef de l'Etat. Et celui, plus irritant encore, d'être la victime d'un règlement de comptes entre socialistes, dont certains, le premier, M. Joxe, ne lui pardonneraient pas d'être la « tête de pont » vers la collaboration, voire les compromis, de l'après-1956.

« Je n'ai pas mauvais moral », a dit M. Charles Hernu, pâle sourire, jeudi en fin d'après-midi à la sortie de l'Elysée, où il avait rencontré, une nouvelle fois, le président de la République. Pas mauvais, mais certainement pas bon pour autant. Pas meilleur en tout cas que celui de M. Mitterrand qui, depuis, confie à ses visiteurs combien il ressent l'injustice de la vie politique. « Triste », le président de la République ajoute qu'il est certain de la loyauté de son ami et que celui-ci n'a pas donné l'ordre de couler le Rainbow Warrior.

Séparation politique ne vaut pas rupture. Lorsque M. Mitterrand évoque, à l'attention du porteur, l'antidote qui les unit depuis plus de trente ans, ce ne sont pas des mots de circonstance. Fondateur en 1954 du Club des Jacobins, M. Charles Hernu a pris — pour ne plus jamais le quitter — le sillage de M. François Mitterrand à la Convention des institutions républicaines, à la FGDS et au PS. S'il s'en écartait, c'était seulement pour courir les dîners en ville aux périodes les plus noires de l'opposition afin d'y faire valoir son chef de file et de le tenir mieux informé. S'il paraissait prendre parfois un peu de distance, c'était celle d'un poison-pilote. S'il est aujourd'hui désemparé, c'est qu'il en va ainsi de la politique, toute « paresse » et tous « regrets » que M. Mitterrand puisse en éprouver.

JEAN-YVES L'HOMEAU.

(1) Dans les Socialistes, de Thierry Fister, Abibi Michel.

Le sacrifice de M. Hernu et le blâme du directeur des services secrets ne calment pas le jeu politique. Bien au contraire, l'opposition et les communistes s'en donnent à cœur joie, puisque la démission du ministre de la défense sanctionne un avènement d'impunité dans le fonctionnement du pouvoir exécutif. Un leit-motiv revient sur toutes les lèvres : « Aux suivants ! ».

Au nom de l'UDF, M. Lecanuet n'y va pas par quatre chemins : il somme M. Mitterrand de s'expliquer devant les Français et M. Fabius de se soumettre aux questions de la commission des affaires étrangères et de la défense du Sénat.

Au nom du RPR, M. Tesson centre son tir sur le premier ministre, qu'il invite à faire lui aussi ses valises, et dénonce le chef des services secrets, en arguant de l'intérêt national.

### Les socialistes : dommage pour l'homme mais le ministre était condamné

Domage pour l'homme, mais le ministre était condamné. Qu'ils s'expriment publiquement ou en privé, les dirigeants socialistes semblent tous d'accord sur ce jugement. Comme ils s'accordent à rappeler les « affaires » du passé pour estimer que le comportement des hommes alors au pouvoir devrait les inciter aujourd'hui à plus de discrétion.

Il apparaît qu'aux yeux de tous il était déjà bien tard pour agir. M. Lionel Jospin, premier secrétaire du PS, qui retrait d'un court voyage en Tunisie, a indiqué, vendredi 20 septembre à Orléans, qu'avant son départ il avait dit au président de la République et au premier ministre que « les blocages à la vérité qui se manifestaient devaient être surmontés (...) très vite ».

La raison d'Etat ? C'est justement ce que le Parti communiste reproche à MM. Mitterrand et Fabius : « 1981 portait l'espoir et l'engagement d'un rendez-vous de l'Etat avec la vérité, la transparence, le courage, en bref, d'un rendez-vous nouveau avec les citoyens », écrit Claude Cabanes dans l'éditorial de l'Humanité du samedi 21 septembre. Voilà que quatre ans après s'étaient et se sentent la même violence d'Etat (contre un modeste mouvement pacifiste, le droit de l'homme...), le mensonge et les secrets d'Etat, la raison d'Etat qui hante les cabinets d'Etat, où de tout petits groupes d'hommes décident, dans la solitude, du destin de la nation.

Le groupe communiste de l'Assemblée nationale réaffirme la nécessité de créer une commission d'enquête parlementaire et sou-

haite, lui aussi, que le chef du gouvernement vienne déposer devant la commission des affaires étrangères du Palais Bourbon.

M. Popereau et M. Jospin, au nom des socialistes, ont bien affirmé que « le gouvernement fait preuve de responsabilité » et de « courage politique », dira que la droite ferait mieux de faire preuve de discrétion et se souvenant de l'affaire Ben Barka, du suicide de Robert Boulin et de l'assassinat de Jean de Broglie, qui vient certaines ministères gaullistes ou giscardiens rester de marbre en conservant malgré tout leur portefeuille, la crise n'apparaît pas dénouée. M. Jospin le sait et invite le gouvernement à « aller jusqu'au bout et vite ». Ce qui revient à attendre de M. Quilès qu'il obtienne en quelques jours des services secrets ce que M. Hernu n'a pas réussi à apprendre en deux mois.

### L'opposition : « Aux suivants ! »

L'opposition ne veut pas en rester là. Le président du RUDF, M. Jean Lecanuet, estimait que « le fait de désigner un « bon démissionnaire » ne peut qu'apparaître comme une manœuvre de plus pour tenter de retarder l'établissement de la vérité et dissimuler les vraies responsabilités ». « La démission oblige de M. Hernu et celle imposée à l'amiral Lacoste laissent entier le problème de la vérité, ajoutait-il. En vertu de la Constitution, le président de la République est le « chef des armées » et le premier ministre est le « responsable de la défense nationale ». Dans ces conditions, il leur est impossible de se décharger de leurs responsabilités et il est invraisemblable qu'ils n'aient pas été informés ».

M. Lecanuet demande que M. Mitterrand « s'explique de façon complète devant les Français ». En sa qualité de président de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées du Sénat, M. Lecanuet a également adressé à M. Laurent Fabius une lettre lui demandant de venir répondre aux questions de cette commission. Au nom du RPR, M. Jacques Tesson estimait lui aussi, après la démission de M. Hernu, que « la responsabilité du gouvernement reste engagée ». M. Fabius a, dans cette affaire, à prendre toutes ses responsabilités constitutionnelles et politiques, ajoutait le secrétaire général du mouvement écologiste.

Par la voix de son secrétaire national, M. Jean-Claude Le Sourd, le PSU fait savoir qu'il « ne s'apitoiera pas sur le sort de ceux qui ont été déçus, agités, mentis et convertis l'attentat du Rainbow Warrior : le ménage s'imposait depuis longtemps déjà ».

Pour autant, ajoute le leader du PSU, il ne faudrait pas oublier que cette bavure éssuine n'est que la partie apparente de l'iceberg militaire-nucléaire.

Au sein du Parti communiste, M. Roland Lévy déclarait, quant à lui, sur France Inter que la vérité, « étouffée par la volonté politique du pouvoir », n'avait pas « avancé d'un pouce » et il renouvelait sa demande de constitution d'une commission d'enquête parlementaire : « C'est une exigence politique mais aussi une exigence morale ».

Parmi les non-socialistes, seul M. Léo Hamon, ancien ministre, président de l'Initiative républicaine et socialiste (IRES) rendait hommage à M. Hernu, en soulignant notamment que celui-ci a « rendu à la gauche le service de l'adieu — grandement — à l'orientation dans les questions militaires, et à l'armée le service de lui faire connaître les possibilités d'aide et de soutien qu'elle pouvait et devait trouver dans la gauche ».

J.-L. A.

### La France se comporte de façon « aut destructrice » estime le premier ministre néo-zélandais

Wellington (AFP). — La France traite l'affaire du Rainbow Warrior de la façon « la plus autodestructrice possible », a affirmé le premier ministre néo-zélandais David Lange, en commentant samedi 21 septembre la démission de M. Charles Hernu et l'éviction de l'amiral Pierre Lacoste. Malgré ces changements de responsables, a-t-il ajouté, l'affaire de l'attentat contre le bateau de Greenpeace « n'est toujours pas résolue ».

« S'ils [les Français] avaient fait ce qu'ils avaient l'occasion de faire il y a quelques semaines, c'est-à-dire faire front, regarder la réalité en face, s'attaquer aux problèmes, accepter l'injustice de ce qu'ils avaient fait, alors toute

l'affaire aurait pu être résolue au moindre coût politique intérieur », a estimé le premier ministre néo-zélandais.

Mais au lieu de cela, a-t-il poursuivi, ils se sont comportés de façon inconciliable, arrogante, et ils récoltent maintenant la tempête qu'ils ont eux-mêmes fait naître.

La démission de M. Hernu et l'éviction de l'amiral Lacoste, a-t-il souligné, ont légué le président Mitterrand et le premier ministre Laurent Fabius pourvu de la recherche de la vérité dans cette affaire.

M. Lange a souligné qu'il laissait les Français « se tirer de pro-

blème qu'ils ont créés », mais qu'il comptait que des discussions aient lieu plus tard sur la question des compensations dues à la Nouvelle-Zélande pour cet attentat.

Le chef du gouvernement de Wellington a encore déclaré qu'il attendait toujours de la France « des excuses en bonne et due forme » pour les actions perpétrées contre Greenpeace sur le territoire néo-zélandais.

Il a enfin réitéré sa « détermination à faire en sorte que le procès des deux agents secrets français détenus en Nouvelle-Zélande se déroule en conformité avec les principes légaux établis ».

### S.C.P. Mes B. CHAMBELLAND ET D. GIAFFERI

Commissaires-Priseurs associés

117, rue Saint-Lazare - 75008 PARIS. - Tél. : (1) 294-05-26

VENTE PAR AUTORITE DE JUSTICE  
le VENDREDI 27 SEPTEMBRE 1985 à 14 heures

### HOTEL DROUOT - 9, rue Drouot - 75009 PARIS - Salle 4 IMPORTANT ENSEMBLE DE DESSINS ANCIENS

- 1 - JEAN DOMINIQUE TIEPOLO : « Etude de pears » : plume et lavis d'encre de chine, trace de signature en bas à droite, 24 X 18,2 cm, cadre ancien.
- 2 - FEDERICO ZUCCARO : « personnage assis vu de dos » : cachet de la collection Richardson, 25,7 X 18,5 cm, cadre ancien en bois sculpté et doré.
- 3 - MICHEL DORIGNY : « Hercule terrassant l'hydre de l'Herne » : crayon noir, 21,5 X 19 cm, cadre en bois sculpté et doré.
- 4 - SIMON VOUET : « Etude de femme » : au verso une étude d'homme. Proviens de la collection du marquis de Chennevières, pierre noire, cadre en bois sculpté et doré.
- 5 - JACQUES STELLA : « l'Automne » : lavis d'encre de chine sur trace de sanguine, passé à la pointe pour être gravé, 23 X 31,2 cm, cadre en bois sculpté et doré.
- 6 - CLAUDE GILLOT : « les Funérailles de Pan » : plume et encre de chine ; au verso, un léger croquis de décoration, 21,5 X 33 cm.
- 7 - JACQUES RIGAUD : « personnages devant un château » : (Saint-Cloud ?), plume et lavis d'encre de chine, 20 X 44 cm.
- 8 - JACQUES RIGAUD : « personnages devant une cascade » : (Saint-Cloud ?), plume et lavis d'encre de chine, 20 X 44 cm.
- 9 - JACQUES DE LAJOUÉ : « le roi David devant un palais » : crayon noir sur papier bleu, signé en bas à gauche, forme cintrée dans la partie haute, 37 X 26 cm.
- 10 - JEAN BAPTISTE OUDRY : « étude d'oiseau » : crayon noir et blanc sur papier bleu, 30,5 X 32,5 cm.
- 11 - JEAN BAPTISTE OUDRY : « étude d'échassier » : crayon noir et blanc sur papier bleu, 30,5 X 32,5 cm.
- 12 - PHILIPPE MERCIER : « femme assise vue de face » : dessin aux trois crayons, porte en bas à droite la marque de la collection ROBINSON, 31 X 24,5 cm.
- 13 - PHILIPPE MERCIER : « femme assise accoudée » : dessin aux trois crayons, marque de la collection ROBINSON en bas à gauche, 28 X 24,5 cm.
- 14 - EDMÉ BOUCHARDON : « étude d'un Jupiter » : sanguine, annoté « BOUCHARDON » en bas à droite, cadre en bois doré, 45 X 31,5 cm.
- 15 - LAURENT DE LA HYRE : « trois moines intercédant auprès de la vierge » pierre noire ; taches et déchirures au papier, annoté en bas à droite « la Hyre in », cadre en bois sculpté et doré.
- 16 - PIERRE SUBLEYRAS : « étude d'homme agenouillé » : crayon noir sur papier bleu, annoté en bas à droite le cachet de la collection LEMPEREUR, 35 X 24 cm.
- 17 - GIOVANNI BATTISTA GAULI dit de BACCICIO : « Adam et Eve chassés du paradis » : plume et lavis de bistre, 20,5 X 28,5 cm, cadre en bois sculpté et doré.
- 18 - Attribué à LORENZO TIEPOLO : « scène d'histoire ancienne » : plume en brun et lavis d'encre de chine, cadre en bois sculpté et doré, 25,5 X 41 cm.
- 19 - JACQUES-LOUIS DAVID : « étude de personnages » : recto et verso, crayon noir, 20,2 X 16 cm.
- 20 - attribué à FRANCISCO BARBIERI dit le GUERCHIN : « étude d'enfant » : sanguine, cadre en bois sculpté.

EXPOSITION : LE JEUDI 26 SEPTEMBRE DE 11 H A 18 H.

Expert : M. Bruno DE BAYSER

69, rue Sainte-Anne - 75002 PARIS. - Tél. : 703-49-87

محكمة الاستئناف



# L'affaire Greenpeace

## APRÈS LA DÉMISSION DE M. HERNU



### L'amiral Lacoste : le dernier réflexe d'un « pacha »

Jusqu'au bout, l'amiral Pierre Lacoste aura été fidèle à l'image de ce qu'on savait de lui : un homme discipliné, prudent et, pour tout dire, sensible et un peu effacé à force de gentillesse. Il faut des « durs à cuire » à la tête des services secrets et lui était un tendre que rien ne disposait à avoir de telles responsabilités, car il était destiné, à l'origine, à prendre les fonctions d'inspecteur général de la marine nationale avant 1981.

La hasard aura voulu que le président de la République, nouvellement élu, ait eu à subir une série de conférences de ses chefs militaires. La causerie de l'amiral Lacoste, alors commandant l'escadre de la Méditerranée, sur la stratégie navale fut, à l'époque, si brillante et si convaincante que M. Mitterrand s'avoua séduit par le personnage, un habitué des conférences magistrales et didactiques à l'Ecole supérieure de guerre navale.

Dans le bureau du ministre de la défense, en tête à tête, l'amiral Lacoste, convoqué par M. Hernu sur l'affaire Greenpeace, s'est contenté de répéter ce qu'il avait déjà expliqué à l'ancien gouverneur général, M. Bernard Tricot, à savoir que la DGSE était en Nouvelle-Zélande pour une mission de renseignement. Combat d'arrière-garde ? Il a même refusé de répondre par écrit — procédure contraignante — sur le point de savoir si une troisième équipe avait ou non miné le bateau de Greenpeace en Nouvelle-Zélande.

Ceux qui n'ont jamais approché diront qu'il a menti. Par dissimulation. Par omission. Par manque de courage ou par intérêt. C'est mal le connaître. Ce grand chrétien républicain a un

sens de l'honneur très accusé et une probité que personne ne conteste. Il n'a pas hésité à se présenter, au risque de passer pour un serviteur de l'Etat qui ose déléguer le gouvernement, c'est sans doute qu'il a ses raisons : il n'est pas homme à faire de la délation. Soit qu'il ait choisi de couvrir ses subordonnés et, qui sait, ses supérieurs de la « chaîne » politique et militaire du commandement qui lui a donné ses consignes. Soit qu'il ait apporté le véritable origine de l'attentat et qu'il ait préféré la taire par sécurité.

D'aucuns diront que l'amiral Lacoste a retrouvé ainsi les traditions d'un « pacha » de la marine, qui coule avec son bateau. C'est possible. D'autres ajouteront que son silence est celui d'un véritable « patron » des services secrets, le réflexe ultime d'un chef qui protège ses informateurs, ses agents et ses fonctionnaires parce que le service doit continuer de fonctionner en faisant le dos rond, en acceptant de tout prendre à son compte, au besoin en payant pour d'autres les pots cassés.

Pourtant, l'amiral Lacoste n'appartient pas à la grande famille des fonctionnaires des services secrets et il ne semble pas qu'il y ait été aisément accueilli. Mais il y était depuis bientôt trois ans, un bel officier pour s'imposer à eux. La « boîte », comme l'appellent les fonctionnaires de la DGSE, est méritée sans doute d'un homme ayant plus de poigne, capable par son autorité personnelle de dépasser les querelles internes à ce service.

J. L.

### M. Quilès : la mission qui m'est confiée sera remplie comme il se doit

M. Paul Quilès, nommé ministre de la défense en remplacement de M. Charles Hernu, a affirmé que « rien ne doit entraver la confiance que la nation et le gouvernement portent à l'armée ». « Croyez bien que j'y consacrerai tous mes efforts », a-t-il ajouté.

M. Quilès, qui prenait congé de M. Hernu, après une heure d'entretien à l'hôtel de Brienne, a déclaré aux journalistes à sa sortie du ministère de la défense : « Le président de la République et le premier ministre, en me nommant à ce poste, m'ont confié

une mission importante. Cette mission sera remplie comme il se doit. » Après avoir rendu hommage à M. Hernu, M. Quilès a déclaré : « Je veux vous dire à quel point le fils d'officier que je suis est fier de se voir confier une tâche que tous les Français s'accordent à reconnaître comme essentielle. »

### LE BILAN

#### Au logement : faire oublier la loi Quillot

Rassurer : telle aura été la tâche de M. Paul Quilès dès son arrivée le 4 octobre 1983 au ministère de l'urbanisme et du logement dans le dernier gouvernement de M. Mauroy et avant même que M. Fabius n'y ajoute la responsabilité des transports. Précédé d'une réputation d'indifférence, voire de brutalité dans l'expression, l'homme ne semblait guère prédisposé à cette tâche.

Les propriétaires bailleurs, totalement traumatisés par la loi Quillot, même lorsqu'ils en connaissent mal le détail, se montrèrent peu sensibles aux efforts — au demeurant couronnés de succès — de M. Paul Quilès en leur faveur. N'obtinant pas de son collègue des finances qu'en 1984 et 1985 aucune « circonstance économique grave », selon les termes de la loi, ne vint réduire la hausse des loyers aux quatre-cinquièmes de la progression de l'indice du coût de la construction : il est vrai que celui-ci resta fort modéré et que, pour les propriétaires, seul le résultat comptait. Mais encore, les négociations de la commission nationale des rapports locatifs aboutirent à donner la possibilité de mettre à niveau les loyers sous-évalués des logements devenus vacants.

Quant aux entrepreneurs du bâtiment et des travaux publics, M. Quilès tenta — Fonds spécial de grands travaux et avantages fiscaux aux investisseurs aidant — de calmer

leur angoisse en suscitant... des commandes.

Les facilités données aux travaux d'amélioration ou aux économies d'énergie allaient dans le même sens. L'ensemble n'a pas eu beaucoup de succès, il faut le reconnaître : les 40 000 logements que devaient construire, sans aide de l'Etat, des investisseurs privés, manquant toujours à l'appel malgré la baisse des taux d'intérêt. La réhabilitation de l'investissement dans la pierre n'est pas pour demain.

Le dernier volet de l'action de M. Quilès — et c'est sans doute celui qui choque le plus les tenants de la politique socialiste la plus pure — fut d'encourager l'accession à la propriété tous azimuts. Celle des ménages aux revenus très faibles d'abord. Ceux qui peuvent prétendre par ailleurs aux prêts conventionnés, à qui on a grandement facilité les opérations. Ce qui a empêché la construction de logements locatifs sociaux de marquer le pas.

Enfin, avec le projet de budget pour 1984, le logement ne sera pas plus une priorité qu'il ne l'a été durant les deux ans de ministère de M. Quilès. M. Auroux continuera-t-il à jouer de la séduction comme a tenté de le faire M. Quilès ?

J. D.

#### Aux transports : un soin jaloux pour les automobilistes

La répartition des compétences entre M. Quilès et Auroux avait été faite sans ambiguïté en juillet 1984. Le ministre s'était taillé un domaine réservé, dans les attributions de son secrétaire d'Etat chargé des transports. Y figuraient notamment la sécurité routière, la RATP, qu'un droit de regard sur la SNCF.

L'insécurité routière, qui coûte à la France chaque année entre onze mille et douze mille morts, était apparue à M. Quilès comme un domaine très public. Triplement du budget consacré à la suppression des « points noirs routiers », réforme des permis de conduire, lancement d'un concours destiné à sélectionner des systèmes électroniques d'aide à la conduite, assise de la sécurité routière, création d'un contrôle technique des voitures d'occasion, se sont succédés à un rythme soutenu.

Elu par la gauche, M. Quilès ne pouvait pas plus se désintéresser de la RATP. S'il n'est pas intervenu personnellement dans les affaires des autobus et du métro de la capitale, c'est qu'il avait, en la personne de M. Philippe Esig, directeur général de la RATP, un ami personnel et politique, ainsi que l'homme capable de surveiller le président communiste de la région, M. Claude Quin.

C'est son flair politique qui a mené le ministre de l'urbanisme, du logement et des transports, à prendre en charge le dossier de la sécurité de la SNCF.

Les quatre-vingt-quatre morts des trois catastrophes ferroviaires de l'été, l'explosion de l'Elysée et de Matignon devant le laisser aller sensible à la SNCF, et la mollesse de M. Auroux dans ces affaires, l'ont poussé à réagir.

C'est à lui qu'André Chadeau, président du conseil d'administration de la SNCF, a remis sa démission, à titre expiatoire, le mardi 16 septembre.

Il n'est pas plus politique que ce polytechnicien, qui présente sur-le-champ les conséquences politiques des décisions techniques qu'il a à prendre.

### M. Jean Auroux : rattrapage

En l'espace d'à peine une législature, M. Jean Auroux aura occupé cinq postes ministériels différents. Une sorte de record d'antant plus méritoire qu'il a changé de ministère à la suite de la démission de M. Quilès. Plus de doute cette fois : « Nous sommes liés ».

Covalacq d'avoir la Marine française aux troupes, le remorqueur a repris son cap à vitesse de croisière (onze nœuds). Au moins deux heures perdues pour cette flâture.

Les gens de Greenpeace sont comme ça : un mélange de déconstruction totale qui les fait s'arrêter en chemin sous le moindre prétexte, comme s'il s'agissait d'une balade à bicyclette, et une pointe de paranoïa, parfois, qui aboutit au même résultat. Depuis l'attentat d'Auckland, toutefois, l'espionnisme n'est plus une fiction. Seul — ou presque — dans le grand océan, le petit remorqueur se voit entouré d'ennemis : heureusement, l'équipage prend encore le temps de s'amuser.

ROGER CANS.

### L'opposition cherche de nouvelles cibles

(Suite de la première page.)

Or, s'il est vrai que les baristes ont intérêt à précipiter la chute de M. Mitterrand pour obtenir une élection présidentielle, qui, pensent-ils, serait favorable à leur chef de file, personne ne tirerait avantage d'un malaise dans l'armée, ni d'un divorce entre celle-ci et le pouvoir civil. Quel pouvoir démocratique pourrait, en effet, accepter de se voir

défilé — fût-ce par le refus de répondre — par un amiral ?

Faire sauter un fusible, c'est tenter de calmer le jeu politique. Mais si, à brève échéance, le pouvoir ne parvenait pas à établir une vérité officielle et crédible — mission confiée dans un délai impératif de huit jours à M. Quilès, — alors nous n'en serions qu'au début de l'affaire Greenpeace.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

M. N.

### A BORD DE LEUR NAVIRE AMIRAL

## Les écolos s'amuse

Après avoir doublé l'archipel des Galapagos, le 20 septembre le Greenpeace fait route vers les îles Marquises. Il y sera rejoint dans une quinzaine de jours par une flottille venue de Nouvelle-Zélande, qui comprendra notamment quatre voiliers : le Breeze (22 mètres), l'Alliance (14 mètres), le Varangian (11 mètres) et le Vega, ce fameux ketch sur lequel David McTaggart, l'actuel président de Greenpeace International, a mené les premières campagnes anti-nucléaires dans le Pacifique. Ce sera sa cinquième expédition à Mururoa.

A bord du Greenpeace. — La marine française pourrait s'imaginer que le navire-amiral de Greenpeace fait route vers Mururoa à marches forcées pour ne rater le premier tir. En fait, le remorqueur à l'arceau-ciel sème à迷and en cour de route. A peine avait-il quitté Curacao — avec une semaine de retard — qu'il commençait déjà à faire des boucles, voire des arrêts complets en plein océan. Il a d'abord fallu filer le départ de Curacao, ce qui a obligé le Greenpeace à faire un tour pour rien, puis à s'arrêter pour rembarquer le Zodiac des cameramen.

Le même jour, prétextant un exercice d'alerte, le « capitaine » Castle a mis son bateau en panne. Un Zodiac est reparti faire un tour pendant plus d'une heure pour faire de nouvelles images du Greenpeace en haute mer. Tous les passagers restants se sont jetés à l'eau, sous l'œil vigilant du « capitaine », monté au grand mât pour surveiller son monde et donner l'alerte au cas où quelque requin pointerait son museau dans les parages.

Après avoir franchi le canal de Panama, ce qui a pris une quinzaine d'heures au total pour quatre-vingts kilomètres, le Greenpeace s'est mis tout à coup à virer de bord. Le capitaine et son homme de quart venaient d'apercevoir un arbre flottant à la dérive. Quel ? un débris pour une simple épave ? Non ! ils ont décidé de repêcher l'arbre ! Pour nettoyer l'océan ? Même pas. Pour le plaisir, la curiosité et le défi de l'exercice périlleux : manœuvrer le

évoque étonnamment James Joyce, défilait l'arbre à la lumière des projecteurs. On imagine les réactions d'un avion-espion survolant la scène : pas de doute, les écolos de Greenpeace préparent un débarquement à Mururoa, en radeau, avec haches d'abordage ! Une version maritime de Mad Max, ça somme : bûchebros de la mer contre artificiers ou sous-sol. Un film défilant digne des Monty Python !

### « Hernu has resigned »

La démission de M. Charles Hernu, que tous les anglophones appellent ici « Hernu », n'a pas provoqué de cris de victoire ni d'explosion de joie. Apprenant la nouvelle le 20 septembre au matin par un télé de la maison mère (Lewes, en Angleterre, siège de Greenpeace International), le radio a simplement passé le message, qui a fini, griffonné en rouge, sur le panneau d'affichage de la salle à manger : « Hernu has resigned ». Les mécaniciens, ruisselants de sueur et de graisse, ont simplement opéré du chef en s'épongeant le front. Les matelots priant leur quart ont simplement dit : « Ça y est tout de même. » C'est tout.

remorquant, descendant des hommes sur l'arbre pour le hauer dans la boue, puis le hisser sur le pont. Opération délicate, car l'arbre est saturé, avec sa souche et ses trois troncs en bouquet d'une bonne quinzaine de mètres et le harnachement peut glisser sur le bois mouillé, rendu visqueux par son séjour dans l'eau.

### Des haches d'abordage

Le soir même, le remorqueur du bord, Hugh, un milite anglais à lunettes et menton en galoches qui

Même Gard, le responsable de l'expédition, n'a pas manifesté de joie particulière — d'autant qu'il souffrait du mal de mer depuis trois jours. « Ce n'est pas notre victoire », a-t-il observé, mais plutôt celle de la presse française qui, pour une fois, semble avoir fait son travail. « Il n'y aura pas de réjouissances à bord, où l'on n'est bien davantage obsédé par l'énigme du bateau suiveur (voir ci-contre). Kan, le second de quart, n'a qu'une réaction : « Est-ce que la démission de leur ministre va rendre les militaires français plus agressifs ? »

Mais on fantasme aussi à bord du Greenpeace. Le bateau ayant été suivi toute la nuit par la journée du 19 septembre par un autre navire, le second de quart a pris la décision de virer cap sur cap. « Il va bien falloir qu'il se découvre », dit-il l'œil rivé à l'écran radar. Le Greenpeace fonce donc à contre-sens pour aller à la rencontre du bateau suiveur, sous une pluie battante. Mais celui-ci semble à son tour s'éloigner : il fuit donc le contact. Ayant fait la preuve que le Greenpeace était filé — mais par qui ? — Le second ordonne de reprendre le cap.



## France

La préparation  
du congrès du PS

**M. MAUROY VA PRÉCISER  
SES CRITIQUES  
A L'ENCONTRE  
DE M. ROCARD**

Après son départ du gouvernement, en juillet 1984 - départ « volontaire », tient-il à préciser, - M. Pierre Mauroy s'est vu pendant huit mois, afin, dit-il, de ne pas gêner l'action de M. Laurent Fabius, son successeur à l'hôtel Matignon. Soucieux, après ce délai, de reprendre progressivement « route sa place » parmi les socialistes, l'ancien premier ministre a précisé le « créneau » qu'il entend occuper au sein du PS, dès la première étape de sa rentrée politique, la publication, en avril dernier, d'un livre au titre sans équivoque : *A gauche*.

Malgré l'attitude du PC - qui a fini par démentir même le CERES - M. Mauroy s'en tient à ses discours : alors que la plupart des socialistes estiment maintenant que le PS a vocation à ramener sous sa bannière l'électorat laissé en déshérence par le déclin du PC, l'ancien premier ministre affirme qu'il ne se sent pas serein que le PS détienne le monopole de la gauche.

M. Mauroy sait qu'il rame à contre-courant, mais pense que son heure reviendra. En attendant, il s'est prononcé très vite pour une synthèse avec M. Lionel Jospin, le premier secrétaire du PS, alors même que certains de ses amis se sentaient toujours proches des rocardiens, leurs alliés au congrès de Metz en 1979. Pour le maire de Lille et la plupart de ses amis, l'alliance Mauroy-Jospin doit constituer un « axe de gauche » au sein du PS.

En désaccord avec les orientations de M. Rocard, M. Mauroy, qui s'est toutefois encore peu exprimé publiquement, va porter ses critiques devant l'opinion.

J.-L. A.

## Les marinières lèvent les barrages

Il aura fallu des promesses vagues mais exprimées vigoureusement par M. Jean Auroux, secrétaire d'Etat aux transports, pour que les artisans marinières lèvent leurs barrages. Ils les avaient installés depuis le milieu du mois d'août en cinq ou six points du réseau fluvial français, ainsi que sur des voies de la SNCF.

Le secrétaire d'Etat, qui devait devenir ministre de l'urbanisme, du logement et des transports quelques heures plus tard, a déclaré, le vendredi 20 septembre, au cours de la « table ronde » où se trouvaient les représentants des transporteurs routiers, ferroviaires et fluviaux, qu'il croyait à la légitimité de la voie d'eau, « un mode de transport qui doit garder sa place dans le domaine des transports terrestres ». M. Auroux a affirmé qu'il disposait de possibilités nouvelles pour aider la voie d'eau à surmonter ses difficultés. Il a espéré paraphraser un jour un code

de bonne conduite entre la batellerie et la SNCF et s'est engagé à demander à la SNCF et à l'Office national interprofessionnel des céréales (ONIC) de confier des transports de céréales aux bateliers si ceux-ci acceptaient de lever leurs barrages et laissaient circuler les trains à destination de Rouen.

Une cinquantaine de millions de francs pourraient être débloqués pour faciliter l'exécution du plan annuel arrêté le 30 août par M. Auroux, les bateliers ayant expliqué à M. Fabius leurs revendications.

Es fait, comme l'année dernière, l'action revendicative des artisans s'achève parce que les affirmations reprennent. Le mouvement repartira vraisemblablement l'été prochain, au moment de la soudure entre les deux campagnes céréalières. A moins que ne soit menée une politique fluviale affirmée dans trois domaines budgétaires :

● **Social** : la réduction indispensable du nombre des péniches suppose que l'administration les rachète, et les décrive à leur juste prix alors que les propositions actuelles sont toujours de

100 000 F pour des bateaux valant le double.

● **Entretien**. Le budget d'entretien des voies navigables pour 1986 risque de ne pas atteindre les 100 millions de francs, alors que le schéma directeur en prévoyait 200. Comme l'a dit le secrétaire d'Etat un marinier : « A quel service d'entretien des pousseurs de 1 200 tonnes si les canaux mal entretenus ne permettent pas le passage de barges de plus de 400 tonnes ? »

● **Investissements**. Il y a dix mois, le président de la République promettait, en Alsace, que la première section de la liaison Rhodan-Rhin, entre Niffer et Mulhouse, serait financée incessamment. Le dossier n'est toujours pas bouclé. Faut-il s'étonner de la désaffection des clients de la voie d'eau devant la médiocrité des aménagements en grand gabarit réalisés chaque année ? A titre de comparaison, la République fédérale d'Allemagne consacre six fois plus de crédits que la France à l'extension et à la modernisation de ses voies navigables.

ALAIN FAUJAS.

## APRÈS UNE VASTE OPÉRATION POLICIÈRE

### Quinze membres du milieu écroués à Grenoble

De notre correspondant

Grenoble. - En lançant pendant la nuit du 16 au 17 septembre un vaste coup de filet dans le milieu grenoblois, qui a abouti à l'arrestation d'une trentaine de personnes dont quinze ont été inculpées jeudi soir et écrouées, les policiers et les magistrats grenoblois souhaitent en premier lieu élucider les nombreuses disparitions de malfaiteurs et de truands intervenues au cours des cinq dernières années. Mais ils souhaitent également mettre la main sur quelques-uns des chefs d'une nouvelle bande de malfaiteurs et de

proxénètes qui, après le grand « nettoyage » opéré il y a quatre ans par un juge d'instruction, M. Paul Weisbuch, actuellement procureur de la République de Dijon - avait profité du terrain laissé « vierge » par les proxénètes.

#### Disparitions

C'est en filant, lors de ses permissions de sortie, Edmond Mistral, le principal chef de la nouvelle bande des Italo-Grenoblois, que les policiers ont pu mesurer l'importance des activités du groupe qu'il dirige, dont les membres, recrutés dans les quartiers populaires de la ville - Mistral, Tisserand et Berriat - s'occupent de trafic de drogue, de proxénétisme, de racket et mènent des opérations de grand banditisme.

Il y a actuellement à Grenoble un milieu probablement beaucoup moins organisé qu'autrefois, explique M. Gérard Palisse, substitut du procureur de la République. Il réunit des bandes de gamins qui, issus souvent d'un même quartier, avaient « mal grandi » alors que les malfaiteurs que nous venons d'arrêter ont généralement comme seul lien commun d'avoir fréquenté les mêmes prisons.

#### Dans la région parisienne

##### TRAFFIC D'HEROÏNE 118 INculpATIONS

Après sept mois d'enquête, les gendarmes de Corbeil-Essonne et ceux de Paris-Minimes, en collaboration avec l'Office central de répression du trafic illicite de stupéfiants, ont démantelé une nouvelle filière de trafic d'heroïne assurée par des Pakistanais et des réfugiés sri-lankais installés en région parisienne. Cent dix-huit personnes ont été interpellées et vingt-et-une écrouées à Fleury-Mérogis. Cinq cents grammes d'heroïne pure ont été saisis ainsi qu'une somme équivalente à 100 000 francs.

Le cerveau du réseau, M. Khan Saleem Tahir, un Pakistanais, a été arrêté à Saint-Mauré (Val-de-Marne). Cette filière avait des ramifications aux Pays-Bas et en Belgique. Ce coup de filet fait suite à d'autres opérations récentes visant des réseaux de trafiquants sri-lankais, chinois de Hongkong et militants nords d'extrême-gauche. Au total, plus de 20 kilogrammes d'heroïne ont ainsi été saisis au cours des deux derniers mois en région parisienne.

Edmond Mistral et Lahdar Allami ont été inculpés de tentative d'assassinat et d'homicide involontaire. Les policiers semblent en effet avoir éliminé la mystérieuse disparition le 20 juillet 1985 d'un jeune homme de vingt-quatre ans, Hervé Michel, qui était sorti récemment de prison après avoir purgé une peine de trois ans. Il avait en effet participé à l'incendie et au racket d'une boîte de nuit à Tullins (Isère) en décembre 1982.

Mais, à l'occasion de ces arrestations dans le milieu grenoblois, policiers et magistrats voulaient faire également la lumière sur une demi-douzaine d'autres disparitions intervenues ces dernières années, notamment celle de Jean-Louis d'Alessandro, dont on a perdu la trace depuis début juillet, on encore expliquer celle de Marcel Drivet, qui fut l'« ange gardien » de Gavin Copolani, une grande figure du milieu corse, assassiné quelques jours après Drivet.

Autre disparition étrange, celle de Pascal Noblette (vingt ans), il y a cinq ans, qui, selon certaines hypothèses policières, aurait été enfermé vivant dans une voiture en cours de concassage.

CLAUDE FRANÇILLON.

● **Des juges d'instruction de Paris contre la réforme Badinter**. - Des juges d'instruction de Paris ont indiqué, vendredi 20 septembre, dans un communiqué qu'ils se proposent « contre le principe de l'introduction d'une collégialité au premier degré de la juridiction d'instruction ». Ils précisent que ce sont les juges présents « à l'exception de deux » qui ont pris cette position. Ils notent « avec satisfaction que l'assemblée générale du tribunal de grande instance de Paris n'a pas été convoquée l'ensemble des magistrats du siège et du parquet, vendredi matin, se sont également prononcés dans une quasi-unanimité contre le principe d'une collégialité ».

Expliquant leur prise de position, les juges d'instruction estiment qu'il s'agit d'un projet de circonstance dont les motivations sont très discutables et qui ne permet pas d'éviter « les erreurs » invoquées pour justifier cette réforme. Ils soulignent également que l'isolement des juges d'instruction n'est qu'apparent puisqu'ils travaillent aux côtés de la police, des avocats et sous le contrôle de la chambre d'accusation.

## Carnet

### Naissances

- Jean LAMBE, Catherine LAMOUR, Samuel, Louise, Jeanne, ont la joie d'annoncer la naissance de Pauline, le 17 septembre 1985.

### Mariages

- Catherine GONDOLF et Jean MONTJOIS ont le plaisir de faire part de leur mariage. Gisors, le 21 septembre 1985.

### Décès

- Catherine et Jean-François Allard, Julien et Justine, M<sup>me</sup> le docteur Paule Rémond et Pierre Jouve, Thomas et Camille, Laurence et Jean-Marc Bandy-Lefebvre, Angélique, Le docteur et M<sup>me</sup> Albert Mialon, ont la douleur de faire part du décès de

Jane ALBERT-HESSE, écrivain, journaliste, fonctionnaire international, survenu le 12 septembre 1985.

- Paris.

L'architecte DPLG honoraire Marcel BOURRIER, chevalier de la Légion d'honneur, médaille militaire, croix de guerre 1914-1918,

est décédé le 9 septembre 1985, à l'âge de quatre-vingt-trois ans. Selon sa volonté, la cérémonie religieuse a eu lieu dans la plus stricte intimité, le 13 septembre, en l'église Notre-Dame d'Assommoir, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, à Malakoff (Hauts-de-Seine).

Cet avis tient lieu de faire-part. La famille ne reçoit pas.

- Castellan d'Arzon.

La famille Creveaux Et la famille Guinard ont la douleur de faire part du décès de

Raymond CREVEAUX, architecte DPLG urbaniste, équerre d'argent 1964, lauréat du plus bel ouvrage métallique (1979), architecte conseil du Pas-de-Calais, survenu à l'âge de soixante et un ans, à Lamotte (32440).

- Jeanne et Pierre Berthelot, sa fille et son gendre, Pauline Berthelot, son petit-fils, ont la douleur de faire part du décès de

Madeleine GUINEAULT, veuve du peintre Jean Schippan,

survenue le 11 septembre 1985, dans sa quatre-vingt-neuvième année, munie des sacrements de l'Eglise.

La cérémonie religieuse et l'inhumation dans le caveau de famille ont eu lieu le 13 septembre, à Draguignan.

Nous demandons à nos amis de s'unir en prière au trépas grégorien qui est célébré pour le repos de son âme.

Campagne Gravier, Route de Grasse, 83300 Draguignan.

- M<sup>me</sup> Grégoire Leffchenko, née Elisabeth Maunier, Le lieutenant-colonel (CR), J.C. Fidal et M<sup>me</sup> Mady Leffchenko, M<sup>me</sup> Véronique et Anne-Marie Fidal, Les familles Maunier, Fidal, Parents et alliés, ont la douleur de faire part du décès de

M. Grégoire LEFFCHENKO,

survenu le 13 septembre 1985, à Garéoul (Var), dans sa quatre-vingt-dixième année.

La cérémonie religieuse a été célébrée le 14 septembre en l'église Saint-Etienne de Garéoul, suivie de l'inhumation dans le caveau de famille.

- Paris. Tel-Aviv. Ashdod. Foz. Lorient. Sau-Antanin. Douala. Natchank. Montréal.

M<sup>me</sup> Maklouf Maman, née Meriem Benhamou, son épouse, Ses enfants, petits-enfants et arrière-petits-enfants, M. et M<sup>me</sup> Charles Maman, Jocelyne, Dyna, Gérard, Yves, M. et M<sup>me</sup> Prosper Maman, Myriam, Philippe, Martine, Frédéric, Patricia, Stéphane, Sophie, Richard, M. et M<sup>me</sup> David Charbit, Joël, Maurice, Gaby, Daisy, Thion, Aris,

M. et M<sup>me</sup> Meyer Maman, Mariane, Laurence, Nathalie, Michel, M. et M<sup>me</sup> Tevi Amitai, Maryane, Schirah, Yasmine, M. et M<sup>me</sup> Roger Gantcho, Mamei, Jérôme, M. et M<sup>me</sup> Albert Baruch, Carulline, Raphaël, Muriel, Alexandra,

M. et M<sup>me</sup> Henry Oppenheim, Marc, Laurence, Ses frères et sœurs, M. et M<sup>me</sup> Mardoché Maman, M<sup>me</sup> Rachel Riboh, Gracia, Thoma, Jean Maman, M. et M<sup>me</sup> Eli Benhamou, M<sup>me</sup> Sissy Azoules, Les familles Maman, Dresler, Nidam, Azoules, Botbol, Gracieux, Cohen, Charbit, ont la douleur de faire part du décès de

M. Maklouf MAMAN,

survenu le 18 septembre 1985, dans sa quatre-vingt-dixième année. Les obsèques ont eu lieu en Terre sainte, dans l'intimité familiale, le 19 septembre.

- M. et M<sup>me</sup> Nathanaël Thonon, leurs enfants et petits-enfants, M. le pasteur M<sup>me</sup> Edmée Mathiot, leurs enfants et petits-enfants, Ses amis d'Ailly-sur-Somme et de la paroisse de l'Eglise réformée d'Amiens, ont la tristesse d'annoncer le décès de

M<sup>me</sup> Elisabeth MATHIOT, ancienne assistante sociale et directrice de la crèche - des établissements Carmichiel,

survenue à Amiens, le 13 septembre 1985, dans sa soixante-dix-neuvième année.

Le service religieux a été célébré le 17 septembre au temple d'Amiens, et l'inhumation a eu lieu au cimetière d'Ailly-sur-Somme.

« Aujourd'hui nous voyons au moyen d'un miroir, d'une manière confuse, mais alors, nous verrons face à face. » (I Cor. XIII-12.)

Le présent avis tient lieu de faire-part.

8, rue Alexis-Carrel, 29219 Le Rellecq-Carhoun, 35, boulevard Carnot, 14780 Lion-sur-Mer.

- M<sup>me</sup> Jean Minet, son épouse, Ses enfants et ses petits-enfants, Toute sa famille et ses amis, ont la douleur de faire part du décès de

M. Jean MINET, magistrat retraité,

survenu le 10 septembre 1985, à l'âge de soixante-deux ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité, à Paris, Père-Lachaise, le 12 septembre 1985.

42, rue Sibour, 75012 Paris.

- M. et M<sup>me</sup> Jean de Saint-Affrique, Antoine et Diane de Saint-Affrique, ont la douleur de faire part du décès de

M<sup>me</sup> Roger de SAINT-AFFRIQUE,

survenu le 18 septembre 1985 à Courbovois.

La cérémonie religieuse a eu lieu, à Tonnontin, le 21 septembre.

20 ter, rue de Bezons, 92400 Courbovois.

- On nous prie d'annoncer le décès de

M<sup>me</sup> Renée SIMONET,

survenue à Saint-Cloud, le 19 septembre 1985, dans sa quatre-vingt-cinquième année.

Les obsèques religieuses seront célébrées le mardi 24 septembre, à 14 heures, en l'église de Saint-Cloud, place Charles-de-Gaulle, à Saint-Cloud (cimetière ville), où l'on se réunira, suivies de l'inhumation au cimetière de Garches.

De la part des familles Simonet, Aladenne, Haguy, Patry, Briquet, le Père Georges Fournier, Louvier, Latellier, Tixier, Stahler, Videcoq.

#### Anniversaires

- Simon Lewkowicz, dont à rappeler à sa famille et à ses amis la disparition, le 22 septembre 1978, de sa mère

Perles ELAU LEWKOWICZ.

- Il y a dix ans, le 22 septembre 1975, disparaissait la petite

Isabelle MARTIN-DAMI,

à l'âge de dix-huit ans.

Que ceux qui l'ont connue et aimée aient aujourd'hui une pensée pour elle.

*Frères des Hommes*

MOUVEMENT D'ACTION DIRECTE ET DE SOLIDARITÉ EUROPE-TIERS-MONDE

**POUR UN HORIZON SANS FAIM,**

**AGIR AVEC AGIR LONGTEMPS**

Association loi 1901 sans but lucratif

Depuis 20 ans dans le tiers-monde

BON A DECOUPER

Nom : ..... Prénom : .....  
Rue : ..... Code postal : .....  
Ville : .....  
Distribuer  
☐ Recevoir une documentation gratuite sur l'action de Frères des Hommes.  
☐ Recevoir la série « Témoignages et Documents » (4 numéros). Participation aux frais 70 FF pour un an.  
Retourner ce coupon et votre règlement libellé au nom de Frères des Hommes 20, rue du Refuge - 75003 Versailles (Tél : 38 50 69 75) CCF 6 35 W Paris.

**"GRAND JURY" RTL - Le Monde**

**dimanche 18h15**

**animé par Alexandre BALOUD**

**en direct sur**

**PIERRE MAUROY**

**RTL**

André PASSERON  
et Alain ROLLAT (Le Monde)  
Paul-Jacques TRUFFAUT  
et Gilles LECLERC (RTL)

هك:امن الاصل



RENTREE AU CASINO DE PARIS

Serge Gainsbourg sans esbroufe

Serge Gainsbourg est au Casino de Paris depuis vendredi 20 septembre. Les quatre premières semaines sont déjà louées. A l'annonce d'une cinquième semaine de concerts, les jeunes ont fait la queue rue de Clichy, dès 9 heures du matin.

« J'ai vécu l'enfer depuis quatre mois, dit Serge Gainsbourg. J'ai dû donner à chacun des vérités, l'admission des comédies à droite et à gauche, j'ai parfois été une putain de haut luxe qui prenait son pied. Jeudi soir, avant le premier spectacle, mon poulx a battu à la vitesse d'une Harley Davidson. Je me demandais comment les petits gars dans la salle allaient me recevoir. J'ai sauté sur la scène et j'ai repris ce que j'avais écrit de plus beau dans ma vie. Paroles et musiques. Sans esbroufe. J'ai été sublimé par mes musiciens américains. Chorus de sax. Puis solos de guitare, de synthé et de batterie et j'ai dit : « Ne comptez pas les mesures, on va rouler sur l'émotion. » Y a des moments où j'ai été au bord des larmes, par exemple quand j'ai chanté la ballade de Johnny Jane. »

DES ENCHÈRES SAGES

De nombreux cinéastes s'étaient donné rendez-vous à l'Hôtel Drouot, le 20 septembre, à l'occasion d'une vente aux enchères d'objets (1) — accessoires ou vêtements — liés de près au cinéma. Il y avait plus d'amateurs que d'acheteurs prêts à tout, et ces enchères avaient un air de braderie. Un foulard signé par Jean Gabin est tout de même parti à 18 000 francs, le record de la session. Parmi les prix les plus élevés, un morceau de l'aveugle Fuji-Yama ramassé lors du tournage de *Ran* (950 F), le premier manuscrit des *Deux anglaises* signé par Jean Gruault (4200 F), les lunettes noires portées par Yves Montand dans *L'Aveu* (6500 F), les chaussures de François Truffaut dans *La Chambre verte* (1750 F), les gants de boxe de Belmondo dans *L'As des as* (3 200 F).

S.D.S.

CONCERT-MARATHON POUR LES FERMERS AMERICAINS

Cinquante chanteurs américains participent le dimanche 22 septembre dans l'Illinois à un concert marathont destiné à venir en aide aux fermiers américains en difficulté. Les organisateurs de ce « Farm Aid Concert » dont le chanteur Willie Nelson, espèrent recueillir le même succès que celui obtenu en juillet dernier par le concert « Live Aid » organisé à Londres et à Philadelphie pour la lutte contre la famine en Afrique. Ils attendent un bénéfice de 50 millions de dollars. Pendant quatre heures se succéderont sur une scène installée dans le stade de l'université de l'Illinois, à Champaign, les chanteurs « country » Merle Haggard, Kenny Rogers, Loretta Lynn, Charlie Pride et John Denver ainsi que Bob Dylan, Neil Young, Billy Joel, Eddie Van Halen, les Beach Boys et B.B. King. Le concert sera présenté par les comédiennes Jessica Lane et Sissy Spacek, qui ont joué dans des films consacrés aux problèmes des paysans américains. Le spectacle sera retransmis par une chaîne de télévision par câble de Nashville.

Il est dix-huit heures vendredi 21 septembre, et Serge Gainsbourg vient d'arriver au Casino après avoir fait un détour au bar du Ritz : « Le toubib ne me permet que le daiquiri et le champagne pendant la période de concert. » Le chanteur a transformé l'ancienne loge de Mistiguet et de Maurice Chevalier en un luxueux wagon Pullman peuplé de son univers : des photos de Serge écoulé, de Jane Birkin, de Charlotte sa fille, de Bambou, sa compagne, qui attend un bébé pour janvier, de Marilyn Monroe, des pochettes de disques, des gadgets, la « Rolle du compact », et « la plus petite radio du monde » (10 x 5 centimètres), des livres sur Zoltan Komeny, sur Hollywood, sur la violence de notre temps. Et encore un réfrigérateur, rouge comme la moquette, des verres offerts par le patron du Ritz, et beaucoup de fleurs.

Toujours en mouvement

Fils d'émigré, Serge Gainsbourg se sent d'ailleurs et de mille part. Avec un attachement très fort à l'enfance à travers les livres, les musiques, à travers les gens qui ne changent pas, ne bougent pas. Avec cette volonté d'être toujours en mouvement. « Sinon, je me ferais pêter la cervelle. Et je parle sérieusement. Pas d'arrêt, image. Travelling avant. »

Il y a vingt-sept ans, Gainsbourg se produisait pour la première fois au public, au cabaret Milord d'Arrouille, à l'époque de l'agonie du style rive gauche. Depuis, il y a eu l'Eau à la bouche et la Javanaise (qu'il chante au Casino dans un nouvel arrangement) Melody Nelson, le *Je t'aime moi non plus* et le *Poinçonneur des Lilas*, le *Gars qui croise* et qu'on ne regarde pas, qui a dans sa poche des extraits de *Requiem* de Digenet, qui dit : « que des gars s'la coulent douce à Miami » et pendant ce temps « il fait le zouave au fond d'un cave » avec dans la tête « un carnaval de confetti » et une envie de « jouer la fille de l'air ».

Il y a en le dandyisme décadent, l'ironie provocatrice, la voix travaillée par l'alcool, le tabac, les nuits blanches, les blessures grandioses et dérisoires, la mode qui s'est mise aux couleurs de Gainsbourg. Et il y a toujours l'artisan qui connaît son métier sur le bout des doigts, qui travaille patiemment les mots.

A présent, Serge Gainsbourg est sur la scène du Casino. Pour la deuxième fois. Décontracté, en pleine forme. Heureux du tour qu'il a joué aux spectateurs en faisant croire que lui-même descendait le fameux escalier lumineux et que, sans doute ivre, il manquait une marche et dégringolait en chute libre jusqu'au plateau. Il salue le

cascaudier qui l'a doublé et ouvre avec humour les portes de son aventure. Il chante, dit, raconte *Serry Angel*, *Harley David son of a bitch*, *Aux armes et cœuvres* — l'interprétation reggae de la *Marseillaise* — des chansons plus anciennes aussi qu'il a habillées de neuf avec la complicité de musiciens new-yorkais en état de grâce (Billy Rush à la guitare, Gary George aux claviers, Stan Harrison un saxophone, Tooy « Thunder » Smith à la batterie, John K. à la basse et Steve et George Simms aux voix). Et le concert est à l'image de Gainsbourg : flamboyant.

CLAUDE NOUGARO A L'OLYMPIA

\* Casino de Paris, 21 heures.

CLAUDE NOUGARO A L'OLYMPIA

Sa majesté le jazz

Après quelques escapades au Palais des Sports, Claude Nougaro revient à l'Olympia, où il a construit peu à peu son aventure dans les années 70.

Nougaro, dans son nouveau spectacle, se présente à hauteur d'homme, à hauteur d'âme. En compagnie de trois superbes musiciens : un pianiste alchimiste (Maurice Vander), un ténor à l'arc du swing (Pierre Michelot à la contre-basse) et un batteur, joueur de mélodies et accordéoniste (Bernard Lubat) qui, dit Nougaro, a joué l'incandescence de sa vie sur un fond de feu d'artifice.

Dans les nouveaux espaces sonores qu'il se donne voluptueusement et qui sont comme autant de soleils, le jazz devient plus que jamais la vérité du chanteur. La voix de Nougaro, ciselée

jusqu'à la syncope, recrée les vieilles chansons des années 60 (*Le Rouge et le Noir*, le *Plan de mauvaise vie*), leur restitue les vibrations les plus secrètes. Les nouveaux poèmes attachés à la vie, les dernières passions et délires mis en musique par Vander, Lubat et Michelot, sont évangiles par un chanteur heureux, dédoublé, simple qui même son spectacle en deux parties avec magnificence.

Dans la salle de l'Olympia qui a brutalement retrouvé le climat des grandes soirées, c'est une vraie fête, celle du jazz le plus ouvert, la plus généreuse. Au cours du spectacle, Nougaro reprend un blues de Piaf (*Accorde-moi*) avec une émotion brûlante.

C.F.

\* Olympia, 20 h 30.

Communication

M. RAYMOND BARRE ET LES TV PRIVÉES

Dans le dernier numéro de sa lettre *Faits et arguments*, M. Raymond Barre qualifie de « plan très politique » les récentes décisions du gouvernement en matière de télévision privée. Selon lui, « le gouvernement prétend protéger les concessionnaires (des deux réseaux multivilles) contre une privatisation éventuelle du service public en 1986 ». Il s'agit là, dit-il, alors, d'une véritable provocation qui révèle une connivence d'intérêts entre le pouvoir et les dirigeants avec lesquels il s'appuie à construire, mais qui constitue aussi un défi à l'Etat républicain.

L'ancien premier ministre ajoute : « La négociation entre l'Etat et les candidats à la concession doit se faire au grand jour. Quant au contenu de ces clauses, et notamment celles d'un dédommagement très important en cas de modification du paysage audiovisuel, il conviendrait d'en examiner la légitimité, voire la légalité, au regard des règles et de la jurisprudence de notre droit administratif. »

M. Barre note cependant certaines « décisions positives, et qui auront sans doute des effets au-delà de 1986 : le projet d'une chaîne culturelle publique, l'ouverture aux télévisions locales d'une procédure comparable à celle suivie pour les radios, le maintien d'une chaîne de télévision payante ».

Radio France internationale pourra être écoutée à Paris

Radio France internationale (RFI) émettra en ondes moyennes sur la région parisienne à partir du 29 septembre prochain, sur 406 mètres ou 738 KHz. Cette décision a été annoncée par M. Jean-Noël Jeanneney, PDG de Radio France et de RFI, au cours d'une conférence de presse réunie le 20 septembre. Les programmes de RFI diffusés duos la capitale s'adressant d'abord aux voyageurs habitués à cette radio et au monde diplomatique étrangers en poste à Paris, à l'indiqué M. Jeanneney. Egalement aux décideurs de la métropole, qui doivent mieux connaître ce que fait RFI hors de France. « Ces émissions, auparavant diffusées en ondes courtes et difficilement audibles à Paris, resteront donc spécifiques pour un auditoire bico « ciblé ».

D'autre part, le directeur général de la station, M. Fouad Benhalil, a souligné que « des partenaires africains se plaignaient de ne pas avoir de place dans les médias internationaux et qu'ainsi RFI leur offrait désormais une petite vitrine ». L'antenne s'ouvrira à partir de 5 heures chaque matin et jusqu'à minuit. Au programme de la grille de rentrée : des informations en français toutes les heures, des magazines d'actualité de la musique du monde entier, ainsi que des émissions en anglais, en espagnol, et même en créole chaque dimanche à 15 h 30.

RFI diffuse actuellement 24 heures sur 24 dans sept directions différentes : Afrique et Océanie,

Moyen et Proche-Orient, Europe de l'Est, Europe de l'Ouest et Afrique du Nord, Amérique latine, Amérique du Nord, et Asie du Sud-Est. Au total, 530 heures d'émissions par semaine en français et 147 heures en ondes courtes étrangères. Depuis 1981, l'antenne de cette radio s'est élargie. De la 28<sup>e</sup> place au héliport de la radio internationale, elle s'est hissée à la 12<sup>e</sup>, et tente d'étendre son réseau sur l'ensemble du territoire mondial. Ainsi, en novembre prochain, une nouvelle antenne sera adossée à l'émetteur de Montigny, en Guyane, afin d'améliorer la diffusion à destination de l'Afrique de l'Ouest.

A la même époque, le programme en langue française de RFI sera capté au Canada et dans le nord des Etats-Unis, sur les réseaux câblés d'Amérique du Nord.

« Vingt-neuvième station décentralisée de Radio France », Radio France-Loire-Océan, la vingt-neuvième des stations décentralisées de Radio France, a été officiellement inaugurée, jeudi 19 septembre, à Nantes, par le PDG de Radio France, M. Jean-Noël Jeanneney. Issue de Radio-France-Pays-de-Loire, cette station émet depuis le 13 septembre entre 6 heures et 19 heures sur 101,8 MHz en Loire-Atlantique et sur une partie du Maine-et-Loire et de la Vendée. Elle emploie quarante personnes sous la responsabilité de M<sup>me</sup> Christine Chadel. Son budget annuel s'élèvera à environ 6,5 millions de francs.

« BALISE DE TOI », de Jean-Pierre Bisson

T'avais qu'à être génial

Un journaliste chevronné grimpe quatre à quatre cinq étages pour interviewer un auteur de chansons qui vient de faire un tube appelé *Retour*, qui passe sur toutes les radios libres et même les autres.

C'est un journaliste bafouilleur, d'un style assez répandu, qui n'en laisse pas placer une au bonhomme qu'il interviewe, qui lui raconte sa vie et la vie du journal, et qui au bout d'une heure, avant qu'il l'interviewé ait pu caser un mot, le quitte en coup de vent, parce qu'il a juste le temps de rédiger son interview en temps voulu. C'est d'ailleurs une technique qui donne d'excellentes interviews, pour peu que le journaliste ait de l'imagination, une solide connaissance du sujet, et une plume à tout casser, parce que, bien souvent, les types qui ont réussi un coup d'imant et qui sont dans l'actualité n'ont strictement rien à dire, quo des banalités, tandis que le journaliste vous inventera de A à Z toute une histoire époustouflante, cinq minutes de bonheur de lecture. Et d'ailleurs dans ce cas-là l'interviewé lui téléphone le lendemain pour le remercier d'avoir rapporté si exactement ses propos dans leur intégralité, alors que si le journaliste a commis l'infamie de marquer noir sur blanc l'âne des naïvetés que le génial interviewé a prononcées effectivement, il se fait insulter comme un chien par l'interviewé qui hurle à la trahison, en tout cas, dans *Balise de toi*, la nouvelle pièce de Jean-Pierre Bisson, son petit frère Marco Bisson joue avec un talent fou le rôle de ce journaliste consciencieux et responsable qui prend sur lui d'inventer complètement la vérité au lieu de colporter paresseusement des mensonges.

Sauf qu'en l'occurrence, dans cette pièce de Jean-Pierre Bisson, le journaliste a un mal fou à mentir par sa parole le vide et le silence de l'interviewé, l'auteur de la chanson, parce que celui-ci est tellement démolé par l'alcool qu'il est incapable de percevoir, d'entendre,

un mot. Alors le journaliste se transforme en secouriste, fait une bouillotte, descend acheter de l'aspirine et du café moulu arabis cent pour cent, c'est l'une des tâches les plus courantes du métier de journaliste, la petite infirmerie légère d'urgence.

Pas lavé, pas rasé

L'auteur de chansons, réduit à l'état de ruine, pas lavé, pas rasé, pas habillé, bourré d'alcool et vins divers et d'une armoire entière de tranquillisants, point n'est besoin d'être sorcier pour y déceler l'illuso autoportrait charmant de l'auteur de la pièce, Jean-Pierre Bisson soimême. Du moins s'imagine-t-il comme ça, un cas où sa bien-aimée aurait pris la clé des champs.

L'abandonné tragique se réfugie chez sa sœur, ce n'est pas la première fois, elle lui fait couler des bains chauds, lui masse doucement les omoplates, Brigitte Rollan et très juste, drôle, émouvante, dans ce rôle de la sœur de charité qui flinguerait volontiers son frère pour ce finir une bonne fois avec ces comédies et ces jérémiades, mais qui se dévoue quand même.

Il y a donc, comme d'habitude, de beaux moments, lyriques, brûlants, fous, d'un verisme défilant très personnel, comme visionnaire, dans cette pièce de Jean-Pierre Bisson, si bien que Bisson exagère quelque peu lorsque dans le programme il écrit : « L'état de grâce n'aura duré que sept-huit ans », faisant allusion par là aux années 1968-1976 en gros, ces années où il écrivait et mit en scène et joua *Sarcelles-sur-Mer*, *Smoking*, *Ce que les femmes préfèrent*, *Barbe-Bleue*, et d'autres belles pièces. Après quoi il s'est remis à interpréter plutôt les pièces des autres, comme à ses tout débuts, se soignant un attachant profil de poète dramatique maudit.

Comme me disait un jour Serge Gains : « T'avais qu'à être génial. C'est vrai », écrit encore, drôlement, Bisson, dans le programme, alors qu'il n'a bico sûr pas oublié que dans ces années-là, de même qu'aujourd'hui, il avait au moins six ou dix éclairs de génie désordonné par soirée, ce qui n'est pas permis à tout le monde.

Brigitte Rollan en sœur-gâteau et Marco Bisson en journaliste infirmier sont formidables dans *Balise de toi*, et Gabriel Le Doze dans le rôle du désespéré n'est pas mal non plus. Quant à Jean-Pierre Bisson, l'auteur, il échappe un peu aux normes du jeu, il serait plutôt comme ces parents, ces amis, qui vous bouffent l'air, vous usent les nerfs, avec les récits de leurs drames. Nous les enverrions volontiers aux enfers. Mais s'ils ne donnent pas signe de vie, nous décrochons le téléphone. Ils nous manquent.

MICHEL COURNOT.

\* Comédie de Paris, 20 h 30.

DEUX ANES

PIERRE-JEAN VAILLARD  
MAURICE HORGUES

dans la nouvelle revue  
LA FRANCE AU  
CLAIR DE L'URNE

Christian VEBEL  
Jacques RAMADE  
Maria SANDRINI  
Jean-Michel MOLÉ  
Martine ARISI  
Jean-Pierre MARVILLE  
André GADOUAIS  
Robert VALENTINO

Loc. : 606-10-26 et agences

LA PROFESSION CINEMATOGRAPHIQUE ET LE MINISTRE DE LA CULTURE PRESENTENT

LA FETE DU CINEMA



APPELLE-MOI. JE T'INVITE AU CINEMA

B. GIRAudeau  
369.90.00  
POUR TOUTES LES  
INFORMATIONS  
SUR LA FETE DU CINEMA.







RADIO-TÉLÉVISION  
Samedi 21 septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

**CHAMPAGNE DE VENOGÉ**

DEPUIS 1987  
ET ALORS CHAMPAGNE S'EST ÉPÉRI

20 h 40 Au théâtre ce soir : Dom Juan ou le Festin de pierre.  
De Molière, mise en scène de Robert Mammol, avec A. Le Fol, J.-C. Arnaud, J.-N. Sissia.  
22 h 35 Droit de réponse : la vie quotidienne en URSS.  
L'esprit de contradiction est une fois de plus confirmé ce soir par la présentation du débat d'un extrait du film *Alano Bay, de Louis Malle*, et qui est un regard sur les États-Unis. Avec R. Limonov (l'histoire de son service), P. Meney (les Mains coupées de la tige), L. Martines, professeur de littérature russe à l'université de Provence.  
0 h 5 Journal.  
0 h 25 Caneel tropical.  
En direct de la Défense, TF1 s'associe à la fête « Nord-Sud (Salue les Jeunes) », qui propose toute la nuit des « tables » de l'hémisphère Sud : Mami Di Bango, Zao, Alpha Blondy.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

**Vous ne verrez pas BRUEL ce soir**

20 h 35 Variétés : *Demain c'est dimanche*.  
Avec Johnny Hallyday, France Gall, Christophe.

**LES CHARLOTS**

"Demain c'est dimanche"  
Antenne 2  
20 h 30

21 h 55 Les histoires d'Onc' Willy.  
Ivanhoé : deuxième épisode.  
22 h 25 Les enfants du rock : David Lee Roth, vidéo star.  
23 h 30 Journal.  
23 h 55 L'écran devant soi.  
José María Berrón a filmé ceux qui ont la passion du cinéma. Des interviews attachantes, des images originales et de grande qualité.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 4 Disney Channel.  
21 h 55 Journal.  
22 h 15 Feuilletton : *Dynastie*.  
23 h 5 Cinéma : Une partie de campagne.  
Film de J. Renoir (1936), avec S. Bataille, G. Darnaud, Gabriello, J. Marais, J. Borel (N. rediff.).  
Au cours d'une partie de campagne, un dimanche, au bord de la Mer, la fille d'un bouquier parisien cède aux avances d'un canotier.  
23 h 45 Musicube.

FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 35 Paris-Magazine, on sept jours à Paris : 18 h 55, Dessin animé : Hello Moineau ; 19 h 5, A tout Pic ; 19 h 15, Informations ; 19 h 40, De vous à vous.

CANAL PLUS

20 h 30, Téléfilm : Le mariage en jeu ; 22 h 5, Hill street blues ; 23 h 50, Martin, film de G.-A. Romero ; 0 h 25, Descente aux enfers, film de G.-A. Sherman ; 2 h, Et la troisième bordée, film de P. Schulman ; 3 h 35, Les K.O. de Canal Plus ; 5 h 35, Série rock ; 6 h 10, L'homme au katana.

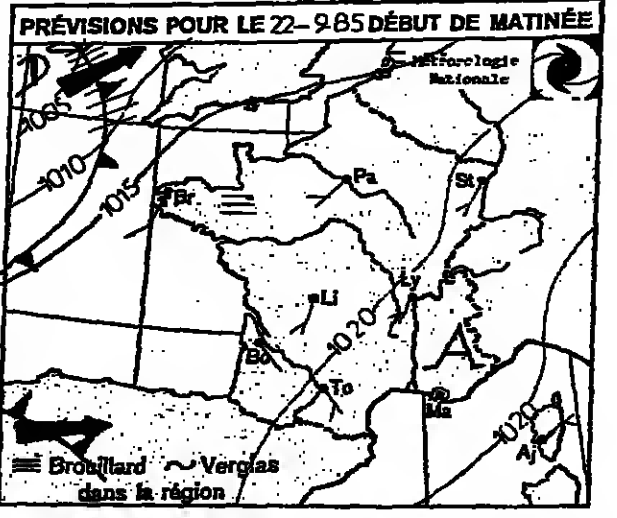
FRANCE-CULTURE

20 h 30 Nouveaux répertoires dramatiques : Double commande, de Madeleine Lailé.  
22 h 10 Démarches avec... Bernard Vignot (Saint-Jus).  
22 h 30 Musique d'un France, musique d'ailleurs : Mali et Pays basque.  
0 h 5 Clair de nuit : Jacques Berthod.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (XXII<sup>e</sup> fête musicale en Touraine) : Deuxième sonate, de Hindemith ; Variations pour piano, de Weber ; Lachrymæ pour alto et piano, de Britten ; Sonate pour piano et 6 en la majeur, de Prokofiev, par Sviatoslav Richter, piano, Yvonne Bushnet, alto.  
23 h Les soirées de France-Musique : le zodiaque bien tempéré - la balance ; à 1 h, L'arbre à chansons.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable du temps en France, entre le samedi 21 septembre à 0 heure et le dimanche 22 septembre à 24 heures.

Persistence de conditions anticycloniques sur la France.

Dimanche : Près des côtes de la Manche et de la Bretagne au Pays basque, de nombreuses brumes ou brouillards parfois denses se formeront au lever du jour ainsi que des muges bas. Ils se dissipent lentement pour la fin de nuit, au début de l'après-midi puis laisseront place à de belles éclaircies prédominantes l'après-midi. Partout ailleurs, après dissipation rapide des brumes matinales, très belle journée chaude et ensoleillée.

Les vents seront faibles en général, sauf près de la Manche, où il souffleront de sud-ouest et seront modérés.

Les températures maximales atteindront 20 à 30 degrés du nord au sud du pays.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré dans la journée du 20 septembre, le second, le minimum de la nuit du 20 au 21 septembre) : Ajaccio, 26 et 15 degrés ; Biarritz, 27 et 18 ; Bordeaux, 30 et 13 ; Brest, 20 et 13 ; Brest, 21 et 14 ; Caen, 30 et 16 ; Cherbourg, 19 et 13 ; Clermont-Ferrand, 30 et 16 ; Dijon, 28 et 13 ; Dinard, 20 et 13 ; Embrun, 26 et 13 ; Grenoble-St-M.-H., 28 et 13 ; Grenoble-St-Genis, 28 et 14 ; La

Rocheville, 27 et 16 ; Lille, 22 et 13 ; Limoges, 27 et 14 ; Lorient, 23 et 14 ; Lyon, 29 et 13 ; Marseille-Marganne, 29 et 16 ; Menton, 30 et 20 ; Nancy, 27 et 15 ; Nantes, 27 et 16 ; Nice-Côte d'Azur, 30 et 20 ; Nice-Ville, 31 (maxi) ; Paris-Montsouris, 26 et 16 ; Paris-Orly, 27 et 15 ; Pau, 30 et 13 ; Perpignan, 28 et 14 ; Rennes, 25 et 15 ; Rouen, 23 et 14 ; Saint-Etienne, 29 et 14 ; Strasbourg, 30 et 14 ; Toulouse, 31 et 11 ; Tours, 28 et 13.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 27 et 17 degrés ; Genève, 26 et 11 ; Lisbonne, 26 et 17 ; Londres, 19 et 14 ; Madrid, 29 et 13 ; Rome, 27 et 16 ; Stockholm, 15 et 8.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

EN BREF

EXPOSITION

OBJETS EXTRAORDINAIRES. — Plutôt que de détourner des avions, Carrelman, ainsi qu'il le dit lui-même, préfère détourner les objets usuels de leur usage courant. Présentée en avril 1972 au Musée des arts décoratifs à Paris, sa collection d'objets trouvés ne comportait qu'une soixantaine de pièces. Elle en compte maintenant près de deux cents et a parcouru le monde, de Tokyo à Montréal en passant par Bruxelles, Jérusalem et Hambourg. Les œuvres de Carrelman sont inspirées d'objets de la vie quotidienne : cuisine, sports, jeux, toilette, habillement, outillage... L'exposition « Objets trouvés » que présentera le Centre des arts et des sciences du 27 septembre au 3 novembre, se propose d'accueillir aussi des œuvres originales d'enfants ou d'adultes. Il suffit de dessiner (sur format 21x29) ou de réaliser (en modèle réduit) son objet trouvable en faisant preuve d'humour et d'invention et de le déposer avant le 24 septembre.

Centre des arts et des sciences, 59, boulevard Carnot, 75110 Le Val-de-Grâce. Tél. : (1) 976-32-75. Tous les jours de 14 heures à 19 heures, mercredi, samedi et dimanche, de 10 à 21 heures et de 14 à 19 heures. Entrée libre.

leurs produits seront imprimés des bons de 25 F. Les acheteurs pourront se les faire rembourser ou participer à la campagne en les renvoyant à un huissier de Montpellier qui les collectera. Fin décembre, un chèque correspondant à la somme recueillie sera remise à la Fédération nationale des chiens guides d'aveugles.

Les associations d'aveugles, d'autre part, organisent, le 6 octobre, une journée nationale sous le signe de la jeunesse. On peut adresser des dons au comité d'entente des associations agréées par le ministère chargé de la solidarité, 103, faubourg Saint-Honoré, 75008 Paris. Tél. : (1) 225-16-76 ; CCP : 8044-03 G Paris.

SOLIDARITÉ

LES YEUX DE SON MAÎTRE. — La demande de chiens d'aveugle dépasse très largement les disponibilités ; de plus, le prix d'achat de ces animaux avoisine 50 000 F. La société Royal Canin, pour résoudre ce problème, organise une campagne du 30 septembre au 30 novembre 1985. Sur tous les sacs (15, 20 ou 25 kilos) de

**JOURNAL OFFICIEL**

Sont parus au Journal officiel du samedi 21 septembre :

UN ARRÊTÉ

• Relatif à l'organisation et à l'indemnisation des gardes médicales dans les services de réanimation des hôpitaux publics.

UNE ORDONNANCE

• Relative à l'organisation et au fonctionnement des régions en Nouvelle-Calédonie et dépendances, et portant adaptation du statut du territoire.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4658  
HORIZONTALEMENT

I. Cherche à conjurer le mauvais sort. Est habitué à crier victoire. — II. Reine des prés. Règle des comptes. Nombreux sont ceux auxquels il fait tendre la « perche ». — III. Ensemble de lustres. Cours étranger. Fait entendre un léger murmure. Il arrive qu'il soit converti de plaques. — IV. Récompense celui qui n'a pas craint d'aller sur le terrain. A une valeur supérieure à celle de l'argus. — V. An « menu » de celui qui aime bien « manger ». Conjonction. — VI. Des copies qui ne valent certes pas l'original. Peut tout de même parler avec hauteur. — VII. D'anciens trouvaient toujours à dire sur leurs goûts et leurs couleurs. Ressemble aussi bien à l'histoire qu'à la moule. Note. — VIII. Personnel. Capable de faire mûre la jalousie. On en a pincé pour eux ! — IX. Parasite d'une « plante ». Avait tout du maître-chien. De quoi avoir soif. X. Tirés de la botte. Etienne qui ne brille pas. Est plat comme une limande. — XI. Partie d'été. Collé. Interjection. — XII. On se déroule la chasse aux trésors. Personnel. Espèces de sauterelles. — XIII. Pro-

Coupe le bois. Contracté. — 4. Note. Ne craint pas la compagnie des loups. Plus salubre. — 5. « Mignonne » à croquer. Les salamandres appartiennent à leur famille. Sigle. — 6. Tel le navet. A les entendre, l'envie de vomir peut nous prendre. Particpe. — 7. Petit ensemble. Vieille moustache. — 8. Interjection. Ressemble plus ou moins à un chinois. Infime partie d'édifice. — 9. Expulsion sans préavis. Pour le repos du voyageur (pluriel). — 10. Met fin à certains troubles. C'était l'homme à tout faire. — 11. Grecque. Saint. Tête de pont. Grande surface chez des voisins. — 12. Finissent toujours par se faire mouiller. Pinçait des cordes. — 13. Un homme et une femme. Sont volontiers acceptées en règle générale. — 14. Élément d'une chaîne. Eau douce. Reste au fond. Note. — 15. Maladie professionnelle. Crée des distensions.

Solution du problème n° 4657

Horizontalement

I. Fantôme. — II. Avez. Es. — III. Maçon. Arp. — IV. Présumer. — V. Hesse. — VI. Vent. — VII. Egalité. — VIII. Taie. Éna. — IX. Sirventes. — X. Nerveuse. — XI. Pesée.

Verticalement

1. Pamphlets. — 2. Avaré. Gaine. — 3. Nécessaires. — 4. Tuons ! Lèvre. — 5. Noé. Eve. — 6. Mi. Veine. — 7. Amie. Eau. — 8. Mère. Nones. — 9. Esprit. Asier.

GUY BROUTY.

nom. Pour une entrée en matière. Un qui a l'habitude de jaser. — XIV. Est en déviation. Dans une suite logique. — XV. Grecque. Réservée à de futurs gendarmes. Aussi muisible que la gale et le chole.

VERTICALEMENT

1. A un profil tout indiqué pour les « tête à tête ». Ancien combattant. — 2. Un truc au poil qui met de mauvais poil ! — 3. Terre de poètes.

Dimanche 22 septembre

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

8 h Bonjour la France.  
9 h Emission islamique.  
9 h 15 A Bible ouverte.  
9 h 30 Orthodoxie.  
10 h Présence protestante.  
10 h 30 Le jour du Seigneur.  
11 h Messe à l'abbaye Sainte-Marie-de-la-Pierre, qui-Yve (Yonne), par le Père Pierre Talon.  
12 h Télé-foot 1.  
13 h Journal.  
13 h 25 Série : Agence tous risques.  
14 h 20 Les fables du dimanche.  
15 h Alice au pays des merveilles.  
15 h 30 Tiercé à Longchamp.  
16 h 45 Série : Salut, champion.  
17 h 45 Scoop à la Une.  
Nouveaux jeux proposés par Catherine Baras et présentés par Thierry Ardisson (voir le Monde du 18 septembre).  
17 h 30 Animal infos Une.  
18 h Feuilletton : Dallas.  
19 h Sept sur sept.  
Emission de Jean Lenoir et Anne Sinclair. Invité : Lucien Bodard pour son nouveau roman, *La Chasse à l'ours*.  
20 h Journal, suivi d'une page spéciale pour la fête du cinéma.  
21 h Cinéma : le Dernier Métro.  
Film de F. Truffaut (1980), avec C. Denave, G. Depardieu, J. Poirat, H. Benoit, A. Ferrat (rediff.).  
Sous l'Occupation, la vie d'un théâtre parisien, dont le directeur, jadis qu'on croit hors de France, est caché par sa femme.  
22 h 55 Sports dimanche soir.  
23 h 45 Journal.  
0 h C'est à lire.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

9 h 30 Informations et météo.  
9 h 35 Les chevaux du tiercé.  
10 h Récit A 2.  
10 h 30 Série : Les amours romantiques.  
11 h 30 Entrez les artistes.  
12 h 45 Journal.  
13 h 20 Tout le monde le sait.  
14 h 30 Les enquêtes de Remington Steele.  
15 h 20 L'école des fans.  
16 h 10 Dessin animé.  
16 h 15 Kiosque à musique.  
17 h La police du dimanche : Les enquêtes du commissaire Maigret.  
Maigret et la dame d'Étretat.  
18 h 30 Feuilletton : Maguy.  
19 h Stade 2.  
20 h Journal.

GRAND INVITÉ DE CHANCEL

**RAYMOND DEVOS**

Coffrets, disques, musicassettes

PHILIPS

20 h 35 Le Grand Échiquier : Raymond Devos.  
22 h 45 Document : le Métier d'écrivain.  
Emission en deux parties, d'A. Gallien et A. Dhenaut.  
23 h 30 Journal.  
23 h 55 Bonssoir les clips.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

9 h Debout les enfants !  
12 h D'un soir à l'autre.  
13 h Émissions en langues régionales.  
14 h 30 Espèce 3 : Magazines 88.  
17 h 30 Émissions pour les jeunes.  
18 h 30 Décibels.  
18 h Culture Clip.

18 h 30 Jeti : Documents secrets.  
19 h 30 RFO Hebdo.  
20 h Benny Hill.  
20 h 35 Variétés : Macedonia.  
21 h 30 Auteurs du court métrage français.  
22 h Journal.  
22 h 30 Cinéma de minuit : Pour une nuit d'amour.  
Film français d'E. T. Gréville (1946), avec O. Joyeux, R. Bitt, Alerme, Sylvie, E. Galle, J. Castelot (N.).  
Une jeune aristocrate de province, qui a tué son amant, s'efforce d'un emploi des postes, amoureux d'elle, pour qu'il la déshonore du cadavre.  
23 h 50 Prélude à la nuit.

CANAL PLUS

7 h 15, Document : le fil de la mode ; 8 h, Cabou Cadu (et à 13 h 5) ; 8 h 25, Série : Sherlock Holmes ; 8 h 50, Les Troilings ; 9 h 25, Film de J. Carpenter ; 10 h 50, L'Africain, film de P. De Broca ; 13 h 25, L'as du boulot d'Albert ; 13 h 50, Téléfilm : Maître du jeu ; 16 h 50, Série : Soyez bon si vous le pouvez ; 17 h 45, Dénicheur cosaque Bogart, film de R. Day ; 19 h 45, Club de la presse, avec Mme Georgina Dufour, ministre des affaires sociales ; 21 h, Street, film de J.-L. Bertuccelli ; 22 h 35, Les Implacables, film de R. Walsh ; 0 h 15, Meurtres sous contrôle, film de L. Cohen ; 2 h, Le radeau d'olivier ; 2 h 35, Surprises.

FRANCE-CULTURE

7 h 15, Les sauts de France-Culture ; 7 h 30, Chasseurs de son ; 7 h 45, Horizons, magazine religieux ; 7 h 55, La semaine ouverte ; 7 h 58, Littérature pour tous ; 7 h 45, Dites et récits : le Corbeau de Grimm ; 8 h, Orthodoxie ; 8 h 30, Protestantisme ; 9 h 5, Écoute Israël ; 9 h 35, Divers aspects de la pensée contemporaine : l'Union nationaliste ; 10 h, Messe, chez les Bénédictines de Vauvey ; 11 h, Pierre Chasson raconte l'histoire : la bataille pour la vaccination ; 12 h, Des papous dans la tête ; 13 h 40, Les arts du récit ; 14 h, Le temps de se parler ; 14 h 30, Le Dieu foufoué ; 16 h 25, La tasse de thé : rencontre avec... Henri Vernuil ; histoire-actualité : Jean-Paul Sartre et le n° 1 des Temps modernes ; 19 h 10, Le chœur des cloches ; 20 h, Le son de cloche : Portrait d'un invité, Muriel Cerf.  
20 h 30 Atelier de création radiophonique : l'Introuvable Monsieur Kantor (rediff.).  
22 h 30 Libre-parcours variétés : Anne Sylvestre à l'Eldorado.  
0 h Clair de nuit : l'utilisation des enfants dans la guerre Iran-Irak ; classe au Snark.

FRANCE-MUSIQUE

2 h, Les sauts de France-Musique ; 7 h 2, Concert-promenade : musique viennoise et musique légère ; 9 h 10, Cantate : BWV 148 de Bach ; 10 h, Les voyages musicaux du docteur Barway : « Où le docteur Barway apprend que la vie est difficile un pays de Bobine » ; œuvres de Dvorak, Rya, Pascha, Zelenka, Salieri ; 12 h 5, Magazine international ; 14 h 4, Disques compacts : Œuvres de Vivaldi, Berlioz, Schumann, R. Strauss, Mozart ; 17 h, Comment l'entendez-vous ? : « Diriger », par Sylvain Cambreling, chef d'orchestre ; œuvres de Beethoven, Verdi, Beethoven, Mozart, Mahler, Messiaen ; 19 h 5, Jazz vivant : le New Jungle Orchestra du guitariste Pierre Dorge ; 20 h 4, Avant-concert.  
20 h 30 Concert : Concerto de chambre, de Ligeti ; Corale pour violon, deux cors et cordes, de Berio ; Éclats/Multiples, de Boulez, par l'Ensemble intercontemporain et l'Ensemble orchestral de Paris, dir. P. Boulez, sol. M. Le Dizès-Richard, violon.  
23 h Les soirées de France-Musique : Ex libris.

LES SOIRÉES DE LUNDI

TF1 20 h 35, Cinéma : Terre brûlée, de Cornel Wilde ; 22 h 5, Débat : Halte au désert ; 23 h 30, Journal ; 23 h 35, C'est à lire.

A2 20 h 35, Série : « V » ; 22 h 5, Série documentaire : Le Japon ; 22 h 55, Journal ; 23 h 20, Bonssoir les clips.

FR3 20 h 35, Cinéma : les Grandes Guerres, Robert Enrico ; 22 h 45, Journal ; 23 h 10, Thalassa ; 23 h 55, Coup de cœur ; 0 h, Prélude à la nuit.



# Économie

## REPÈRES

### Importations : l'Afrique du Sud applique une surtaxe de 10 % sur la moitié des produits...

L'Afrique du Sud imposera, dès lundi 23 septembre, une surtaxe de 10 % sur les produits d'importation non couverts par le GATT, soit 55 % de ses achats à l'étranger. Selon le ministre des finances, M. Barend du Plessis, cette taxe servira à aider les groupes de population les plus frappés par la récession et à stimuler l'économie. Elle devrait rapporter 400 millions de rands (1 200 millions de francs). Le Trésor dégage, par ailleurs, 500 millions de rands (1 500 millions de francs) qui serviront à financer des programmes de créations d'emplois et d'assistance aux petites entreprises. — (AFP).

### ... le Japon libéralise ses tarifs pour le cuir

Le Japon a décidé d'adopter un système de tarifs douaniers progressifs sur les importations de cuir et de chaussures en cuir, à partir d'avril 1986, a indiqué le MITI (ministère du commerce international et de l'industrie). Cette décision suit la récente requête du président américain Ronald Reagan demandant au Japon de modifier les restrictions sur les importations de cuir et de chaussures en cuir. Ces quotas avaient également été condamnés par le GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce).

### Transports : achat définitif de vingt-deux Airbus par Lufthansa

La compagnie ouest-allemande Lufthansa a signé, le 20 septembre à Munich, avec le consortium européen Airbus Industrie, un contrat d'achat définitif de vingt-deux Airbus, d'une valeur de 1,3 milliard de dollars (de l'ordre de 11,5 milliards de francs). Le pré-contrat avait été signé le 29 juin à Francfort. Le contrat comporte l'achat de quinze nouveaux moyen-courriers Airbus A-320 et de sept gros-porteurs A-300-600, qui seront respectivement mis en service en 1990 et 1997. Le contrat prévoit également vingt-cinq options pour l'A-320 et trois options pour l'A-300-600. — (AFP).

## CONCURRENCE BANCAIRE

### Tir croisé sur l'accord PTT-Sofinco

La concurrence... Au moment où l'accord conclu entre les PTT et Sofinco, prévoyant l'octroi de prêts au personnel de cette administration mais aussi aux détenteurs de comptes chèques postaux (le Monde du 18 septembre), provoque de sérieux remous dans la profession bancaire, celle-ci a mis à profit son rendez-vous bi-annuel avec la presse pour traiter de ce thème. En l'élargissant, il en va à la vaste entreprise de démantèlement que connaît actuellement ce secteur (le Monde du 21 septembre).

Déjà, le 17 septembre, à l'occasion du dîner annuel de l'Association française des banques (AFB), qui regroupe l'ensemble des « banques inscrites », hors établissements mutualistes et financiers, M. Jean Dromer, le président de l'organisation pétrolière, avait estimé qu'« une véritable politique de la concurrence devait être engagée et poursuivie ». Sur le point plus particulier de l'accord PTT-Sofinco, le porteur de banques réunies autour de leur ministre de tutelle, M. Pierre Bérégovoy, ne pouvait que s'avouer ce soir-là les propos du ministre de l'économie, des finances et du budget, « Cette concurrence doit se développer à armes égales, avait dit le ministre, et c'est pour cette raison que je ne saurais accepter la transformation d'un service public en établissement de crédit, ni la captation, au profit d'un banque déterminée, de la clientèle d'un service public ».

Ce « nan » catégorique à l'égard de l'accord précédemment évoqué — qui devait caducre aussitôt — M. Christian Doré, président de la banque Sofinco, a quitté la table en signe de mécontentement — signifie-t-il que l'affaire est close ? Rien n'est moins sûr, si l'on en juge par les déclarations faites trois jours plus tard par le ministre des PTT, M. Louis Mexandeau, soutenant l'assurance l'avenir des services financiers de son administration.

### « Un boxeur qui aurait une main dans le dos »

Le rapprochement conclu entre les PTT et Sofinco, numéro deux français du crédit à la consommation, « ne fait certainement pas plaisir au réseau bancaire, mais le mouvement est lancé du côté des PTT, et il ne s'arrêtera pas », avait-il affirmé le 20 septembre à l'issue de sa visite au SICOB. Dans le domaine financier, la poste se trouve actuellement réduite à l'état d'« un boxeur qui aurait une main dans le dos », expliquait le ministre, ajoutant que son objectif était simplement de donner à ses

services financiers « les moyens de résister à la concurrence du réseau bancaire dans des conditions de moindre inégalité ».

Rue La Fayette, au siège de l'AFB, on se contente de compter les palets en espérant que M. Pierre Bérégovoy l'emportera sur son collègue des PTT par jet de l'éponge sur intervention de l'arbitre Matignon. Comme si de rien n'était, on continue à enfoncer le clou en jetant, au nom d'une concurrence aux règles strictement établies, quelques bâtons dans les roues des autres établissements.

« Seul réseau en totale concurrence avec le monde extérieur, sans privilège et sans rente de l'histoire, les banques AFB sont favorables à la concurrence ; elles souhaitent son développement et feront des propositions à cet égard qui supposent la volonté d'une politique à moyen terme. » Ce sont ces propositions que M. Dromer, investi, entre-temps de la présidence de l'AFB (Association française des établissements de crédit), précédemment assurée par le président du Crédit Coopératif, M. Jacques Moreau, devait développer dans un argumentaire en sept points :

« La banalisation en matière de contact avec le public : préconisant la liberté d'ouverture des guichets dans un système concurrentiel ». L'AFB réclame la suppression du décret de 1937

fixant les horaires des banques et la « banalisation » du livret bleu délivré par le seul Crédit mutuel ;

« La réforme du marché financier : il faudrait faire jouer la concurrence sur les conditions d'émission d'emprunts (taux, durée, amortissement, en fonction du marché, du montant et de l'émetteur) ;

« La banalisation du Crédit agricole : suppression de son monopole pour les prêts bonifiés à l'agriculture et abandon de ses autres privilèges ;

« La déontologie bancaire : afin de développer le contrôle de la concurrence, il faut s'assurer que les progrès de l'information sur les produits et leurs prix sont suffisants ;

« La politique à l'égard des caisses d'épargne : réduire les avantages dont elles disposent (monopole de livret A, règles fiscales et en matière de contrôle du crédit) ;

« Le développement du contrôle du crédit : il faut concevoir « un contrôle monétaire global » qui ne pèse pas de manière particulière sur les banques et rendre leur place à la politique des taux ainsi qu'à l'action sur le marché monétaire ;

« La sélectivité du crédit : réexaminer, afin d'en supprimer la plus grande partie, les quelques deux cents procédures de prêts aidés ».

SERGE MARTI

### La fermeture de l'usine sidérurgique est confirmée

### INCIDENTS A TRITH-SAINT-LÉGER

Des manifestations se sont achevées par des affrontements entre sidérurgistes et forces de l'ordre, vendredi 20 septembre, à Trith-Saint-Léger (Nord). Un manifestant et deux CRS ont été légèrement blessés.

Pour protester contre le projet de fermeture de leur usine, qui emploie 500 salariés, les sidérurgistes ont bloqué pendant plusieurs heures la circulation sur les autoroutes Paris-Bruxelles (A 2) et Lille-Valenciennes (A 23), arrêtés le train Lille-Calais et empêché la navigation sur le canal de l'Escaut.

Pendant le même temps, une séance du comité central d'entreprise d'Uimetal, filiale commune de Sefilor et d'Usinor, se tenait à Metz. La direction y précisait les décisions arrêtées le 25 juillet et qui prévoient, d'ici à la fin de décembre 1985, la suppression de 4 600 emplois sur un effectif total, pour le groupe, de 14 900 personnes.

Dans un communiqué publié l'après-midi, le ministère du redéploiement industriel réaffirmait que « les engagements pris par le premier ministre (M.) seront intégralement tenus », le site ne devant pas fermer avant que des emplois industriels viennent compenser les suppressions.

A Lyon

### LE DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL MENACÉ PAR DES MANIFESTANTS

Pour protester contre le plan de 2 400 suppressions d'emplois sur deux ans dans l'ensemble des établissements de Renault-Véhicules industriels (RVI), une centaine de militants cégétistes de RVI ont retenu dans son bureau pendant une heure vendredi 20 septembre M. Guyon, directeur départemental du travail du Rhône. Aux cris de « Guyon démission », ils ont envahi son bureau et ont menacé de le jeter par la fenêtre, mais ne l'ont pas molesté, a-t-il indiqué.

La préfecture de Rhône a annoncé dans un communiqué qu'« aucune forme d'occupation de bâtiments administratifs ne sera tolérée ». De son côté, M. Delbarre, ministre du travail et de l'emploi, s'est élevé contre cette action « injustifiable et scandaleuse ». Il a demandé un rapport à l'inspection du travail pour examiner les suites à donner à l'affaire.

## Faits et chiffres

« Tourisme et Travail autorisé à poursuivre temporairement ses activités ». Pour la deuxième fois depuis le dépôt de bilan, l'Association Tourisme et Travail a obtenu la prorogation, par le tribunal de grande instance de Paris, de la mission de son administrateur judiciaire. En conséquence, l'organisme de tourisme social, lié à la CGT, pourra poursuivre ses activités jusqu'au 30 octobre, c'est-à-dire jusqu'à la fin de la saison touristique. La direction de Tourisme et Travail déclare toutefois ne pas être « complètement rassurée sur son avenir ».

« Les sénateurs RPR et le projet de budget. — Pour M. Christian Poncelet, sénateur RPR des Vosges, ancien secrétaire d'Etat au budget, le projet de loi de finances pour 1986 « ne peut recueillir l'adhésion en l'état, malgré ses apparences séduisantes sur le plan fiscal et rigoureuses sur le plan des dépenses ». Ce projet, « voué à

l'échec », en raison des échéances électorales, est « irréaliste » sur le plan strictement financier, « non sincère » dans la mesure où « le montant du déficit est gonflé », et constitue « un budget de reniement », affirme M. Poncelet. L'un de ses collègues du RPR, M. Roger Husson (Moselle), s'inquiète plus précisément de la « diminution dévastatrice du budget du redéploiement industriel », qui, estime-t-il, « va continuer à dévorer l'industrie horaine et de démanteler notre tissu industriel et social ».

### GRANDE-BRETAGNE

« PIB : + 4 % de janvier à juin. — Le produit intérieur brut (PIB) britannique s'est accru de près de 4 % au premier semestre de 1985 par rapport à la période correspondante de 1984. Toutefois, l'activité a continué de bénéficier d'un rattrapage à la suite de la longue grève des charbonniers et d'un petit ralentissement est prévu pour la seconde moitié de l'année. — (AFP).

### RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE SOCIÉTÉ NATIONALE D'EXPLOITATION DES EAUX DU SÉNÉGAL

### AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Dans le cadre du projet de restructuration de son système informatique, la SOCIÉTÉ NATIONALE D'EXPLOITATION DES EAUX DU SÉNÉGAL (SONEES) lance, sur financement Banque Mondiale, un appel d'offres international pour la fourniture de matériel informatique, y compris logiciels de base et systèmes de développement des communications.

L'appel d'offres est découpé en trois (3) lots indépendants, avec possibilité de soumissionner pour chacun des lots séparément ou pour l'ensemble.

- Lot 1 : Système central
- Lot 2 : Systèmes décentralisés
- Lot 3 : Alimentation électrique et climatisation

Le cahier des charges peut être retiré à la Direction de la SONEES (Secrétariat Central - Immeuble K&B - 97, avenue André Feytaud à Dakar (1<sup>er</sup> étage) contre remise d'une somme de cent quarante mille francs CFA (140 000 F. CFA).

Les offres seront reçues à la Direction de la SONEES au plus tard le 15 octobre 1985 à 17 heures précises.

M. Michel Sladen, sosie de J.R., sera présent sur le stand KIS TECHNOLOGIE au Sioob les 23 et 24 Septembre.



Color One. Le 1<sup>er</sup> photocopieur couleur français adapté aux entreprises.

“Le 23 et le 24, j'affronte l'univers impitoyable de la machine à faire des vrais”.

Bien sûr, ce ne sera pas J.R. qui vous accueillera. Mais son sosie. On s'y tromperait. Comme on se tromperait entre un original et sa copie couleur, réalisée par Color One, la machine à faire des vrais.

SICOB  
Stand 2A219

KIS  
TECHNOLOGIE



# Revue des valeurs

## BOURSE DE PARIS

**T**OMBE du cocotier fortement secoué par la tempête Greenpeace, M. Charles Hertz n'aura pas été la seule victime des remous provoqués par cette affaire à rebondissement. Dès lors que ce scandale pouvait ébranler les hautes sphères de l'Etat, la Bourse de Paris, légitimement dans l'âme, même si elle n'en pense pas moins, a manifesté son malaise. Ce qui n'était jusqu'à présent qu'un simple clapotis venant mourir sur les marches du palais Brongniart s'est transformé cette semaine en rouleaux.

Comme chacun le sait, « la Bourse a horreur du vide », allusion aux échéances électorales de mars 1986, qui ont pour effet de neutraliser certaines initiatives d'investissement même si, chacun en convient, la nouvelle majorité qui sortira des urnes n'aura guère d'autre choix qu'entre la maîtrise de la rigueur et la poursuite de l'austérité. Cette semaine, le marché parisien a montré qu'il réagissait aussi à la peur des eaux troubles à un moment où un certain nombre d'éléments techniques (avalanche d'appels au peuple et d'introductions en Bourse), venus s'ajouter aux incertitudes politiques, lui permettent difficilement de maintenir la tête hors de l'eau.

Si la baisse de ces cinq séances est restée raisonnable (-1,2 %) en cette période de liquidation mensuelle, ponctuelle vendredi par un repli de 1,09 % de l'indice de liquidation (l'indice marquant une hausse de 22,9 % par rapport au début de l'année), on le doit au fond de résistance que connaît malgré tout la Bourse de Paris. « Ce marché ne me plaît pas du tout, affirms, d'ailleurs, ce financier de la rue Vivienne. Certes, le volume des transactions s'est sensiblement étoffé, puisque l'on est passé d'un volume de 250 à plus de 400 millions de francs sur les valeurs négociées au marché à règlement mensuel, mais c'est là la preuve que les investisseurs trouvent aisément ce qu'ils recherchent comme titres à vendre. »

Comme il faut se constituer des munitions dans la perspective des augmentations de capital, introductions

## Basses eaux

diverses à la cote officielle, au second marché - et du « papier » qui ne manquera pas d'être généreusement distribué en Bourse lors des événements « repréventifs », un constat que l'on trouve d'ores et déjà à plus de 100 milliards de francs, - les ventes prédominent. Ce qui est plus préoccupant, c'est que « l'étranger est redevenu », ainsi qu'on peut le constater en observant discrètement les mouvements de titres effectués par certaines charges travaillant traditionnellement pour compte britannique ou américain.

En face, on ne trouve qu'une catégorie d'acheteurs : les SICAV Money et quelques clients qui se rabattent sur des titres défensifs. S'agissant de sociétés holdings, compagnies d'assurances... A propos de ces dernières, on remarquera que si leurs activités « domages » peut souffrir de la série de catastrophes naturelles (tremblement de terre au Mexique), d'accidents (ferrovies et aériens) ou d'échecs optiques (le dernier en date, celui de la fusée Ariane survenue le 12 septembre coûtera plus de 11 millions de francs aux seules ACF), le secteur assurance-vie et produits de capitalisation continue, lui, à afficher de confortables bénéfices.

Pour clore ce chapitre « assurances », signalons une nouvelle qui semble avoir échappé à un certain nombre de boursiers, dissimulée qu'elle était dans un - dense - commentaire à propos du budget 1986 paru dans le quotidien vespéral de la rue des Italiens et, selon laquelle, « l'Etat va rendre - sans droit de vote - à des compagnies d'assurances, régularisées par de récents bénéfices, une petite partie de capital de quelques entreprises nouvellement nationalisées » (Le Monde du 20 septembre). Oh ! rien de bien important... tout au plus 4 % ou 5 % de quelques grands groupes (CGE, Thomson, Saur, etc.), dont le produit viendra conforter des recettes budgétaires encore insuffisantes.

Semaine du 16 au 20 septembre

Parmi les rares valeurs à avoir échappé cette semaine à la morosité ambiante, on relèvera Maisons Phénix (+14 %), qui a bien besoin d'un coup de pouce. Pochain (+6 %), qui a vu ses pertes du premier semestre 1985 ramener à 39 millions de francs contre 184 millions pour les six premiers mois de 1984, Vallourec, Télécom, Schneider, Eurochem, avec des gains de 6 % à 10 %. Mais c'est sans doute la très bonne tenue de Dassault qui aura retenu l'attention.

Landi, le titre phénix pour le nez après la décision des Saoudiens de privilégier les quatre appareils britanniques Tornado aux Mirage-2000 proposés par la firme française. Mais la société des Avions Marcel Dassault opérant mercredi un décollage vertical (+12 %) après la prise en compte d'un certain nombre d'éléments favorables : l'inscription au budget de la défense d'une ligne portant commande de trente-cinq Mirage-2000, des espoirs raisonnables placés dans la navette spatiale européenne Hermes et, enfin, des commentaires favorables publiés par un cabinet d'analyse spécialisé. Extrayant dans son sillage la firme du « fiction », Electronique Serge Dassault, cotée sur le second marché, Avions Dassault a également donné une impulsion à CSF (Thomson). Cette dernière place aussi quelques espoirs dans son système de transmission RITA, qu'elle s'efforce de placer auprès du Pentagone en essayant d'évincer le Britannique Plessey de ce contrat évalué à plus de 40 milliards de francs.

Pour le marché à règlement mensuel (RM), on se poursuit l'opération de maintien de cours du groupe Mimiran sur les titres Orléans et Caby, dont il décline à présent près de 30 %, ce dernier titre clôturant la séance de vendredi à 170 F, nettement au-dessus du cours de reprise proposé (160 F). Ce qui semble indiquer que pas de porteurs présentent leurs titres à l'offre, préférant garder le « papier » dans l'espoir d'un énergique redressement du numéro un français de charcuterie-salaison.

SERGE MARTL

## BOURSES ÉTRANGÈRES

### NEW-YORK

En baisse

L'indice des valeurs industrielles a terminé avec des déclin de 9,74 points par rapport à la clôture de vendredi dernier, à 1 297,93. Selon les analystes, les investisseurs qui espéraient pouvoir décaler une évolution de l'économie à la lumière des statistiques publiées cette semaine ont à nouveau été déçus et la Bourse a principalement fluctué en fonction de considérations d'ordre technique.

	Cours 13 sept.	Cours 20 sept.
Alcoa	38 3/4	33 1/4
AT&T	21	21 1/4
Bear	46 1/2	47 1/2
Chrysler	51 7/8	51 5/8
Du Pont de Nemours	56 1/8	56 7/8
Eastman Kodak	43 1/4	43 1/8
Exxon	51 1/4	49 7/8
Ford	44 1/4	43
General Electric	60	58 7/8
General Motors	83 3/8	83
IBM	127 1/2	126 3/4
ITT	32 3/4	32 7/8
Johnson & Johnson	52 1/2	52 1/4
McDonald	45 5/8	45 1/4
Pfizer	34	33 3/4
Schlumberger	35 3/8	35 1/4
Texas	52 1/8	52 1/4
Union Carbide	32 3/4	32 3/4
US Steel	29 7/8	30 1/4
Westinghouse	38 3/8	38
Xerox Corp	50 1/2	51 1/4

### LONDRES

En repli

Les résultats de sociétés et les rumeurs et contre-rumeurs d'OPA ont à nouveau dominé la tendance cette semaine au Stock Exchange de Londres, où l'indice des valeurs industrielles a fluctué de part et d'autre de la barre des 1 000 points avant de clôturer en baisse de 9,7 points sur la semaine, à 1 002,2. Les résultats trimestriels supérieurs aux prévisions de British Telecom ont apporté un soutien tardif au secteur électronique. Mais Plessey a été déprimé par un rapport défavorable d'analystes boursiers et par des rumeurs selon lesquelles les Etats-Unis adopteraient le système français de radio-télévision RITA de préférence au sien (Philips).

Allez, la spéculation selon laquelle une réforme fiscale en Australie mettrait fin à l'OPA de Elders sur Allied-Lyons a entraîné une baisse des bourses, alors que Argyl Group (alimentation) a rebondi sous l'effet des rumeurs selon lesquelles Distillers pourrait lancer une contre-OPA sur elle.

Indice « FT » : industrielles : 1 002,2 contre 1 011,9 ; mines d'or : 310,6 contre 317,3 ; fonds d'Etat : 83,39 contre 82,94.

	Cours 13 sept.	Cours 20 sept.
Bechtel	331	333
Bombardier	341	336
Brit. Petroleum	543	536
Chrysler	185	190
Courtauld	147	147
De Beers (*)	440	438
Free State Ged. (*)	21 7/8	21 3/8
Glaxo	13 17/16	13
Gl. Univ. Stores	858	863
Imp. Chemical	644	647
Shell	706	675
Unilever	10 45/64	10 1/2
Vickers	280	290
War Loan	36	36 1/8

### TOKYO

Nette hausse

La Bourse de Tokyo a connu une évolution irrégulière cette semaine, avec un fort gain de l'indice Dow Jones des 225 valeurs vedettes et une moindre performance de l'indice général du marché de Tokyo. L'indice Dow Jones, qui s'était adjugé 131,85 yens la semaine précédente, a progressé de 147,31 yens depuis à 12 733,01 yens samedi, tandis que l'indice général japonais, 3,61 points à 1 012,99 après son avance de 16,77 points la semaine précédente.

	Cours 13 sept.	Cours 20 sept.
Akai	390	361
Bridgestone	548	555
Canon	1 010	1 020
Fuji Bank	1 590	1 590
Honda Motors	1 330	1 310
Mitsubishi Electric	1 250	1 220
Mitsubishi Heavy	419	437
Sony Corp.	3 720	3 730
Toyota Motors	1 150	1 170

### FRANCFORT

Nouveau progrès

La tendance a été très ferme cette semaine sur le marché des actions de Francfort qui a enregistré vendredi un nouveau niveau record. L'indice de Commerzbank a atteint 1 552,8 points, soit 45,2 de plus que vendredi dernier. La demande de la clientèle allemande et étrangère s'est concentrée sur les électrotechniques, chimiques et bancaires.

	Cours 13 sept.	Cours 20 sept.
ABG	141,50	145,40
BASF	223,80	228,90
Bayer	222	228,70
Commerzbank	214	228,30
Deutschebank	584,50	612,80
Hoechst	219	222,60
Karstadt	262,50	275
Mannesmann	219,50	220,50
Siemens	573,50	614,50
Volkswagen	342	342,50

## MILAN

### Vague d'achats sans précédent

La Bourse des valeurs de Milan connaît, depuis le début de l'année, une vague d'achats sans précédent, entraînant une hausse de 71 % de l'indice, tandis que le volume quotidien d'affaires a triplé. Marché traditionnellement strict, la Bourse de Milan est méconnaissable, et les analystes du marché financier doivent remonter à 1975 pour trouver un exemple comparable sur le Stock Exchange de Londres. La capitalisation boursière a dépassé cette semaine 82 000 milliards de francs (410 milliards de francs) ; elle atteignait tout juste 35 000 milliards de francs fin 1983, et 10 000 milliards de francs (50 milliards de francs) en 1979.

Le volume quotidien d'affaires se situe entre 150 et 200 milliards de francs, trois fois plus qu'à l'automne 1984. La moitié au moins des transactions sont effectuées par les fonds d'investissement de droit italien, autorisés depuis septembre 1984 et qui sont l'objet d'un véritable engouement du public. Toutes les valeurs bénéficient de cette hausse, les « locomotives » étant les valeurs sûres, comme Fiat, Montedison, Pirelli et la SIP (Compagnie du téléphone), dont l'émission de 70 millions d'actions, lundi dernier sur le marché italien, a été souscrite en une seule journée, dans l'enthousiasme général.

Non sans quelque perplexité, une publication spécialisée : la

Lettre financière, relève que la Bourse a totalisé, l'an dernier, 2 650 milliards de francs (13 milliards de francs) de bénéfices. « La place financière multiplie le bénéfice par trente », écrit-elle. C'est ainsi que le sidérurgiste privé Falck capitalise soixante-dix fois ses pertes, et qu'une modeste compagnie d'assurances, la Latina, capitalise sans raison apparente cent fois son bénéfice. Le titre du premier assureur italien, les Generali, approche les 65 000 francs, alors que ceux qui le donnaient à 50 000 francs au début de l'année passaient pour des illuminés.

Trois facteurs, selon les experts, expliquent cette flamboyance : l'argent est facile et abondant. La plupart des groupes se sont inscrits en bénéfice en 1985 ou ont réduit leurs pertes. Enfin, plusieurs groupes procèdent à des augmentations de capital et à des émissions d'emprunts obligataires qui attirent de nombreux investisseurs. Ce mouvement de hausse a été accentué par la privatisation partielle de l'industrie et du crédit publics.

Deux échéances devraient contribuer à maintenir ce rythme de croissance : une importante augmentation de capital de l'Agricoltura Finanziaria, holding financière du groupe Foruzzi, et l'accord conclu entre Fiat et Ford-Europe, donné pour probable avant la fin de l'année et attendu avec impatience par le marché. - (AFP.)

## LONDRES

### Des valeurs mobilières au rayon des chaussettes...

Un pas important vers la diffusion de l'actionnariat dans le grand public a été franchi en Grande-Bretagne avec l'ouverture d'un rayon de vente d'actions dans un grand magasin londonien par les agents de change Quilter Goodison. « Il est maintenant aussi facile d'acheter des valeurs mobilières que des chaussettes ou des chaussures », selon la publicité de Quilter Goodison, qui a installé un rayon de vente de titres, relié par téléphone à son bureau du Stock Exchange, dans le grand magasin Debenhams d'Oxford Street, l'une des grandes rues commerçantes de la capitale. Les clients, reliés à la Bourse par radio et par des systèmes télématiques, pourront acheter et vendre des titres, tout en recevant gratuite-

ment divers renseignements financiers. Les opérations auront quand même un coût : une commission de 1,65 %, sur une transaction minimale de 15 livres.

Quilter Goodison veut essayer de détruire l'image traditionnelle de l'agent de change - « col blanc, montre de gousset, pépin et attaché-case » - pour en faire un conseiller accessible au grand public et capable de rendre toute une série de conseils financiers, a déclaré un représentant de la firme. M. Tony Richards. « Nous entendons répondre à la question : « Que dois-je faire de mon argent ? », a souligné Sir Nicholas Goodison, président du Stock Exchange et de Quilter Goodison, au cours de la cérémonie d'ouverture du nouveau rayon. - (AFP.)

## Valeurs à revenu fixe ou indexé

	20-9-85	Diff.
4 1/2 % 1973	1 592	- 9
10 % 1975	8 248	- 142
10,30 % 1976	97,58	+ 0,02
PM 10,6 % 1976	98	inch.
8,80 % 1977	122,89	+ 0,09
10 % 1978	98	+ 0,30
9,80 % 1978	98,40	+ 0,05
9 % 1979	94,30	+ 0,05
10,80 % 1979	99,92	+ 0,13
10 % 1979	100,40	+ 0,05
13,80 % 1980	105,71	+ 0,10
16,75 % 1981	110,50	+ 0,13
16,20 % 1982	117,35	+ 0,06
16 % 1983	115,15	+ 0,08
15,75 % 1983 (1)	115,27	+ 0,18
CNE 3 %	4 079	- 79
CNE 5 % 5 000 F	101,70	+ 0,45
CNE 8 %	101,70	+ 0,45
CNE 5 000 F	102,30	inch.
CNE 5 000 F	101,70	- 0,35

(1) Compte tenu d'un coupon de 315 F.

## Filatures, textiles, magasins

	20-9-85	Diff.
André Rouffière	295	+ 10
BHV	501	inch.
CFAO	1 060	+ 25
Danar-Serviposte	1 820	- 15
Bic	1 399	- 21
DMC	228,50	+ 5,50
Galeries Lafayette	710	+ 2
La Redoute	1 406	- 95
Nouvelles Galeries	165	+ 1
Printemps	297,50	+ 10,5
SCOA	106,50	- 1

## Valeurs diverses

	20-9-85	Diff.
Accor	263,50	- 6,50
Agence Havas	829	+ 49
Argemont	915	- 21
Hoechst	694	+ 10
Bic	694	+ 1
CGIP	735	- 3
Club Méditerranée	483	- 28
Ballor	2160	+ 40
Europe 1	739	- 5
Hachette	1 490	- 30
L'Air Liquide	554	- 25
Nord-Hydro	2 400	+ 45
Navigation Maritime	119	+ 8,80
Nord-Est	104,40	+ 2,5
Pr. de la Cité (1)	1 890	+ 75
Sanofi	626	- 0
Sis Rousignol	1 582	- 98

(1) Compte tenu d'un coupon de 11 F.

## Produits chimiques

	20-9-85	Diff.
BASF (1)	721	+ 43,55
Bayer	710	+ 20
Hoechst	694	+ 10
Imp. Chemical	77,90	- 4,60
Institut Mérieux	1 898	+ 3
Laboratoire Belloc	1 280	- 23
Nord-Hydro	119	+ 8,80
Roussel-Uclaf	1 471	- 27

(1) Compte tenu d'un droit de 6,55.

## Matériel électrique services publics

	20-9-85	Diff.
Alstom-Atlantique	315	+ 14,9
CTI-Alcatel	1 198	- 12
Crouzet	214	+ 17
Général des Eaux	619	- 15
IBM	1 120	- 33
Interchemie	1 997	- 133
ITT	2 388,50	- 5,5
Léonard	2 128	+ 35
Lyonnais des Eaux	813	- 12
Matra	1 715	- 3
Meris-Oris	2 018	- 52
Moteurs Leroy-Somer	645	- 16
Moulinex	74	- 3,20
Philips	135,50	+ 0,5
PM Labinal	461	+ 6
Radiorécepteur	311	+ 10
SEB	372	- 10
Signaux	549	- 13
Télécom	2 028	- 108
Thomson-CSF	543	+ 13
Schlumberger	303,50	- 10,5
Siemens	1 865	+ 80

## Bâtiment, travaux publics

	20-9-85	Diff.
Axill. d'entreprises	1 048	+ 5
Bouygues (1)	720	- 20
Ciments Français	309	- 11
Dumez (2)	765	- 29
CTM	28 450	- 5,5
J. Lefebvre	317	- 7
Lafarge	582	- 17
Maisons Phénix	178	+ 22
Poliet et Chausson	583	- 12
SCRS	115	- 1
SGE-SB	60,20	+ 2,2

(1) Compte tenu d'un droit de 126 F.

(2) Compte tenu d'un droit de 99,30 F.

## Banques, assurances sociétés d'investissement

	20-9-85	Diff.
Bail Equipement	350	+ 1
Banque (Cie)	630	- 7
Cetecum	637	- 3
Chargers SA	710	+ 17
CFI	585	+ 20
Eurafrance	1 628	+ 30
Hélin (La)	465	- 10
Imat. P. Monceau	438	+ 15
Calderas Lafayette	388	+ 4
Loctidus	839	+ 19
Midil	3109	+ 39
Midland Bank	299	+ 5
O. (Crm. Fin.)	1 093	- 2
Parisiens de récess.	1 005	- 68
Préfin	1 170	- 20
Schneider	240	+ 15
UCB	294	- 22

## Mines d'or, diamants

	20-9-85	Diff.
Anglo	601	- 14
Anglo-American	106,50	+ 0,60
Bul. Gold M.	236	- 11,5
De Beers	38,05	- 1,95
Drief. Cons.	161,58	- 7,60
Free State	186,50	- 3,70
Gencor	87,50	- 4,5
Gold Fields	52,40	- 1,5
Harmony	90,05	- 5,65
President Brand	170,50	- 2,5
Randfontein	685	- 21
Saint-Helena	105	- 5,6
Western Deep	241	- 2,5
Western Holding	228	+ 2,70

## MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 13 sept.	Cours 20 sept.
Or fin 999,9 en barre	92 050	90 770
Or fin 999,9 en lingot	91 850	90 900
Plaque française (20 g.)	547	536
Plaque française (10 g.)	405	391
Plaque suisse (20 g.)	556	546
Plaque suisse (10 g.)	408	392
Plaque italienne (20 g.)	538	529
Plaque italienne (10 g.)	376	368
Souverain Elizabeth II	605	595
Or d'Indonésie	678	668
Plaque de 20 dollars	3 708	3 670
a = 10 dollars	2 000	2 030
a = 5 dollars	1 200	1 400
a = 10 pence	3 435	3 370
a = 20 pence	660	648
a = 10 shillings	680	648
a = 5 couronnes	405	405

## Alimentation

	20-9-85	Diff.
Bégine-Sey	260	+ 6,10
Bongrain	1595	inch.
BSN G. Danois	2130	- 95
Carrefour	2255	- 70
Casino	678	+ 22
Cédis	671	- 29
Eurochemie	1200	+ 125
Guyenne et Gasc.	390	+ 7
Leclerc	591	- 14
Leclerc	1510	- 110
Mots-Hennessy	1931	- 10
Nestlé	28 410	+ 360



## A large, bold, black letter 'B' with a white outline, set against a dark, textured background. The letter is the central focus of the image, rendered in a thick, sans-serif font. The background is dark and grainy, with some lighter, speckled areas. The overall effect is high-contrast and graphic.

# J'ECONOMISE



هكذا من الأصل

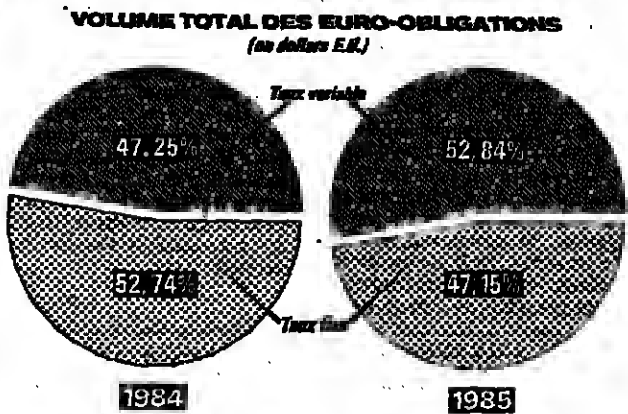


# Crédits - Changes - Grands marchés

## L'euromarché

### Suprématie incontestée des émissions à taux variable

Au cours d'une semaine où l'activité primaire a battu tous ses précédents records, toutes monnaies confondues, c'est le formidable équivalent de près de 5 milliards de dollars qui a vu le jour en l'espace de cinq jours, les émissions à taux d'intérêt variable se sont particulièrement mises en vedette. Du coup, et pour la première fois dans l'histoire du marché international des capitaux, les euro-émissions à taux variable ont été, cette année, plus importantes que celles à taux fixes dans le seul secteur libellé dans la devise américaine. Ces dernières se sont élevées depuis le 1<sup>er</sup> janvier dernier à 31 milliards de dollars tandis que les émissions à taux fixes ont atteint 35 milliards, soit près de 53 % du total, ainsi que l'illustre le graphique ci-dessous.



L'irrésistible expansion du marché des euro-obligations à taux variable est la conséquence de trois principaux facteurs. Premièrement, les eurobanques ont été renforcées d'un nombre important d'opérations antérieures parce qu'elles ont bénéficié de conditions plus avantageuses cette année. Deuxièmement, les banques internationales ont découvert que cet instrument pouvait être utilisé pour générer des fonds propres et en ont fait grand usage. Troisièmement, parce que moins chères et plus souples que les prêts bancaires traditionnels, les émissions à taux variable se sont en grande partie substituées au marché des eurocrédits dont le déclin s'est accéléré.

Ce troisième point a été mis en évidence cette semaine avec un eurocrédit à taux flottant de 2,5 milliards de dollars offert par le Trésor de Sa Très Gracieuse Majesté britannique. C'est de loin la plus grande transaction internationale jamais proposée en une seule tranche. Au vu de son succès, on peut d'ores et déjà affirmer que c'est la fin de l'émission de dette de l'année 1985. D'une durée de sept ans, l'emprunt sera financé au pair et portera un intérêt semestriel qui sera le taux interbancaire demandé à Londres sur les dépôts en eurodollars à trois mois (Libid). Le tout, qui est assorti d'une commission pour les banques totalisant 0,60 %, représente pour l'emprunteur un coût annuel de quelque 4 points de base inférieur au Libor. Compte tenu de la qualité exceptionnelle du débiteur, les conditions demeurent avantageuses pour les prêteurs. Ils l'ont

emporté sur Warburg, la banque d'affaires britannique. Celle-ci aura quand même la consolation de se partager avec le Crédit Suisse-First Boston les quelques 2 millions de dollars de préjudice réservés aux deux chefs de file. Deuxièmement, la relative générosité des conditions parait préparer d'autres euro-émissions obligataires du Royaume-Uni : il faut, en effet, toujours laisser un bon souvenir derrière soi lorsqu'on a l'intention de revenir solliciter le marché dans un avenir plus ou moins proche. Or le Trésor britannique, qui a procédé à la présente transaction pour regarnir ses réserves en devises, a touché à 6,5 milliards de dollars, pourrait faire face à des jours encore plus sombres avec la perspective d'une chute supplémentaire du prix du pétrole au cours des mois à venir. Enfin, l'aisance et la rapidité avec lesquelles une opération d'une telle ampleur a pu être menée démontrent l'efficacité sans pareil des euro-emprunts obligataires à taux variable et expliquent leur suprématie actuelle.

**Taux synthétiques**  
Le Crédit national a également lancé une euro-emission à taux flottant mais en choisissant comme support la devise de la CEE. Garantie par la République française et d'un montant de 175 millions d'ECU, elle s'étendra sur dix ans et portera un intérêt semestriel de 0,0625 % au-dessus du Libor à trois mois. Son originalité a été d'avoir été offerte non pas au pair comme il en va tra-

ditionnellement dans ce domaine, mais à un prix de 100,05 bien que l'emprunteur se réserve le droit de rembourser par anticipation son emprunt à 100 après un an. En compensation, la commission bancaire qui, sur un prix au pair, n'aurait été que de 8 points de base (0,08 %) a été fixée à 13 points (0,13 %).

Le marché monétaire de l'ECU souffre encore d'un manque de liquidité. Néanmoins, le Crédit national et l'Arbeitsbank, qui dirige l'émission, sont persuadés que, dans la foulée de la croissance phénoménale qu'a connue le marché des capitaux en ECU au cours des deux dernières années, il est nécessaire de développer maintenant le marché monétaire. Pour ce faire, les euro-obligations à taux variable paraissent l'instrument le mieux adapté pour attirer, non pas le denier belge, mais trois types de prêteurs : la multitude des banques disposant d'excédents de dépôts en ECU, les SICAV et autres fonds de gestion destinés à être revendus à la clientèle privée et les directeurs financiers d'entreprises qui disposent de plus en plus d'ECU à placer à court terme.

L'absence de liquidité oblige les emprunteurs à payer davantage pour drainer des capitaux à taux variable en ECU que sur des emprunts de même type libellés en dollars. Il est, par conséquent, encore plus difficile de lever sur le marché euro-obligataire des fonds en ECU à un coût inférieur au Libor. Pour pallier cet inconvénient, la BNP a décidé de lancer un emprunt de 150 millions d'ECU et d'une durée de dix ans à New-York basé sur une formule entièrement nouvelle. Le taux d'intérêt variable nominal sera celui du Libor sur les dépôts en ECU à trois mois sans l'addition d'aucune marge. Mais la BNP, à l'issue d'opérations contractuelles avec des investisseurs américains spécifiques, recevra en fin de compte des ECU dont le coût sera inférieur de 30 points de base au taux du Libor sur les ECU à trois mois.

Ce sont les prêteurs américains qui, par le jeu de transformations ECU/dollars sur les marchés des changes au comptant et à terme, permettront de parvenir à cet objectif. La BNP ne sera, pour sa part, impliquée dans aucune opération de change. Elle se contentera de passer avec les investisseurs concernés un contrat définissant un taux synthétique sur les dépôts en ECU à trois mois. Pour ce faire, la BNP adressera aux spéculateurs d'outre-Atlantique qui recherchent des ECU afin de réaliser éventuellement un gain de change sur la parité ECU/dollar. Pour y parvenir, ils sont disposés à prêter, en échange, à un taux inférieur au Libor. Au travers de cette première, la BNP entend tirer parti du vif appétit qui existe aux Etats-Unis pour des actifs libellés en devises autres que le dollar. L'emprunt BNP est dirigé par la banque américaine d'investissement Salomon Brothers.

Encore une semaine agitée sur les marchés des changes, où le dollar, après quelques oscillations assez brèves, a fini par fléchir assez sensiblement, revenant, à la veille du week-end, à près de 8,70 F et 2,85 DM. Tout au long de ces cinq jours, les cours du « billet vert » ont été suspendus aux nouvelles en provenance de l'économie des Etats-Unis, bonnes ou moins bonnes, avec, en bouquet, pour la fin de la semaine, l'annonce de l'estimation avancée pour la progression du PNB au troisième trimestre. Quant au franc, il se porte à merveille, grâce à un regain dans les entrées de capitaux, et la Banque de France peut recommencer à emplir les ECU.

Le métier d'opérateur sur les changes (cambiste) devient fatigant : tous ces derniers jours, il a fallu à ces spécialistes réviser chaque jour leur position, sans fil directeur véritable, si ce n'est des « impressions » plus ou moins vagues, en provenance du monde entier. Qu'on en juge : si lundi le dollar se contentait de glisser légèrement (des chiffres moins « bons » que prévu pour l'économie américaine), mardi, il « plongeait » brutalement à 8,75 F et 2,87 DM. Mercredi, le taux d'utilisation des capacités industrielles outre Atlantique n'avait que très faiblement augmenté en août (80,5 % contre 80,4 % en juillet et 80,6 % en mai et juin). Pas convaincant ! En outre, les opérateurs, attendant la publication, le vendredi à 14 h 30 (heure européenne) de l'estimation avancée sur la croissance du PNB américain au troisième trimestre, ne prévoyaient plus que 2,5 % de plus, contre 3,5 % huit jours auparavant.

Mercredi, puis jeudi, changement à vue. Outre une sensible augmentation des mises en chantier de logements en août (+ 6,2 %), les « gourous » rehausseraient leurs chiffres pour le PNB : 3 % à 4 % de progression.

Vendredi matin, en revanche, le « billet vert » retombait lourdement : les « gourous » révisaient en baisse le PNB à 2,5 %. Les dépenses des ménages avaient beau bondir de 1,2 % pour le mois d'août (contre 0,4 % en juillet), on voulait tenir davantage compte de la chute du record du taux d'épargne des ménages, au plus bas depuis 1959, et du gonflement de leur endettement, mauvais présages pour la croissance à venir.

Vendredi à 14 h 30, heure d'Europe, le verdict tombait : + 2,80 % pour le PNB américain. Une déception, qui faisait chuter modérément le dollar de 8,80 F à 8,70 F environ et de 2,89 DM à 2,85 DM. Du coup, s'éloignait la perspective d'un relèvement des taux d'intérêt aux Etats-Unis, malgré le nouveau gonflement de la masse monétaire (+ 3,6 milliards de dollars), ce qui la porte à plus de 16 milliards de dollars au-dessus des objectifs officiels. Si un durcissement de la politique de la Réserve fédérale paraît inéluctable à M. Albert Wollmer, économiste en chef de la First Boston, en liaison avec une progression de 3 % à 4 % sur une longue période, M. Preston Martin, vice-président de la Fed, ne s'inquiète guère du gonflement de la masse monétaire, puisque la vitesse de la circulation de la monnaie a diminué, ce qui, selon lui, retire tout caractère explosif et inflationniste au gonflement en question.

Les spécialistes en graphiques qui font état d'une forte résistance du dollar à 2,85 DM (8,70 F) -, « ou

## Les devises et l'or

### Rechute du dollar et fermeté du franc

Encore une semaine agitée sur les marchés des changes, où le dollar, après quelques oscillations assez brèves, a fini par fléchir assez sensiblement, revenant, à la veille du week-end, à près de 8,70 F et 2,85 DM. Tout au long de ces cinq jours, les cours du « billet vert » ont été suspendus aux nouvelles en provenance de l'économie des Etats-Unis, bonnes ou moins bonnes, avec, en bouquet, pour la fin de la semaine, l'annonce de l'estimation avancée pour la progression du PNB au troisième trimestre. Quant au franc, il se porte à merveille, grâce à un regain dans les entrées de capitaux, et la Banque de France peut recommencer à emplir les ECU.

Le métier d'opérateur sur les changes (cambiste) devient fatigant : tous ces derniers jours, il a fallu à ces spécialistes réviser chaque jour leur position, sans fil directeur véritable, si ce n'est des « impressions » plus ou moins vagues, en provenance du monde entier. Qu'on en juge : si lundi le dollar se contentait de glisser légèrement (des chiffres moins « bons » que prévu pour l'économie américaine), mardi, il « plongeait » brutalement à 8,75 F et 2,87 DM. Mercredi, le taux d'utilisation des capacités industrielles outre Atlantique n'avait que très faiblement augmenté en août (80,5 % contre 80,4 % en juillet et 80,6 % en mai et juin). Pas convaincant ! En outre, les opérateurs, attendant la publication, le vendredi à 14 h 30 (heure européenne) de l'estimation avancée sur la croissance du PNB américain au troisième trimestre, ne prévoyaient plus que 2,5 % de plus, contre 3,5 % huit jours auparavant.

Mercredi, puis jeudi, changement à vue. Outre une sensible augmenta-

tion des mises en chantier de logements en août (+ 6,2 %), les « gourous » rehausseraient leurs chiffres pour le PNB : 3 % à 4 % de progression.

Vendredi matin, en revanche, le « billet vert » retombait lourdement : les « gourous » révisaient en baisse le PNB à 2,5 %. Les dépenses des ménages avaient beau bondir de 1,2 % pour le mois d'août (contre 0,4 % en juillet), on voulait tenir davantage compte de la chute du record du taux d'épargne des ménages, au plus bas depuis 1959, et du gonflement de leur endettement, mauvais présages pour la croissance à venir.

Vendredi à 14 h 30, heure d'Europe, le verdict tombait : + 2,80 % pour le PNB américain. Une déception, qui faisait chuter modérément le dollar de 8,80 F à 8,70 F environ et de 2,89 DM à 2,85 DM. Du coup, s'éloignait la perspective d'un relèvement des taux d'intérêt aux Etats-Unis, malgré le nouveau gonflement de la masse monétaire (+ 3,6 milliards de dollars), ce qui la porte à plus de 16 milliards de dollars au-dessus des objectifs officiels. Si un durcissement de la politique de la Réserve fédérale paraît inéluctable à M. Albert Wollmer, économiste en chef de la First Boston, en liaison avec une progression de 3 % à 4 % sur une longue période, M. Preston Martin, vice-président de la Fed, ne s'inquiète guère du gonflement de la masse monétaire, puisque la vitesse de la circulation de la monnaie a diminué, ce qui, selon lui, retire tout caractère explosif et inflationniste au gonflement en question.

Les spécialistes en graphiques qui font état d'une forte résistance du dollar à 2,85 DM (8,70 F) -, « ou

un peu plus bas : s'il ne casse pas les 2,85 DM, il peut tenir », ne voient guère de possibilités de hausse si le « billet vert » ne réussit pas à franchir 2,87 DM.

Le franc français n'a fait preuve d'une fermeté remarquable, notamment vis-à-vis du mark, sans être autrement influencé par les palinodies politiques de l'affaire Greenpeace. L'annonce d'un quasi-équilibre de la balance commerciale en août et la publication d'un projet de budget très bien accueilli à l'extérieur de nos frontières ont provoqué un nouvel afflux de capitaux étrangers. Bien plus, la durée de placement de ces capitaux, qui, pendant l'été, était revenue à un mois, voire au jour le jour, s'est nettement allongée, à deux ou trois mois.

La Banque de France a dû intervenir en achetant du mark pour l'empêcher de descendre en dessous de 3,0475 F. La baisse d'un quart de point du taux d'intervention de la Banque de France, répercutée immédiatement sur l'eurofranc, a, en fin de compte, refroidi l'enthousiasme. Il est vrai qu'à 9 1/4 - 9 1/2 % sur ces durées l'eurofranc offre la meilleure rémunération d'Europe en taux réel. Beaucoup diront que c'est trop cher, naïvement à l'économie, et que le franc artificiellement tenu en place se réévaluera par rapport au mark depuis plus de deux ans : passe encore de l'empêcher de glisser, mais le pousser à la réévaluation, c'est contre nature.

FRANÇOIS RENARD.

## COURS MOYENS DE CLOTURE DU 16 SEPTEMBRE AU 20 SEPTEMBRE

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	\$E.U.	Franc français	Franc suisse	D. mark	Franc belge	Flaie	Lira italienne
Londres	---	---	---	---	---	---	---	---
New-York	---	---	---	---	---	---	---	---
Paris	---	---	---	---	---	---	---	---
Zurich	---	---	---	---	---	---	---	---
Frankfurt	---	---	---	---	---	---	---	---
Bonn	---	---	---	---	---	---	---	---
Amsterdam	---	---	---	---	---	---	---	---
Wien	---	---	---	---	---	---	---	---
Tokyo	---	---	---	---	---	---	---	---

A Paris, 100 francs étaient cotés, le vendredi 20 septembre 3,6173 F contre 3,6536 F le vendredi 13 septembre.

## Marché monétaire et obligataire

### Inquiétude

Que se passe-t-il sur le marché financier français ? Pour la première fois depuis de nombreuses années, on a vu cette semaine les rendements des obligations monter et les cours baisser, à l'annonce d'une réduction du taux d'intervention de la Banque de France, ramené, jeudi, de 9 5/8 % à 9 3/8 %, en diminution d'un quart de point. C'est dire qu'une telle mesure, normalement accueillie par une baisse des rendements et une hausse des cours, n'a pas reçu l'accueil prévu, et ceci pour plusieurs raisons.

La première est qu'elle avait été largement anticipée, « téléphonée », comme on dit en argot de bourse, et ceci, dès le début de la semaine. Tout s'y prêtait. Comme nous le disions la semaine dernière, les taux sont trop élevés en France (à cause du franc), et les rendements avaient monté en août, alors que la désinflation bat son plein, + 0,1 % de hausse des prix en août.

Les pouvoirs publics n'attendaient qu'un signe pour reprendre le processus de détente des taux interbancaires provisoirement en juillet dernier, et ce signal fut donné par l'annonce d'une balance commerciale équilibrée en août. Ce fut donc la réduction du taux d'intervention de la Banque de France, ramené à son niveau le plus bas depuis le 18 juillet 1979. Comme tout le monde le prévoyait sur la place de Paris, même la presse (*Le Monde* du 19 septembre), son effet avait été largement escompté. En outre, beaucoup jugeaient cette réduction trop timide, et auraient souhaité 3/8 % de baisse, voire un demi-point.

La deuxième raison est que l'inquiétude a gagné certains secteurs

du marché, notamment les gérants et responsables de SICAV court terme. Une fois de plus, comme en décembre de l'année dernière, avec l'annonce ministérielle et inopinée du projet de création de certificats de dépôts, une telle inquiétude, beaucoup moins brutale et tout à fait diffuse, entraîne une sorte de « gel » de liquidités, bien que ces dernières soient redevenues plus abondantes que fin juillet, grâce à la « diète » du mois d'août, au versement des coupons et au flux constant en provenance des SICAV court terme. Ce qui redoute le marché, en fait, ce sont les nouveaux projets de la Rue de Rivoli sur l'élargissement du marché monétaire et l'introduction du papier commercial.

S'il est douteux que le papier commercial puisse être mis en place le 15 octobre prochain, comme on l'envisage rue de Rivoli, en revanche, l'achoc de tous au marché de bons du Trésor en compte courant serait susceptible d'apporter quel que soulagement, plus ou moins importants, ce qui inhibe les initiatives et incite à rester l'arme au pied, avec des placements très liquides.

Sans doute certains exagèrent-ils l'importance de ces bouleversements : sur les 20 milliards de francs de certificats de dépôts émis par les banques à ce jour, 350 millions de francs seulement ont été souscrits par les entreprises, le reste étant du papier entre banques. Il n'y avait donc pas de quoi en faire un épouvantail, comme le fit la Bourse en ce jour noir du 6 décembre 1984 : les entreprises allaient quitter ce masse le SICAV de trésorerie pour se ruer sur les certificats.

Mais le malaise demeure, comme en témoigne le niveau élevé de ren-

dements en fin de semaine, 10,84 % contre 10,90 % pour les emprunts à plus de sept ans, 10,49 % contre 10,57 % pour ceux à trois ans, et 12,07 % contre 12,10 % pour le secteur public, selon l'indice Paribas.

Dans ces conditions, l'emprunt d'Etat de 15 milliards de francs lancé à la fin de la semaine dernière n'est une vraie « glu » dans le sens où un emprunt qui se place est réputé « coller aux doigts » des réseaux de placement. A la veille du week-end, certains courtiers avaient même la trache à taux fixe n'était soustraite qu'à 40 % (80 % selon le coiffeur de file, le Crédit agricole) et que le Trésor allait accorder des délais de paiement (en principe au 30 septembre). Nouveau démenti. Certes, cette tranche, seuserie essentiellement par les particuliers (75 %) contre 25 % pour les investisseurs institutionnels, se placera, mais elle « mureira » beaucoup moins bien que celle à taux variable, destinée à 90 % aux SICAV et FCP de court terme.

Dans l'immédiat, en n'entrevoit guère de signe d'amélioration, et on irait plutôt vers un « gel » à l'approche des élections. Sur le tard, les propos de M. Lebourg, directeur du Trésor, faisant état de 90 à 100 milliards de besoins de l'Etat pour l'année, ont jeté un froid, puisque cela suppose une ponction d'une trentaine de milliards d'ici la fin de l'année. Ajoutons que le remboursement de l'emprunt obligataire de juin 1983 avancé de juin 1984 à janvier 1985 va obliger le Trésor à emprunter lui-même les 18 milliards correspondants (intérêts compris). C'est beaucoup, tout cela...

F. R.

## Les matières premières

### Baisse des métaux, hausse des denrées

En général, le volume d'affaires sur les marchés commerciaux a été peu étoffé cette semaine, ce qui a pu accentuer un certain nombre de mouvements. Toutefois, le climat est resté incertain, et les écarts irréguliers du dollar se sont reportés sur les cours. En même temps, une pression s'est exercée sur la plupart des métaux sensibles à l'évolution de l'économie américaine.

**MÉTALUX.** - La situation des stocks de cuivre tant à Londres qu'à New-York a déprimé les marchés du métal rouge. A l'exception de l'étain, soutenu par le directeur du stock du Conseil International de l'étain et en raison de l'état du siège instable en Bolivie, tous les autres métaux ont été ternés à faibles : plomb, zinc et aluminium. Le gonflement des stocks de nickel a accentué la tendance déjà faible de ce métal, qui a retrouvé ses plus bas niveaux depuis dix-huit mois. La cessation d'achats de soutien aurait également incité des ventes spéculatives.

**DENRÉES.** - Situation inverse à celle des métaux sur les marchés de produits agricoles. Le café s'est nettement raffermi. Le cacao est resté soutenu à ferme en raison de la crainte d'une extension de la maladie du « pod rot » dans cer-

taines régions cacaoyères. La fermeté de la livre sterling contre le dollar a également servi le cacao, au plus haut à Londres depuis quatre mois.

## LES COURS DU 20 SEPTEMBRE 1985

(Les cours entre parenthèses sont ceux de la semaine précédente.)

**MÉTALUX.** - Londres (en sterling par tonne) : cuivre (high grade), comptant, 978 (1 051) ; à trois mois, 1 002,5 (1 068) ; étain comptant, 1 377 (9 145) ; à trois mois, 9 111 (9 165) ; plomb, 289,25 (301) ; zinc, 502 (525) ; aluminium, 731,5 (767) ; nickel, 3 265 (3 550) ; argent, (en once par once troy), 456,5 (465). - New-York (en cents par livre) : cuivre (premier terme), 58,05 (59,70) ; argent (en dollars par once), 6,030 (6,026) ; platine (en dollars par once), 301,50 (312,80). - Pérou : étain (en ringgit par kilo), 30,05 (29,67).  
**TEXTILES.** - New-York (en cents par livre) : coton, octobre, 60,20 (58,63) ; décembre, 59,50 (58,45). - Sydney (en cents par kilo), laine (premier terme), octobre, 61,3 (61,5). - Roubaix (en francs par kilo), laine, octobre, 52 (53,70).  
**CAOUTCHOUC.** - Kuala Lumpur (en cents par kilo) : RSS (comptant), 183 (183).  
**DENRÉES.** - New-York (en cents par lb) : café pour le cacao, en dollars par tonne) : cacao, décembre, 2 248 (2 156) ; mars, 2 308 (2 206) ; sucre,

octobre, 517 (517) ; janvier, 531 (534) ; café, décembre, 138 (133,70) ; mars, 139,65 (135,70). - Londres (en livres par tonne, sauf pour le sucre en dollars) : sucre, octobre, 140,03 (134,80) ; décembre, 144 (138,80) ; café, novembre, 1 674 (1 647) ; janvier, 1 715 (1 684) ; cacao, décembre, 1 813 (1 785) ; mars, 1 836 (1 804). - Paris (en francs par quintal) : cacao, décembre, 2 125 (2 085) ; mars, 2 145 (2 115) ; café, novembre, 1 940 (1 895) ; janvier, 1 995 (1 960) ; sucre (en francs par tonne), décembre, 1 520 (1 555) ; mars, 1 535 (1 565). - Tournefort de soja : Chicago (en dollars par tonne), décembre, 135,90 (133,50) ; janvier, 137,30 (135,10). - Londres (en livres par tonne), octobre, 125 (122) ; décembre, 126,50 (122,10).  
**CÉRÉALES.** - Chicago (en cents par boisseau) : blé, décembre, 289,25 (293) ; mars, 295,75 (301) ; maïs, décembre, 218,25 (218,75) ; mars, 228,25 (229).  
**INDICES.** - Moody's, 880,30 (879,00) ; Reuters, 1 726,50 (1 740,70).



EN VISITE A WASHINGTON

## Le cardinal Glemp souhaite la levée des sanctions économiques contre la Pologne

De notre correspondant

Washington. — En « visite pastorale » aux Etats-Unis depuis mardi dernier, le cardinal Glemp y a implicitement défendu, vendredi 20 septembre, le droit de Solidarité à une existence légale. Reprenant un thème longuement développé par le pape en juin 1983, lors de sa deuxième visite dans sa patrie, le primate de Pologne a en effet vu dans la diversité et l'unité des disciples du Christ le fondement biblique d'une « loi de la vie sociale dans le bénéfice ne peut être refusé à quiconque » : le droit d'association.

Ce droit, a-t-il dit dans l'homélie qu'il prononçait à la cathédrale St-Matthieu, à Washington, « a ses racines dans chaque famille » et « habite ceux qui veulent se réunir pour de bonnes raisons à rejoindre différentes organisations sociales ». Au cours d'une conférence de presse tenue quelques heures plus tard, le cardinal a également rendu un hommage personnel à M. Walesa, décrit comme la personnalité « la plus compétente et la plus responsable » du syndicat disson.

Opposant une éciésiastique langue de bois à toutes les tentatives

pour lui arracher de véritables déclarations politiques, le primate n'est pas allé plus loin dans l'audace, respectant ainsi la tradition qui interdit aux dignitaires de l'Eglise polonaise de critiquer de l'étranger les autorités officielles. Le gouvernement de Varsovie pourra même trouver consolation à l'homélie de St-Matthieu dans la réitération par le cardinal Glemp de sa critique des « injustes » sanctions économiques américaines contre la levée complète des sanctions économiques. « marquer le début d'une période de bonne collaboration » entre les deux peuples. Autre motif de satisfaction pour le régime polonais : le primate n'a pas hésité à évoquer avec désapprobation « le petit nombre de prêtres [polonais] qui préfèrent prononcer des sermons politiques plutôt que de prêcher l'Evangile ».

Sans indiquer les raisons de son optimisme, le chef de l'Eglise polonaise a enfin affirmé que les discussions en cours depuis deux ans et demi sur la création — à partir de capitaux réunis par les évêques des pays de l'Ouest — d'un fonds d'aide à l'agriculture polonaise aboutiraient « à une issue positive dans les prochaines semaines ». Le

cardinal a néanmoins nié tout lien direct entre sa visite et ce projet et s'est abstenu de commenter l'idée, étudiée par Rockefeller Foundation, d'une fondation internationale pour l'agriculture de son pays : les deux choses, s'est-il contenté de dire, ne sont pas contradictoires.

Invité par la Conférence épiscopale américaine, le cardinal Glemp a confirmé qu'il ne rencontrerait, durant son séjour d'une semaine, aucun dirigeant des Etats-Unis. Cela tiendrait, à l'entendre, au fait qu'il est « un homme d'Eglise, sans compétence pour mener des conversations politiques ». En réalité, cette anomalie s'explique probablement par l'absence de désaccord sur la question des sanctions auquel aurait donné lieu une rencontre avec M. Reagan, et d'autre part par l'impossibilité pour le primate d'être officiellement reçu par les autorités américaines, alors que le général Jaruzelski — qui viendra aux Nations unies la semaine prochaine, ne le sera pas.

Après ses escales de Philadelphie et de Washington, le cardinal Glemp devra se rendre, ce samedi, à Detroit avant de regagner, mardi, la Pologne.

BERNARD GUETTA.

En Corée

### PREMIÈRES RÉUNIONS DE FAMILLES DEPUIS QUARANTE ANS

Séoul. — Des familles séparées des deux Corées sont arrivées vendredi 20 septembre à Séoul et à Pyongyang pour retrouver les leurs après avoir franchi une frontière hermétiquement fermée depuis quarante ans par les régimes ennemis du Nord et du Sud.

Cent cinquante et un Nord-Coréens et Coréennes, arborant sous exception l'effigie du « grand leader », Kim Il Sung, à la boutonnière, sont passés au Sud en traversant la zone démilitarisée. A Panmunjom, en milieu de nuit, au moment, au nombre égal de Sudistes, parmi lesquels figure un évêque catholique, gagnant l'autre côté de la ligne de démarcation.

« C'est un moment historique », a déclaré le chef de la délégation nord-coréenne et président de la Croix-Rouge, M. Son Sung Pil. Son homologue du Sud, M. Kim Sung Hyup, a indiqué qu'il se rendait à Pyongyang pour un espoir partagé par les soixante millions de Coréens du Nord et du Sud.

Les présidents des deux Croix-Rouges conduisent des délégations composées de cinquante membres de familles séparées, de cinquante artistes, de trente journalistes et de vingt personnes d'encadrement. Ce premier échange, bien que modeste et très limité dans le temps (quatre jours seulement), est l'aboutissement des négociations qui avaient repris il y a un an entre les deux régimes antagonistes de la péninsule. Il constitue les premières retrouvailles entre familles séparées et privées de tout contact, même épistolaire, depuis la guerre et la partition de la Corée au début des années 50. — (AFP, UPL, Reuters).

Aux Philippines

### La police tire sur des manifestants : vingt morts

La police de la ville d'Escalante, dans l'île sucrière de Negros, au centre des Philippines, a ouvert le feu, vendredi 20 septembre, sur une foule d'agriculteurs manifestant contre le régime du président Marcos. Selon les sources officielles, vingt civils ont été tués et une quinzaine d'autres blessés. L'archevêque de Negros, Mgr Fortich, a qualifié cette action de « massacre de sang froid ».

Ce drame, le plus sanglant depuis les affrontements survenus, en septembre 1983, aux abords du palais présidentiel de M. Marcos, entre policiers et manifestants (onze morts), a eu lieu à la veille du troisième anniversaire de l'imposition de la loi martiale, après qu'un large front d'opposition eut appelé aux manifestations et grèves « populaires » dans tout le pays et alors que les forces armées sont en état d'alerte maximale.

Il s'est produit dans une région qui comptait, hier, parmi les plus prospères, mais qui est, aujourd'hui, très appauvrie par la crise économique, l'effondrement des cours du sucre et la gabegie.

M. Marcos avait imposé la loi martiale en 1972. Il l'avait formellement levée en 1981. Il n'en garde pas moins de facto des pouvoirs d'exception discrétionnaires. (AFP, UPL, Reuters).

Un nouveau type de mine soviétique. Un navire britannique, la campagne de déminage du golfe de Suez et du détroit de Bab-el-Mandeb, a repêché une mine soviétique d'un type nouveau, dont le démontage par les experts de la Royal Navy s'est révélé « très riche d'enseignements », a-t-on appris vendredi 20 septembre à l'OTAN. Il s'agit d'un tube de 3 mètres de long et de 30 centimètres de diamètre, pouvant être éjecté par un tube lance-torpilles ou largué d'un avion, voire mouillé par un simple cargo.

En URSS

### « Les traditions du mouvement stakhanoviste correspondent aux exigences de notre temps »

estime M. Gorbatchev

De notre correspondant

Moscou. — M. Gorbatchev a invité ses compatriotes à faire autant en matière de croissance industrielle dans les quinze années qui viennent que ce qui a été accompli depuis l'instauration du pouvoir soviétique en 1917. Le secrétaire général a lancé ce défi, qui rappelle ceux qu'affectionnait jadis Nikita Khrouchtchev, en recevant vendredi 20 septembre au siège du comité central un groupe de vétérans du mouvement stakhanoviste.

M. Gorbatchev était flanqué par l'occasion de la quasi-totalité des membres du secrétariat du Comité central.

« Les traditions du mouvement stakhanoviste ne sont pas révolues », a-t-il déclaré, « mais correspondent aux exigences de notre temps », a affirmé M. Gorbatchev. Le secrétaire général avait déjà célébré à la fin du mois dernier le cinquantenaire anniversaire de l'exploit d'Alexis Stakhanov, un mineur ukrainien qui, dans la nuit du 30 au 31 août 1935, avait, à lui seul, extrait 102 tonnes de charbon en moins de six heures. Stakhanov, qui avait vingt-neuf ans, à l'époque, était devenu l'objet d'un véritable culte pendant les années staliniennes. Il avait été érigé en modèle pour la classe ouvrière tout entière.

L'exploit « même de Stakhanov est controversé. Ses camarades de travail auraient révélé après la mort de Staline qu'ils lui facilitaient la tâche en pratiquant à l'avance de larges entailles dans la veine de

charbon que Stakhanov débitait ensuite à vive allure. Ces doutes, de même que les réticences des ouvriers soviétiques, qui ont gardé le souvenir des « convulsions » infatigables de Staline grâce à Stakhanov, n'ont pas empêché M. Gorbatchev.

Le secrétaire général multiplie les discours dans lesquels il ne cesse d'exhorter ses concitoyens à travailler mieux et encore davantage. Il parait même déjà un changement. On assiste à un accroissement de l'activité des gens, a-t-il dit vendredi (...). Ils recherchent des solutions novatrices aux problèmes, des modes plus performants d'organisation de l'industrie socialiste. Bref, ça bouge et nous avons des résultats.

DOMINIQUE DHOMBRES.

### LES AUTORITÉS SUD-AFRICAINES RECONNAÎSSENT QU'ELLES AIDENT L'UNITA EN ANGOLA

Le Conseil de sécurité des Nations unies a condamné à l'unanimité, vendredi 20 septembre, le raid sud-africain en Angola. Il a prévu l'envoi d'une mission de trois membres dans ce pays pour évaluer les dommages causés par l'opération.

Au cours des débats, le représentant de l'Afrique du Sud a répété la thèse officielle selon laquelle le raid visait les bases de la SWAPO afin de prévenir des incursions en Namibie. Toutefois, le ministre sud-africain de la défense, M. Magnus Malan, a déclaré, vendredi dans un communiqué, que Pretoria considérait l'UNITA, dirigée par M. Jonas Savimbi, comme un allié important dans la lutte contre l'agression communiste dans la région et lui accordait une « aide humanitaire, matérielle et morale ». Jusqu'alors l'Afrique du Sud n'avait jamais démenti qu'elle aidait l'UNITA mais ne l'avait pas reconnu officiellement.

M. Malan a ajouté que Pretoria cesserait d'aider l'UNITA si toutes les forces étrangères quittaient l'Angola, allusion aux quelque vingt-cinq mille soldats cubains qui prêtent main forte aux troupes du président Dos Santos.

Le pasteur Allan Boesak, dirigeant de l'Alliance mondiale des Eglises réformées, a déclaré le 27 août « être libéré sous condition vendredi. Il est censuré inculpé de « subversion » et comparait devant un tribunal en novembre. — (AFP, AP.)

Le numéro du « Monde » daté 21 septembre 1985 a été tiré à 537 813 exemplaires.

A B C D E F G

« RAN » SOUS LES ÉTOILES

### Les hooligans au cinéma

Pour l'hommage qui lui est rendu depuis plusieurs jours en France, le cinéaste japonais Akira Kurosawa a offert, vendredi soir, son travail des trois dernières années : les images grandioses de Ran, projetées sur l'écran géant que la fêta du cinéma avait tendu, face au parvis de Beaubourg, aux charpentiers du Centre Georges-Pompidou.

On n'aurait pas pu rêver mieux pour la première mondiale... hors Japon — que cette salle en plein air, que cette fosse en pente douce encadrée par les immeubles des Halles qui allaient buter sur le front de scène du temple culturel, toutes lumières éteintes.

Ran, sous les étoiles a, pris, vendredi soir, encore un peu plus de force. L'espèce dorée par le cinéaste aux décors somptueux d'une lutte fratricide dans le Japon médiéval s'est approfondie des dimensions du cadre à ciel ouvert et de la remarquable qualité technique de la projection.

Mais c'était aussi courir le risque de la rue, permettre à une des composantes de la « vie du quartier », la « zone » gouailleuse et agressive, de jouer les perturbateurs. Pour ne pas donner à cette première de Ran le caractère d'un rassemblement de privilégiés, on avait laissé, malgré la présence de plus de quatre cents policiers, l'accès à peu près libre aux abords du parvis. Sans doute a-t-on eu tort, car quelques dizaines de « hooligans », en manque des parfums forts des stades, ont entraîné quelques deux ou trois centaines de gogos ennuies dans un défilé incontrôlé de effraies et de vociférations.

Ran n'y a fait, pas même les tentatives de médiation du ministère de la culture. Il n'a fallu le musique de Toru Takemitsu au plus fort et la fureur de la bande-son lors des combats de Ran pour imposer silence.

Cette foule sur la gauche du parvis, ce son additionnel de la rue n'ont pas ému Akira Kurosawa. Le cinéaste, à qui Louis Malle, devant un parterre d'élus, a remis un trophée du festival, de Cannes pour l'ensemble de son œuvre, avait surtout à cœur ce soir-là de ramener les Français pour leur part prise dans la création de Ran. Et principalement, a expliqué le cinéaste, « du fond du cœur, Serge Silberman, qui a accepté de devenir le producteur du film ».

Ph. Bg.

LA POLITIQUE DE M. MEXANDEAU

### Le projet d'accord CGE-ATT n'a rien de pressant

### La poste veut concurrencer les coursiers internationaux

« Il est normal que la CGE cherche des alliances. » Commentant le projet d'accord élaboré par M. Peberon, PDG de la Compagnie générale d'électricité, avec le géant américain ATT, M. Louis Mexandean a estimé, le vendredi 20 septembre, à l'occasion du SICO, que cette recherche n'avait « rien de nouveau ni de pressant ».

Le ministre délégué aux PTT continuait ainsi qu'il le précisait, « d'être donné au détail de réflexion sur ce projet, qui porterait à la CGE de ventes matérielles de télécommunications aux Etats-Unis en échange de 15 % du marché des PTT françaises, laissée à ATT (le Monde du 12 septembre) ». Pour M. Mexandean, l'accord sera examiné à la lumière de quatre critères : le volume attendu des ventes de la CGE outre-Atlantique, l'impact de cet accord sur les exportations vers les autres pays (si les PTT échouent des contrats ATT, cela risque de nuire à l'image de marque de la CGE elle-même), la cohérence d'un accord américain avec la politique européenne de la France, et, enfin, le sort de la CGCT — société nationale — qui fabriquerait sous licence les centraux ATT (impact sur l'emploi). « Il n'y a pas encore de réponse » à ces questions, a précisé le ministre, qui a indiqué que des discussions étaient ouvertes avec d'autres « partenaires possibles ».

On a appris, d'autre part, que M. Goury, directeur du cabinet de M. Cresson, et M. Harel, directeur du cabinet de M. Mexandean, avaient été chargés, jeudi, de suivre ce dossier. Décision bien utile, puis-que les imprévus, responsables des ministères dans cette affaire avaient, précédemment, conduit à une confusion regrettable.

M. Malan a ajouté que Pretoria cesserait d'aider l'UNITA si toutes les forces étrangères quittaient l'Angola, allusion aux quelque vingt-cinq mille soldats cubains qui prêtent main forte aux troupes du président Dos Santos.

Le numéro du « Monde » daté 21 septembre 1985 a été tiré à 537 813 exemplaires.

A B C D E F G

D'autre part, M. Mexandean a répondu à M. Bédégovet à propos de l'accord avec SORINCO (lire, par ailleurs, l'article de Serge Marti) et indiqué que cette administration allait créer une filiale de droit privé destinée à concurrencer les coursiers internationaux. La poste répond ainsi à la « délégitimation » du transport de courrier. M. Mexandean estime, plus généralement, que la création de filiales des PTT « donne de la souplesse » au service public, et lui permet de faire la preuve d'efficacité à la fois « efficace et juste ». Le ministre a reconnu toutefois qu'il y avait « un débat » sur les structures des PTT et que des décisions seraient prises à ce sujet.

E.L.B.

Football

### DIXIÈME VICTOIRE DU PSG EN CHAMPIONNAT

Nouvel exploit du Paris-SG : à l'occasion de la douzième journée (matchs avancés) du championnat de France de première division, l'équipe de Gérard Houllier, qui était menée 0-2 par les joueurs de Lens opérant sur leur terrain, a réussi à s'imposer 3-2 pour la dixième fois depuis le début de la saison grâce à un penalty de Rocheteau (62 min.) puis deux buts de Jeannot (71 min.) et Sasie (81 min.). Les autres résultats du 20 septembre sont les suivants : « Sedan et Nancy, 1-1 » ; Toulouse et Le Havre, 1-0 ; Besançon, 4-0 ; Bastia, 1-0 ; Lens, 2-0 ; Strasbourg et Marseille 0-0.

« TENNIS : Journées de Genève et de Bordeaux » : Thierry Tulasne et Henri Leconte se sont qualifiés, le 20 septembre, respectivement pour les demi-finales des tournois de Bordeaux et de Genève en battant les tchécoslovaques Pimek (6-1, 6-1) et Vajda (7-5, 6-1). Leurs prochains adversaires devraient être : Illeguayen Perez pour Tulasne et le Suédois Wilander pour Leconte.

Le Monde Infos Spectacles sur Minitel 615.91.77 + ISLM

FESTIVAL ESPAGNOL

A partir de mardi prochain 24 septembre, la gastronomie et le tourisme espagnols seront à l'honneur au Grand Hôtel, place de l'Opéra, Paris.

En effet, l'Espagne et l'hôtel Castella Inter-Continental Madrid proposent dans le cadre du Grand Hôtel décoré pour la circonstance une formule de buffet offrant un choix d'entrées, « Tapas », des plats espagnols, fromages, desserts, le tout à volonté, vins, café et service compris pour la somme de 195 FF.

Réservez : 268-12-13, déjeuner seulement.

### Croissance décevante aux États-Unis...

Selon l'estimation « flash » publiée vendredi 20 septembre, le produit national brut des Etats-Unis augmenterait de 2,8 % en rythme annuel au troisième trimestre. Ce chiffre, s'il est confirmé par les multiples révisions qui ont lieu à mesure que sont réunies les statistiques, indiquerait une reprise de l'activité depuis le second trimestre. Le taux de croissance atteignait alors 1,9 % selon la dernière révision à la baisse du chiffre (2 % précédemment) également publié vendredi.

Les performances de l'économie américaine restent pourtant inférieures aux espoirs de l'administration américaine, qui prévoit officiellement un taux de croissance annuelle de 3 %. Sur la base des données actuelles, le PNB ne progresserait que de 2 % cette année.

Pour le secrétaire au commerce, M. Malcolm Baldrige, cette première estimation, « si elle se confirme, signifierait que l'économie émerge du marasme du début de l'année ». Il a précisé que la forte progression de l'assemblage automobile a contribué pour un point à l'augmentation au troisième trimestre.

De la poursuite de la consommation privée dépend, dans une large mesure, la poursuite de la croissance. Les dépenses des Américains ont augmenté de 1,2 % en août, soit leur plus forte augmentation mensuelle depuis un an. Mais, pendant le même mois, les revenus des Américains ont cru de 0,3 % seulement, contre 0,4 % au cours de chacun des deux mois précédents.

### ... mais forte au Japon

Le produit national brut japonais (PNB) a augmenté de 7,9 % en rythme annuel et en termes réels au cours du deuxième trimestre de 1985. Dynamisée par les exportations de voitures vers les Etats-Unis et de postes de télévision conçues à destination de la Chine, l'activité a progressé de 1,9 % par rapport au premier trimestre de l'année, au cours duquel la croissance n'avait été que de 0,2 %.

Concernant la demande intérieure d'avril à juin, l'investissement dans le secteur du bâtiment industriel et de l'équipement a fait un bond de 5,3 % par rapport au premier trimestre et de 12,6 % par rapport à la même période de l'an dernier.

D'autre part, les dépenses des ménages ont enregistré une légère hausse de 0,7 % par rapport au premier trimestre, qui avait connu une augmentation de 0,9 %.

La demande intérieure japonaise n'a été au cœur des discussions commerciales avec ses partenaires, notamment avec les Etats-Unis, qui ont pressé le Japon de stimuler son marché intérieur pour réduire leur déficit commercial.

Les familles des diplomates français détenus au Liban reçues par M. Mitterrand. — La fille de M. Marcel Carton et l'épouse de M. Marcel Fontaine, les deux diplomates enlevés le 22 mars dernier, ont été reçues vendredi par le président de la République. En quittant l'Élysée, M. Carton El Khoury, a indiqué que le chef de l'Etat n'avait « pas de nouvelles » des détenus.

Sur

CFM

du 19 heures à 19 h 30

à Paris (89 MHz)

à Lyon (100,3 MHz)

à Bordeaux (101,2 MHz)

à Saint-Nazaire-La Baule (94,8)

LUNDI 23 SEPTEMBRE

À 18 h « le Monde »

TV : en attendant

les nouvelles chaînes

comment vont les vieilles ?

Une émission animée

par FRANÇOIS KOCH

### CLASSE PRÉPARATOIRE A SCIENCES PO

le moyen le plus sûr pour réussir

enseignement supérieur privé

57, r. Ch.-Lafitte, 92 Naully. Tél. 722.94.94 - 745.09.19

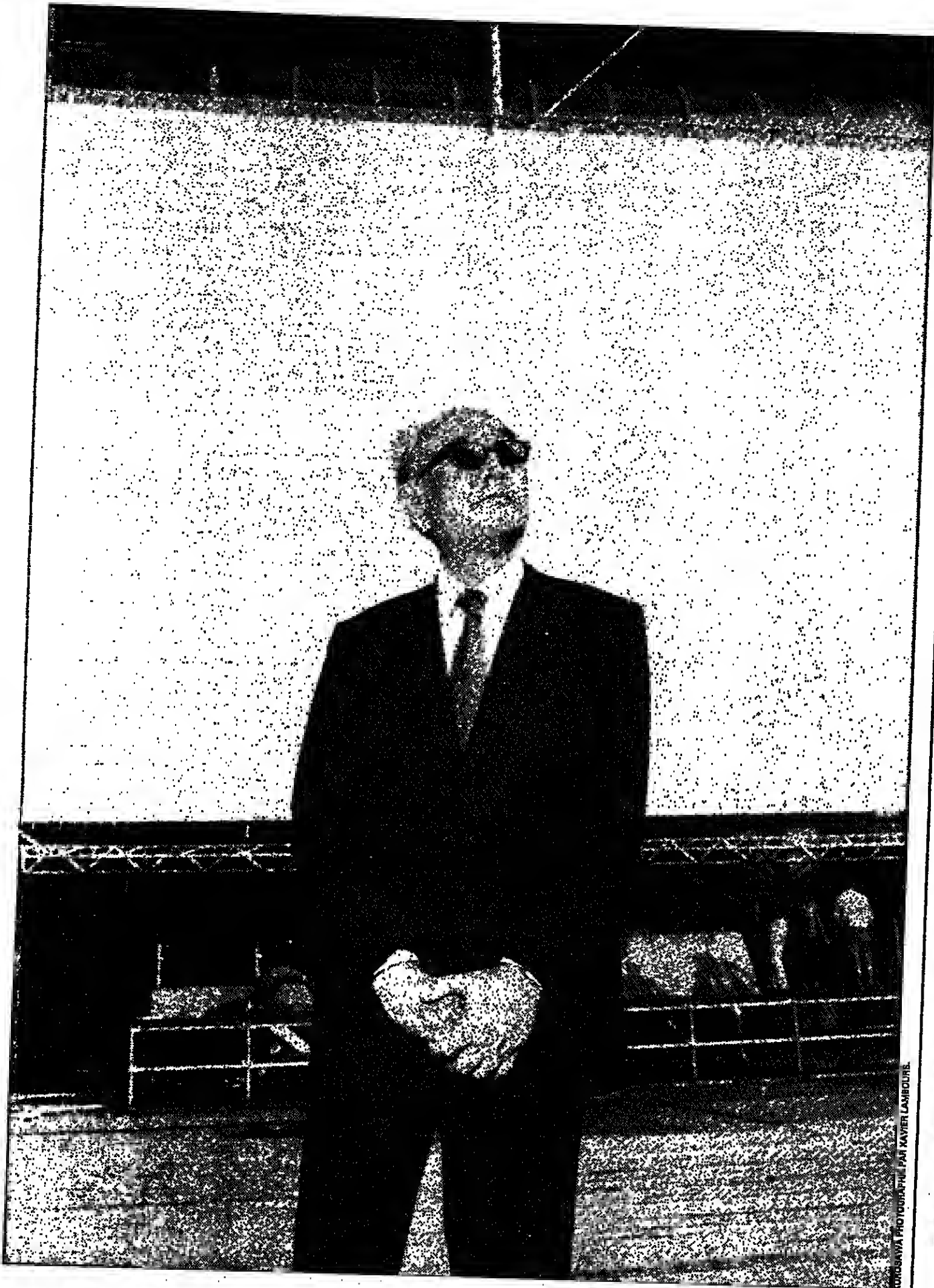
A temps complet, d'octobre à juin

CEPES



Les hooligans au cinéma

projet d'un...  
rien de...  
poste...  
l'ou...  
inter...



## KUROSAWA LE 8<sup>e</sup> SAMOURAI

Le cinéaste japonais honoré à Paris (page III).

Du premier Lion d'or du Festival de Venise en 1951 à la sortie de «Ran», sommet jumeau de «Kagemucha».

Deux personnages, deux destins.

Dame Kaede, sainte et succube. Hidetora, le tueur rassasié (page IV).

Producteur de «Ran», Serge Silberman a vécu l'histoire du cinéma de l'après-guerre en compagnie de Melville, Jacques Becker, Bunuel. Il raconte dans une large «cinémascopie» son aventure, et les difficultés de la création dans un monde livré aux pressions de l'argent et soumis à la tyrannie du succès (pages V à VII).

## CHRISTO S'EST EMPARÉ DU PONT-NEUF

Projet qui scintillait dans ses cartons depuis près de dix ans, la mise sous toiles du Pont-Neuf à Paris vient d'être réalisée ces jours-ci par Christo, artiste d'origine bulgare installé aux Etats-Unis. Les Parisiens auront quinze jours pour juger de la réussite ou non de la nouvelle œuvre de celui qui en 1974, à Rome, emballait le mur de Marc-Aurèle.



LE DIASCOM/VIVA



## COURRIER

### DÉCORS D'ÉTAT

J'ai pris connaissance avec beaucoup d'intérêt du dossier que le Monde a consacré aux studios de cinéma. Les études réalisées et les analyses développées m'ont semblé globalement très élaborées et conformes à la réalité actuelle de ce secteur d'activité.

Je suis toutefois très surpris de constater que cet ensemble d'activités a été mis au point sans que les rédacteurs aient éprouvé le besoin de consulter la ministère de la culture ou le CNC. Cette omission entraîne un certain nombre de lacunes graves et parfois d'appréhensions erronées.

En effet, si les studios de prises de vues sont des entreprises privées, on ne doit pas ignorer que, comme toutes les activités liées au cinéma, ils entretiennent avec l'Etat, à travers le CNC, des relations privilégiées qui ont connu un réel renouveau ces dernières années.

En 1984, a été mis au point un plan de trois ans de modernisation des studios auquel l'Etat a apporté une aide financière globale d'environ 15 MF. Cette aide a bénéficié aux quatre studios agréés : Eclair, les Studios de Boulogne, Paris studios Billancourt, la Victorine.

Dans le cas de la Victorine, l'aide a été de 6,6 MF, et a joué un rôle déterminant dans le redémarrage de ces studios, qui ont d'ailleurs été inaugurés par M. Jack Lang, ministre de la culture.

Dans les trois autres cas, les programmes d'investissement ont été subventionnés à hauteur de 30 % et ont permis la rénovation des équipements électriques (Eclair, Boulogne, Billancourt) ou la réaménagement des plateaux (Boulogne, Billancourt).

De plus, en liaison avec la profession, le CNC a entrepris une réflexion d'ensemble sur « l'avenir des studios de cinéma en France » (rapport de M. Antoine Schwarz). Cet important rapport donne lieu actuellement à une large concertation entre les pouvoirs publics et les professionnels sur des questions aussi essentielles pour l'avenir que : les rapports entre la SFP et les studios de cinéma ; l'adaptation des studios à une nouvelle demande (films publicitaires, effets spéciaux) ; la modernisation des règles de gestion (tarification, parc de matériels, etc.).

JÉRÔME CLÉMENT,  
directeur général du CNC.

### LES ÉCRANS DE L'IRE

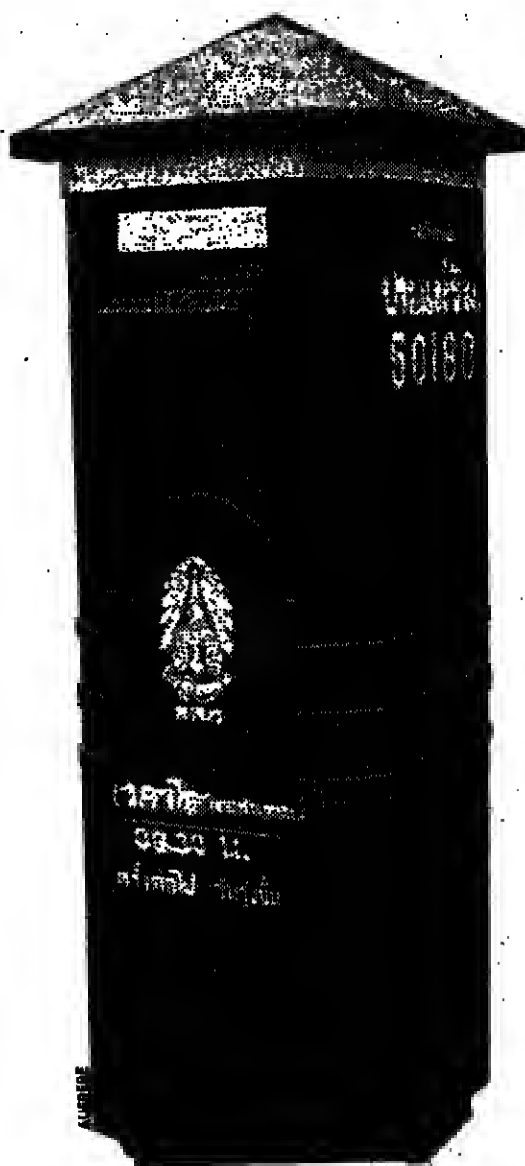
Si, au moment opportun, M. Hersant fait main basse sur des réseaux tout prêts, il paiera pour cela et il sera très difficile de dire que les millions de Français rançonnés par l'ORTF sont spoliés.

M. Jean-Jacques Ledos, dans le Monde daté 8-9 septembre 1985 (courrier du supplément « Demain la privatisation »), dit fort justement que la finalité du service public n'est pas d'assurer le confort des personnels ; c'est pourtant ce qui se passe, causant l'effacement de ceux qui ont la malchance de s'élever devant un écran. Par un processus que l'on ne peut que qualifier de miraculeux, tout est mauvais dans l'ORTF, y compris la météo. Il y a peu, la TV en grève a recueilli son

audience habituelle pour la mire. Cette bouffonnerie en dit long.

M. Ledos est mal venu, pour ne pas dire malhonnête, d'appliquer le label de démagogue à Alain Madelin, alors que quelques centaines de nécessaires politiques le justifient bien mieux, et il discrédite la « morale » en lui accolant un adjectif réservé jadis aux filles de mauvaises mœurs, d'autant que l'ORTF n'a pas même l'utilité indécente mais réelle d'un lupanar. L'ORTF est la suite facultative et payante de la crèche nationale gratuite et obligatoire de l'éducation nationale ; la privatisation aura le mérite de supprimer la complicité involontaire du contribuable.

DANIEL GAUTHIER  
(Lorient.)



Boîte aux lettres thaïlandaise (1985).

### PROBLÈME D'HOMMES

Les accidents de train se succèdent sans entamer la superbe assurance des dirigeants de la SNCF. Ce sont en effet presque tous des polytechniciens, et comme tels ils sont plus proches de la théorie que de la pratique.

La théorie, ce sont les procédés techniques de sécurité sensés fonctionner à coup sûr.

La pratique, c'est l'organisme humain qui, lui, ne fonctionne jamais à coup sûr. Un homme qui conduit seul de nuit un train à

grande vitesse pendant plusieurs heures de suite est toujours à la merci d'un instant de fatigue et d'assoupissement susceptible de provoquer un accident.

C'est pour éviter ce risque que la plupart des autocars qui effectuent de longs parcours de nuit ont deux conducteurs qui se relaient. Alors pourquoi pas les trains ?

G. LAVARDE  
(Paris.)

### GREENPEACE A TORT OU A RAISON

A la suite des déclarations de M. Valéry Giscard d'Estaing à propos de l'affaire Greenpeace (« Qu'il ait tort ou qu'il ait raison, c'est mon pays », le Monde du 29 août) et de la lettre de M. Philippe Monnier (« Recht oder unrecht, mein Vaterland », le Monde daté 8-9 septembre), on pourrait ajouter un texte de John Somerville, auteur du chapitre « Patriotism and War » dans le livre Nuclear Weapons and Nuclear War (Praeger Publishers, New York, 1984).

Il écrit : « George Bernard Shaw a autrefois exprimé sous une autre forme le dilemme « right or wrong, my country », à savoir : « my mother, drunk or sober » (ma mère, ivre ou

lucid). Mais, à la réflexion, il aurait dû dire : my mother's lawyer, drunk or sober (l'avocat de ma mère, ivre ou lucide) car le gouvernement n'est pas la nation elle-même mais simplement son représentant, autorisé temporairement à agir en son nom, sous certaines conditions et dans certaines limites... Et il est évident que le loyalisme envers sa patrie, comme l'amour que l'on porte à sa mère, ne nous dispensent pas de critiquer, voire de désobéir, lorsque le gouvernement, ou notre mère, se comportent d'une façon déraisonnable ou en dépit du bon sens. »

Docteur G. NINANE  
(Tobago, Belgique.)

### LES « VERTS » AVEC LES « ROUGES »

Ne faut-il pas être paranoïaque pour considérer que la campagne d'une poignée d'écologistes pacifistes est de nature à menacer l'avenir des armements nucléaires dont l'Etat français s'enorgueillit, parce qu'ils sont réputés assurer la paix en préparant ce qui risquerait, en tout état de cause, d'être la « der des ders » ? Ou pour croire, comme on l'a suggéré ici ou là, que le bateau coulé s'appellerait à l'évidence : « nos » installations nucléaires, que ces « verts » travaillaient en somme pour les « rouges » ? Et surtout pour décider de le couler au risque de tout, ce qui fut le cas ?

Au demeurant, l'exemple, si l'on peut dire, d'un tel comportement vient de loin. Le 14 août 1951, c'est-à-dire pas très longtemps après la fin de la guerre, le général de Gaulle, à peine installé au pouvoir, que les pacifistes menaçaient l'avenir de la sécurité en Europe (littérature du Monde du 2 juin 1981) ? N'a-t-on pas vu Mitterrand lui-même intervenir en janvier 1983, en pleine campagne électorale allemande, pour lancer une opinion publique peu encline outre-Rhin à se rendre à la déraison d'Etat ? Et n'est-ce pas encore lui qui vient d'enjoindre la marine française d'ouvrir le feu, le cas échéant, sur les mêmes pacifistes qui s'aventureraient dans « nos » eaux territoriales pour s'opposer à « nos » expériences nucléaires ?

Lorsque les plus hautes autorités de l'Etat, censées garder la tête froide en toutes circonstances, sont amenées à traiter des opposants démocratiques comme des ennemis à abattre, pourquoi voulez-vous que de simples « berbousés » ne se sentent pas autorisés, qu'ils aient été réellement ou non, à passer aux actes ? Dans son discours d'introduction à l'Élysée, Mitterrand se recommandait de l'enseignement de Jaurès, auquel son pacifisme a été fatal, comme on le voit. Aujourd'hui, c'est son héritier présumé, ex-premier secrétaire d'un parti qui n'a plus de socialiste que le nom, qui arme moralement le bras des assassins antipacifistes.

ALAIN BIHR  
professeur de philosophie  
(Strasbourg.)

## Chronique

# LEÇONS D'IMMIGRATION

par Robert Solé

On ne consulte pas assez les historiens et on a tort. Sur un sujet comme l'immigration, qui suscite tant de passions en France, ils peuvent utilement nous rafraîchir la mémoire. « Notre époque n'a pas inventé la xénophobie, elle n'a pas le monopole des assimilations difficiles », souligne un numéro spécial de *Vingtème siècle*, revue éditée par la Fondation nationale des sciences politiques, qui survole cent ans de « melting pot à la française » (1).

Au milieu du dix-neuvième siècle, la question ne se pose pratiquement pas. Si des Belges sont implantés dans le Nord, des Suisses et des Allemands dans l'Est et des Italiens plus au sud, il ne s'agit encore que d'un simple débordement de frontières. Les étrangers ne commenceront à faire peur qu'une trentaine d'années plus tard, lorsque, plus nombreux et plus solidement implantés, ils auront transformé un voisinage physique en « un mécanisme de reproduction sociale » (Hervé Le Bras).

En 1914, les Italiens représentent à eux seuls 20 % des habitants de Marseille. S'y ajoutent, ou peu partoot, les Français, des Polonais, des Arméniens, des Espagnols, des Arabes... perçus à tour de rôle comme des « envahisseurs » et des ennemis de l'intérieur. M. Le Pen n'était pas encore né qu'on criait déjà : « La France aux Français ! » Et sur quel ton, parfois ! Pierre Milza relève, dans les années 30, « des sommets que l'on a du mal à imaginer aujourd'hui ».

### « Nuées de sauterelles »

L'intégration des étrangers en France n'a jamais été une partie de plaisir. Tous d'ailleurs ne se sont pas intégrés. On oublie la partie immergée de l'iceberg : ces millions d'immigrés, déçus, découragés, qui ont fini par retourner chez eux. Décrits comme des « hordes barbares » ou des « nuées de sauterelles », les « Ritals » donnaient lieu, à

la fin du siècle dernier, à de véritables émeutes xénophobes.

Quant aux « Polaks », rappelle Janine Ponty, ils étaient arrivés par trains entiers après la première guerre mondiale, « dans des conditions à peine imaginables : sélectionnés, doués, vaccinés, photographiés, enregistrés, parfois même pourvus d'une pancarte accrochée sur la poitrine afin d'éviter qu'ils ne se perdent ». Nombre de ces paysans, appelés à devenir mineurs de fond, ne tiennent pas sous le choc : « Fréquemment, ils rompent leur contrat et s'enfuient sans papiers ni argent, ramassés sur les chemins par les gendarmes et traités en vagabonds ».

L'immigration maghrébine n'a pas attendu les années 1970 pour être perçue par les Français comme un facteur d'insécurité dans les grandes villes. Charles-Robert Ageron rappelle qu'à la veille de la première guerre mondiale « la grande peur des Parisiens face aux « Sidis » devint un thème familier de la presse populaire ».

En 1934, un dirigeant de la CGT pouvait constater dans le *Peuple* : « Vague xénophobe dans tous les milieux ou à peu près... Dans tous les endroits où les gens se rencontrent par hasard, train, autobus, métro, le sujet dominant de conversation est celui des étrangers ».

### « Le Polonais a toujours tort »

Dans cette France des années 30, touchée de plein fouet par le chômage, sévissait ce que Pierre Guillaume appelle « la xénophobie légale ». La plupart des professions se défendaient contre « l'invasion » : on avait même fixé des quotas pour les musiciens non français employés dans les restaurants et les hôtels. « Le Polonais a toujours tort », raconte Janine Ponty. On l'accuse en phase de plein-emploi de faire baisser les salaires, en période de récession de prendre le travail aux mineurs du pays, et, lors de la mobilisation de 1939, d'entraîner le pays dans la guerre.

Relativisant les difficultés actuelles, Pierre Milza remarque que, depuis un siècle, à chaque vague migratoire, les nouveaux venus ont été perçus comme des gens dangereux, trop différents des Français ; ou les opposait aux vagues précédentes, désormais intégrées et réputées « bonnes ». Si aucune communauté étrangère ou presque n'a échappé aux difficultés, constate l'historien, ces difficultés ont « toujours fini par se résoudre ». Les Italiens qui passaient pour « inassimilables » à la fin du siècle dernier ne sont pas aujourd'hui le modèle d'une intégration réussie ?

Les Italiens, comme les Polonais — et, plus près de nous, les Espagnols et les Portugais — viennent de pays catholiques d'Europe. On peut penser que le facteur religieux a facilité leur intégration. Ce n'est pas si simple, nous expliquent Ralph Schor et Gérard Noiriel : le catholicisme a été parfois un frein à l'assimilation, provoquant une concurrence entre clergés français et immigrés. Chez les Polonais, par exemple,

la religion a pu entretenir un sentiment nationaliste. Nombre de leurs prêtres ne cherchaient pas à leur éviter d'être « contaminés » par des ouvriers français déchristianisés ?

A l'inverse, le facteur religieux n'a pas empêché les Juifs de devenir des Français comme les autres malgré toute la force de l'antisémitisme. Mais cette intégration a demandé des siècles et ne s'est réalisée qu'après un holocauste.

Aujourd'hui, l'appartenance des Maghrébins à la culture arabe et à l'Islam constitue, qu'on le veuille ou non, une difficulté. Sans doute finira-t-elle par être tournée, mais les vrais problèmes se posent dans le court terme. Regarder cette difficulté en face n'interdit pas de tirer les enseignements d'une histoire qui ne se répète jamais tout à fait...

(1) *Vingtème siècle*, n° 7, 1985 : « Étrangers, immigrés, Français », 27, rue Saint-Guillaume, 75341 Paris Cedex 07.



# KUROSAWA LE 8<sup>e</sup> SAMOURAI

Le cinéma est en fête et Akira Kurosawa est son héros. Paris l'accueille pour la sortie de son film-épopée *Ran*, produit avec l'aide de la France. Avant d'être célébré, le vendredi 20 septembre, devant Beaubourg, en plein-air et en foule, le maître japonais a reçu, jeudi soir, l'hommage des autorités politiques et du monde du spectacle.



## DE MARBRE SOUS LE FEU DES ÉLOGES

par Philippe Boggio

**M**AIS à quoi peut-il bien penser ? Impossible de dépasser, malgré deux journées d'attention, cette simple et obsédante question : sur quelle montagne inspirée, sur quel sommet éternellement enneigé, galope la pensée d'Akira Kurosawa ? Pourquoi cette impression de distance fondamentale, cette profonde inaccessibilité, compensées il est vrai par une gentillesse de chaque instant devant tous les honneurs rendus par la France au vieux maître japonais à l'occasion de la fête du cinéma et de la première mondiale — hors Japon — de *Ran* ? Aucun autre grand créateur n'aurait pu supporter sans réagir ces hommages à la chaîne, entendre sans gêne ces témoignages d'admiration, ces souvenirs du bonheur pris à la vision de tant de ses films. Au fil des heures et des preuves bafouillantes d'émotion se dégageaient un comportement, une sorte de ligne de défense chez l'heureux récipiendaire. On imagine comment quelques-uns des derniers maîtres vivants du cinéma pourraient encaisser le choc de la résonance à leur œuvre quand Paris décide de battre le tambour de la reconnaissance, l'appétit goguenard d'un John Huston ou l'ironie d'un Orson Welles...

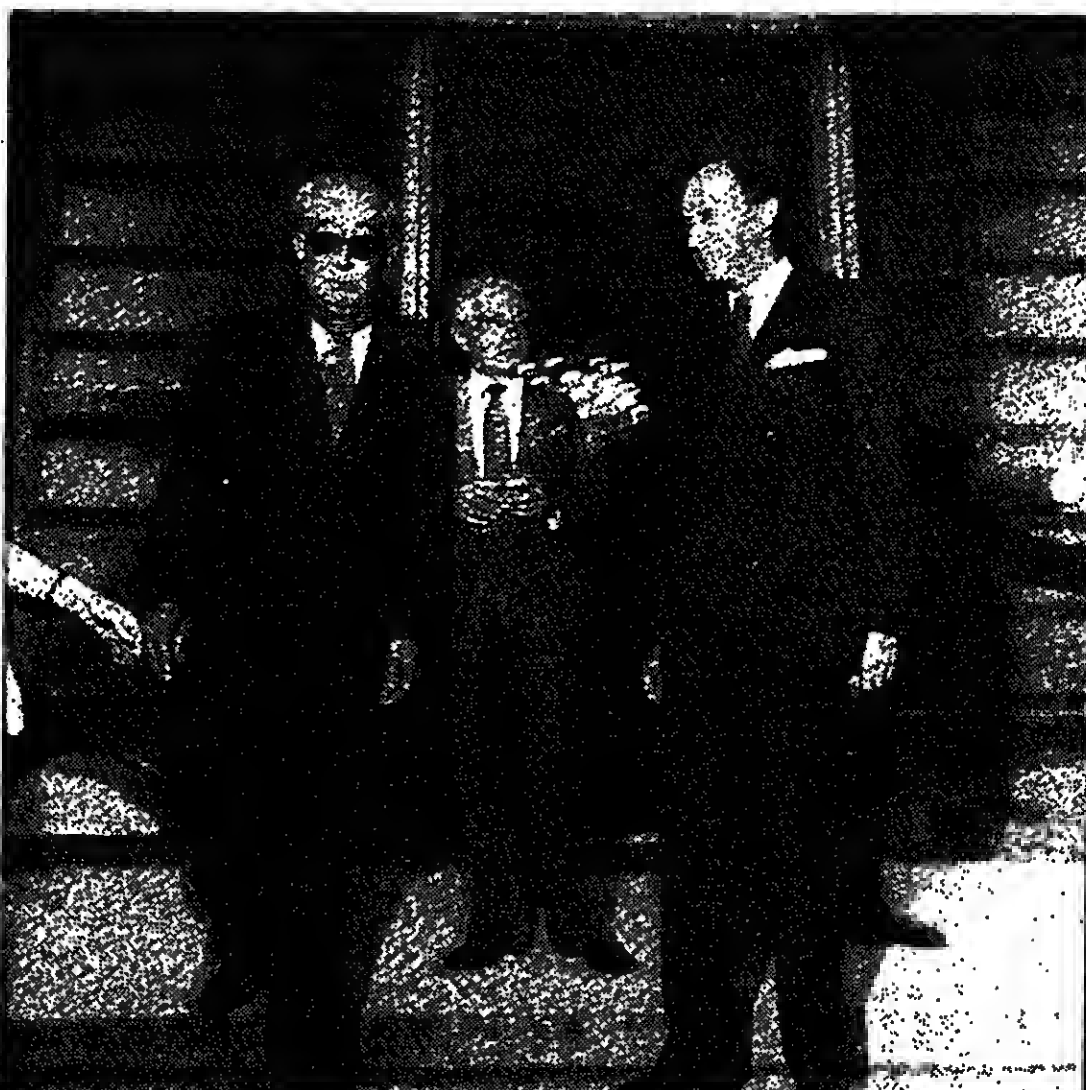
« Akira est plus insondable que le plus hermétique des Japonais », explique l'un des Français qui ont approché Kurosawa pendant les trois années de la préparation de *Ran*. Impénétrable, absent, mais par élévation, même quand son humour ravageur, ses brusques fous rires, trahissent la vitalité de cet homme de soixante-quinze ans. Le maître s'offre totalement au marathon de l'hommage, mais d'une attitude minimum, sourire lumineux et inclination rapide du buste, masque de cire, toujours protégé par ses lunettes sombres et le temps de la traduction. Quand il répond avec intelligence aux questions, c'est sur un fond d'automatisme, toujours dans le cadre étroit d'une matière, sans intimité, sans confiance, comme depuis longtemps préparé.

Depuis son arrivée en France, mercredi, Akira Kurosawa répète à qui veut l'entendre qu'il n'avait jamais reçu auparavant pareil accueil. Qu'il savait, mais pas à ce point, les Occidentaux plus fidèles à ses œuvres que les spectateurs japonais. Que les festivités préparées en son honneur, la projection de *Ran* sur écran géant sur le parvis de Beaubourg, la parution d'un livre spécial par l'équipe des *Cahiers du Cinéma* (1), l'exposition de ses dessins et des costumes du film au Centre Pompidou, sont « disproportionnées par rapport à une œuvre plus élaborée que la

précédente, *Kagemusha*, mais encore très imparfaite ».

Bref, le maître dit ce qu'il doit à la France qui lui a permis, après l'URSS (*Dersou Ouzala*), les Américains Francis Coppola et George Lucas (*Kagemusha*), d'avoir pu bénéficier d'une aide que le Japon ne lui a jamais offerte.

Mais tout est dit très uniformément, du ton d'une étrange modestie, avec une banalité très appliquée. « Votre film sera le plus grand tableau jamais exposé à Beaubourg », lui avoue, avec la fierté d'un inconditionnel, le directeur du Centre Pompidou, M. Jean Mahieu. Kurosawa remercie, sourit, incline encore la tête. Il confie brièvement que, du temps de sa jeunesse, alors qu'il se destinait à la peinture, il rêvait d'être un jour exposé à Paris. « Mon vœu est indirectement réalisé grâce à vous. » Puis il se retranche dans la forteresse de son mètre quatre-vingts, dans la tour d'ivoire d'une sérénité lisse et indéchiffrable. Aldo Tassone, l'auteur italien d'un livre sur son travail (2), le poursuit dans les couloirs pour l'autographe de son exemplaire personnel. Le maître complimente, comme il se déclarera impressionné un peu plus tard par l'importance de la bibliographie sur son œuvre exposée à Beaubourg. Puis il retourne, malgré la meute des photographes, à



XAVIER LABOURS

Matignon, le 19 septembre.



des secrets jamais publiés, à cette autobiographie d'une vie de Kurosawa, s'obstine à ne plus rien dévoiler depuis sa « période des années 50 ».

La visite du parvis, la piazza Beaubourg où les cavaliers féodaux de *Ran*, au cœur des Halles, doivent se déchaîner vendredi comme dans aucune salle au monde ? Cette première en plein-air ? « Ça me fait penser à un terrain de base-ball », confie simplement le maître devant les grues qui dressent pourtant le plus impressionnant des écrans kurosawiens.

Plus insondable que le plus hermétique des Japonais... Et, finalement, ce n'est qu'un moment le plus attendu, le plus institutionnel, que le cinéaste nippon offrira quelque prise à notre besoin occidental d'émotion pour l'émotion, un peu de retour de tendresse, à l'attendrissement général. Très

exactement, comme M. Laurent Fabius faisait, jeudi, dans les salons d'honneur de Matignon, de Kurosawa un commandeur de l'ordre des Arts et Lettres nationaux, la joie du vieux cinéaste, alors, a été un peu plus marquée, l'inclinaison du buste légèrement plus appuyée. Non pour la traduction des propos du premier ministre pourtant des plus chaleureux : « Vous voici à la tête d'une œuvre cinématographique essentielle de notre temps (...). Vous êtes de ceux, très rares, qui ont su hausser le cinéma à la dignité de moyen d'expression total et universel. » Non pour ces phrases, ni encore pour celle-ci : « Vous êtes l'honneur de ce métier, vous appartenez au patrimoine de tous, donc au nôtre également. » Mais pour le geste, le ruban, le baiser d'un homme politique à un artiste.

« A ce moment-là — nous confiera-t-il plus tard — j'ai pensé

aux hommes politiques de mon pays, et j'ai éprouvé un sentiment de honte pour leur indifférence à la culture. » Il y avait à Matignon, fait rarissime — et sans oublier M. Jack Lang, — tout le box-office du cinéma français. Alain Resnais et Catherine Denève, les jeunes, Malavoy, Christophe Lambert et Robin Renucci, Philippe Noiret et Serge Reggiani, Gérard Oury et Carole Bouquet... Kurosawa remonté sur son olympe ne voyait déjà plus que du monde devant un buffet. Tout le cinéma français est là pour vous, savez-vous, lui répétait-on. Le maître souriait encore, s'inclinait. Bernard Giraud, Jane Birkin, s'avançaient, ganches, comme des premiers communicants. Kurosawa souriait toujours, un peu perdu, un peu dépassé. Ailleurs. Après enquête, le maître n'aurait vraiment retenu, avec un vif plaisir, de cet

hommage collectif, que le récit du film sur le vent que Joris Ivens doit tourner en Chine, et la coluberie de Coluche : « Il paraît que vous avez du talent. »

Soyons justes. Akira Kurosawa a pu, deux jours durant, conserver sans déplaire cette énigmatique façon d'être absent, par sa présence. Car il avait toujours à ses côtés, devant ou derrière lui, son producteur français Serge Silberman, artisan obstiné du monstre *Ran*. Son complice, très exactement son contraire. Et c'est sans doute le vrai bonheur de ces journées que cette association étrange mais réelle du samouraï silencieux et du Slave sentimental, ce duo de l'obscurité orientale et de l'exubérance juivo-polonaise.

A lui seul, Serge Silberman aurait largement réchauffé la qualité de l'accueil national si celle-ci était par malheur restée fraîche. La prévenance du vieux producteur français pour le maître,

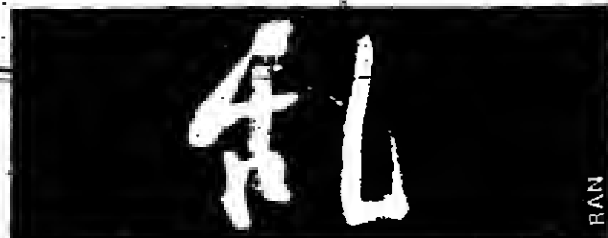
son attention empressée, sa générosité — « Reprenez donc du caviar, encore un peu de vodka » — attireraient sur le visage de marbre de Kurosawa un tout autre sourire. « La page est maintenant tournée pour nous deux après ces trois années, nous expliquait Serge Silberman, presque les larmes aux yeux. Restent maintenant les souvenirs, ces costumes exposés. Plus que cela encore : une page de la vie, de la sienne et de la mienne. Un grand chapitre. »

Kurosawa était, c'était visible, plus attentif à cette sensibilité-là, et sans tout en comprendre sans doute, sans en prendre tout, la rangeait-il dans la partie interdite d'accès de sa vie.

(1) Le livre de *Ran* (Seuil, *Cahiers du Cinéma*).

(2) Edité en 1982 chez Edilg.





## RAN SOMMET JUMEAU DE KAGEMUSHA

par Jacques Siclier

**Le nouveau film de Kurosawa fera penser à cette autre grande œuvre qu'était Kagemusha. Elle est pourtant différente et ne lui ressemble qu'en surface. Jumelle tout de même, elle s'inscrit dans la ligne de pensée d'un artiste en quête d'une vérité que lui révèlent les plus noirs tourments de l'âme de ses héros.**

A U Festival de Venise 1951, la présentation de *Rashomon* (film tourné l'année précédente), qui devait remporter le Lion d'or, révéla Akira Kurosawa, alors âgé de quarante et un ans, et ouvrit le marché occidental au cinéma japonais, très peu connu. Au Festival de Venise 1955, *Les Sept Samouraïs* valut, avec un Lion d'argent, une nouvelle consécration à Kurosawa. Il avait conquis sur la lagune la célébrité internationale. Saut dans le temps. Nous sommes au Festival de Cannes 1980. Celui que l'on considère comme le grand maître du cinéma japonais (Mizoguchi et Ozu, défunts tardivement en France, sont morts depuis longtemps) a soixante-dix ans. Son dernier film, splendide, *Kagemusha*, reçoit la Palme d'or. Même s'il la partage avec *Que le spectacle commence*, de l'Américain Bob Fosse, c'est le couronnement suprême. Car, au Japon, Kurosawa est tenu à l'écart.

Après *Barberousse* (1965), histoire d'un médecin des pauvres au dix-neuvième siècle, il est resté

cinq ans sans tourner. L'échec cuisant de son premier film en couleurs, *Dodes'Kaden* (1970), a fait chuter sa carrière et l'a conduit à une tentative de suicide. En 1975, il est revenu au cinéma grâce à une coproduction avec les Soviétiques. Il a tourné un de ses plus beaux films, *Dersou Ouzala* dans la taïga de l'Oussouri. Ensuite, *Kagemusha* a été réalisé grâce à Francis Ford Coppola, et George Lucas, qui ont obtenu une contribution financière de la 20th Century Fox. Les producteurs japonais n'en avaient pas voulu.

On ne peut pourtant pas faire de Kurosawa un cinéaste maudit en son propre pays et célèbre partout ailleurs. De 1943 (*La Légende du grand judo*) à 1965 (*Barberousse*), il a tourné vingt-cinq films. Les tout premiers sont mal connus ou inconnus en Europe. Les autres l'ont rendu universel, après avoir été bien accueillis au Japon. Universel, voilà le grand mot lâché. Il va de pair, quand on parle de Kurosawa, avec humanisme. Pour celui-ci, le destin de l'homme,



dans les temps reculés n'aujourd'hui, est la préoccupation essentielle, presque mystique.

L'influence du néo-réalisme italien a marqué les chroniques sociales du Japon contemporain, *Le Chien enragé* (1949) et *Vivre* (1952) par exemple. Mais il y avait quelque chose en plus : le dépassement du mal et de la souffrance, une idée de rédemption. Sans négliger les auteurs et les sujets japonais (*Rashomon*, *Les Sept Samouraïs*, *La Forteresse cachée*, *Yojimbo*, *Sanjuro*, parcourent les siècles), Kurosawa

s'est souvent tourné vers la littérature occidentale : Dostoïevski, Shakespeare, Gorki. Les transpositions japonaises de *L'Idiot* (1951), de *Macbeth* sous le titre *Le Château de l'araignée* (1957), des *Bas-fonds* (1957), s'adressent au monde entier, l'esthétique étant toujours, chez Kurosawa, affaire de morale, qu'elle emprunte au réalisme, à la stylisation des estampes, ou à l'effervescence baroque : par les décors, les costumes, les éclairages, la mise en scène, le montage, son écriture

cinématographique a dépassé le simple orientalisme.

Il n'aurait peut-être pas connu d'années noires si la production japonaise, standardisée à l'extrême, n'avait été régie par le seul souci de plaire au public, d'où l'importance de *Kagemusha* sur laquelle les jurés de Cannes ne se sont pas trompés. Le film est apparu comme une fusion parfaite (tant pour le sujet que pour les recherches picturales) de la culture japonaise et de la culture occidentale. Mieux de civilisation, la guerre en particulier, respect

de la personne humaine, de l'identité de l'être, valeurs spirituelles éclores sur les ruines de la tragédie, batailles du seizième siècle qui, le mouvement en plus, correspondent aux peintures italiennes de la Renaissance. On disait, alors, « c'est le sommet », pour ne pas prononcer le mot « testament » qui, même artistique, sentait la fin. Tant mieux puisque ce n'était pas la fin.

Aujourd'hui, il y a *Ran* (le Chaos), qui, par bien des côtés, plastiques surtout, ressemble à *Kagemusha*. Mais ce n'est pas *Kagemusha* en mieux ou en moins bien, évitons la comparaison, c'est un sommet jumeau en quelque sorte de l'œuvre de Kurosawa. Il maintient avec flamme cette immense préoccupation humaniste qui lui fait voir en l'orgueil et l'autorité tyrannique l'aneantissement de la sagesse et, par voie de conséquence, le glissement vers la catastrophe, l'effacement des liens familiaux et sociaux, la guerre, massacre des innocents, destruction des cultures. Malgré toute l'horreur du mal contaminant jusqu'à cette « femme-renarde » qui joue des rivalités des deux frères, sacrifiant une épouse délaissée, figure féminine qui, soudain, nous ramène à Dostoïevski (c'est vrai, aussi, de l'adolescent aveugle), le cinéaste penché sur le cloaque du monde espère, malgré tout, contre tout, au-delà de la mort, l'humanisme renaître de ses cendres.

Est-il hasardeux de dire que, sans cela, le cinéma de Kurosawa n'existerait pas ?

## DAME KAEDE, SAINTE ET SUCCUBE HIDETORA, LE TUEUR RASSASIÉ

SES pas sont silencieux. Elle ne marche pas, elle glisse, figurine blanche, tout entière de soie lourde. Le blanc de la soie ne « prend » pas la lumière, il enferme l'immesurable profondeur des glaciers. Ce ne sont pas des reflets qui jouent sur le précieux tissu lisse. Une luminosité suave et crue s'en dégage, se propage et danse.

Elle. Les traits de son visage sont épurés par un maquillage blanc. Masque transluide, dont le contour parfait est orné par une tache noire en forme de cheveu. On ne se souvient pas des lèvres, mais du dessin à l'emplacement des sourcils rasés, juste perceptibles comme une cicatrice ancienne et, au-dessus, haut sur le front, il y a deux signes, deux rectangles sombres. Et, au-dessous, deux brûlures noires dans l'ovale sans cils aux paupières estompées : les yeux.

Les yeux, on ne sait pas ce qu'ils regardent, d'où ils regar-

dent. Quoi, derrière le masque transluide ? Certainement pas une chair vulnérable à la merci du temps. La perfection est inaltérable. Quoi, sous les plis de la soie ? Un corps peut-être, mais plutôt une absence, une imagination de corps dont l'intérieur du kimono retient la chaleur, la douce brûlure. Quand elle marche, quand elle glisse, c'est le kimono qui avance, reptilien, sans autre son que le chuintement du tissu qui effleure le sol. On devine le cou. On voit les mains se couler hors des manches pour menacer d'un couteau ou bien d'une carresse.

Sans aucun doute, cette main sait faire désirer la mort et sait la donner.

Dame Kaede est la femme de Taro, le fils aîné, tué au cours d'une bataille par son cadet Jiro, qu'elle séduit, subjugué, oblige à assassiner sa première épouse. Elle. Sa vie est consacrée à la destruction de la famille.

Dame Kaede symbolise la vengeance et tout ce que cette ven-

sion froide a de vertigineux. Fascination d'un jeu érotique avec la mort, dont seule la mort établit et connaît les règles. L'histoire de *Ran* et celle du *Roi Lear* se rejoignent en quelques points, mais les impulsions des personnages et leurs comportements sont trop différents pour que la comparaison soit intéressante. Et il manque au vieux roi dépossédé un partenaire essentiel, le comte de Gloucester, son double aux yeux crevés qu'il a chassé et qu'il retrouve dans la solitude bockettienne de la lande. Dans *Ran*, l'aveugle est un jeune homme sans visage, il n'y a pas de dialogue entre lui et le vieillard.

Le bâtard de Gloucester, Edmund, pourrait paraître le modèle de Dame Kaede. Lui aussi est porté par la vengeance, lui aussi pour la satisfaire utilise son pouvoir de séduction et l'exerce sur les filles malheureuses de Lear. Mais, il est un homme. Aux femmes politiquement mariées, il apporte l'attrait direct de la sexualité.

Dame Kaede, femme sans corps, enflamme les fantasmes. Son pouvoir se situe au-delà du sexe, de la sensualité, des sentiments humains. Son érotisme est d'autant plus violent, « incontrôlable » qu'il est asexué, sans faille ni faiblesse. Il a la puissance des choses de religion. On pourrait dire que Dame Kaede est une sainte dans un univers où tendresse et morale sont totalement ignorés. Où le mot amour n'a pas sa place.

Cinq siècles et un gouffre entre deux cultures séparent Shakespeare de Kurosawa. Dame Kaede, la nature même de l'érotisme, Dame Kaede, succube.

COLETTE GODARD.

UN homme prend le prétexte de l'âge pour vivre la tentation de l'abandon, du dénuement. Il précipite la loi de l'héritage. En fait de sagesse, de conciliation et de transmission, c'est un enfer qu'il trouve et qu'il propage, feu et sang tourbillonnant sur sa couronne abandonnée.

Quand il tente de le purifier en le passant à la jeune génération, il n'a pas oublié la dette et le spectre moral du pouvoir : que c'est au prix de la guerre, d'assauts sanglants, d'enfants aux yeux crevés, de femmes qui ont sauté des donjons avec des poignards dans la gorge, d'éventrations mutuelles à un seul sabre et quatre mains, qu'il est devenu cet homme magnanime, un peu lassé de mer, qui peut relâcher au dernier moment la pression de son arc, tannant du haut de son aile une meute de phascolères en fuite, pour céder à un seigneur voisin la primeur d'une chasse. L'animal ou le dieu épargné dans le cocon sauvage assure la perpétuité. Le vieil homme a-t-il bien fait de ne plus cibler la bête, de faire croire à une défaillance de sa main comme à un signe, pour pouvoir se délester de la tension du pouvoir ? Il doit souhaiter qu'on en fasse un usage serein, et effacer sa maléfique provenance en l'offrant à une descendance qui ne s'est pas salie dans ses affaires, qui ne l'a pas gagné ni mérité. Est-ce un beau cadeau à faire à des fils ce pouvoir apaisé débarrassé de sa rage ? Pourrait-il justement se survivre sans la rage ?

Hidetora doit imaginer un pouvoir neuf, qui ne serait pas hanté de faute et de rachat, qui se contenterait de collecter la bonne volonté des serfs. Lui-même souffrir que ses victimes soient si bien



disposés à lui pardonner. Kurosawa nous présente un grand tueur rassasié, au bord de la bonté comme d'un précipice. Si ce n'était pas lui qui avait commis le mal, un autre l'aurait fait à sa place. Et il l'a perpétré suffisamment proprement, c'est-à-dire avec suffisamment de dégoût, pour mériter peut-être de rêver à de plus grandes choses que la fatalité du pouvoir : par exemple, en compagnie d'un fou-folle qu'il serait enclin à battre sur son propre terrain en battant la campagne, à la vérité et à ses illusions. Les vieilles alternatives du bien et du mal ne sont plus que des figures indistinctes, les cartes à jouer d'un autre vertige, d'une autre fiction : la vérité.

Faut-il dire la vérité, bonne et mauvaise, et faut-il, comme Saburo à Hidetora ou Cordelia à Lear, dire ses quatre vérités à celui qu'on est persuadé d'aimer, les vérités éternelles ou imaginables, mirages ou concrétions,

entrelacs profonds de la fidélité et de sa défaillance, séduction en spirale de la trahison, vaillance et fragilité des coeurs dont lesquels peuvent tout à coup se lover d'hargneux renards, puissances de la faiblesse, splendeurs des parjures, pitoyables obsessions des vengeances. Un des soins de Kurosawa est de mettre sur la toile les tantes de ces faux-semblants : le jaune est la franche couleur de la trahison, le bleu ciel, celle de la pureté et de l'indéfectibilité, mais à l'intérieur de cette teinte ne manque pas de serpenter la cassure d'un filet jaune.

Si Hidetora n'avait pas fait ce faux pas d'une démission prématurée, comme pour pouvoir être jugé et félicité de ses funérailles et voir flamber toutes valeurs, Kurosawa n'aurait pu filmer la beauté du « ran », du chaos, d'un rui déchu paré d'un casque d'orties.

HERVÉ GUIBERT.



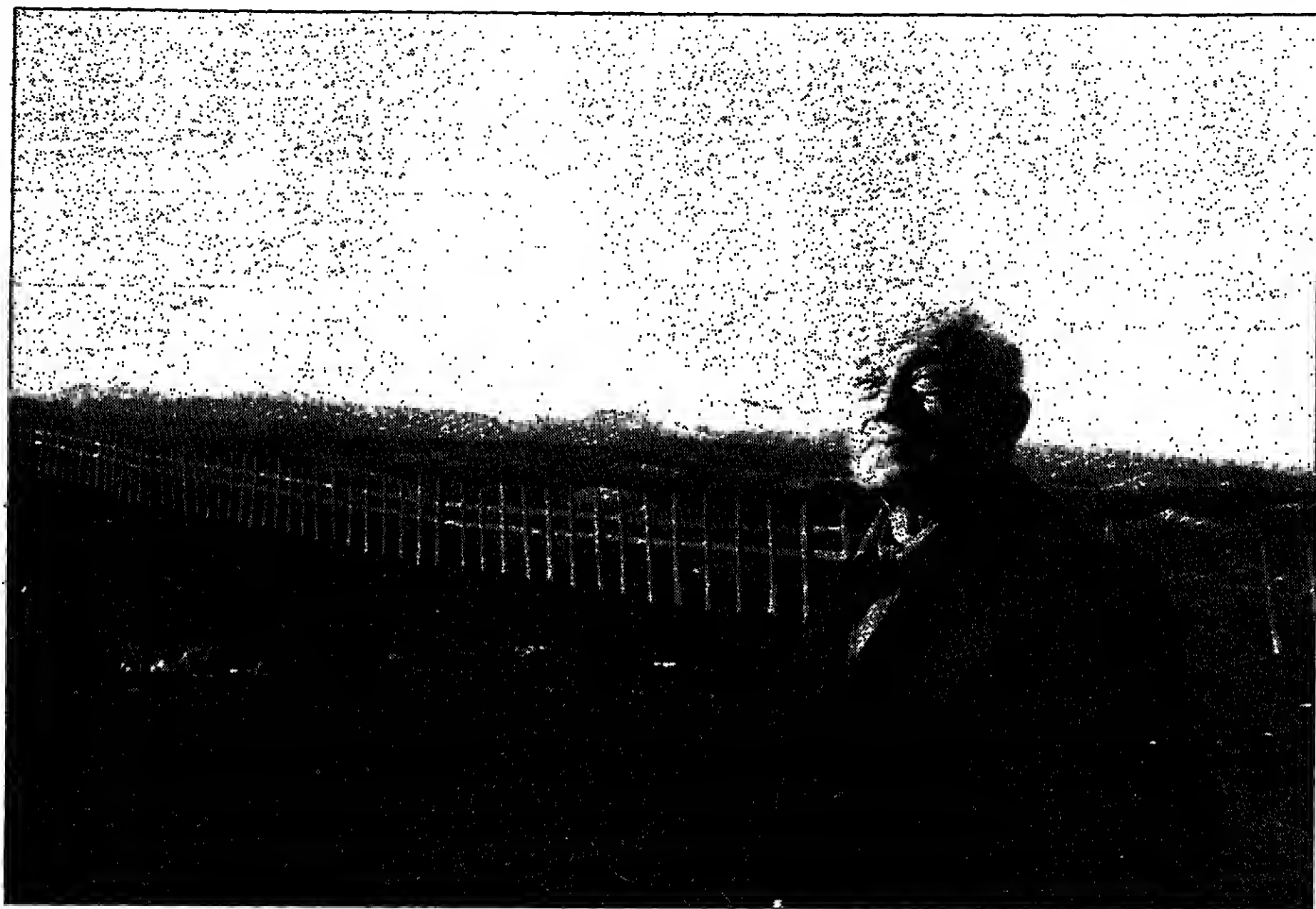


# SERGE SILBERMAN, CINÉMASCOPIE

par Yvonne Baby

## GRANDS CRÉATEURS

La vie, la passion du producteur Serge Silberman, c'est le cinéma. Son histoire est faite d'histoires qui traversent, jalonnent et créent le cinéma. Une vie, une passion, une histoire, dont il fait lui-même le récit, avec la gravité d'un sage plein d'énergie et de sagacité, avec un regard et des sourires où passent des éclairs d'ingénuité, de tendresse, et souvent de malice. Le récit de Serge Silberman se découpe tout naturellement en épisodes, en temps forts. Ainsi l'adolescent polonais de Lodz, étudiant et polyglotte, fera-t-il le « voyage touristique » des camps de concentration en Allemagne, avant de se retrouver, par chance et par hasard, jeune producteur indépendant à Paris, sur le chemin de Melville et de Becker, qui le mènera à Bunuel, et ces trois dernières années vers Ran de Kurosawa. Chaque rencontre sera un film (et une amitié), chaque film une aventure, et chaque aventure une création, et une date pour le cinéma.



Serge Silberman photographé par Chris Marker, au pied du Fuji Yama.

## EUR RASSAS



MON goût pour un certain cinéma est lié au goût tout court. Le goût peut être inné, il peut naître dans la *kindergarten* (chambre d'enfant) ou en famille, ou à l'école, ou à l'université. Le goût se développe par comparaison, par contact, et peut n'avoir rien de commun avec la création. Mais tous les grands créateurs ont du goût. Bon? Mauvais? C'est l'histoire qui juge. Chez moi, le goût vient de tout un mélange de passé, de vécu, de rencontres.

Je suis né un 1<sup>er</sup> mai en Pologne, à Lodz. Les Russes venaient de se retirer, les Allemands arrivaient.

Mon père était industriel, ma mère une mère, très intelligente. J'ai une sœur plus âgée. Mes parents ont tout fait pour notre éducation. Nous sommes allés au lycée de Lodz, mais ensuite ce n'était presque plus possible de continuer nos études, à cause du *numerus clausus* et des pogroms, qui avaient lieu chaque vendredi dans les facultés. Je voulais faire des mathématiques, je savais le latin, et j'ai suivi quelques cours d'italien pour entrer sans concours dans une école polytechnique, à Milan. J'étais dans la section des mines, je suis resté là jusqu'en 1937, jusqu'à la parution de la loi anti-juifs (après le pacte Hitler-Mussolini).

Où aller? me suis-je dit. Où pourrais-tu tenir compte de mes études en Italie? Alors, j'ai choisi Liège, et je me suis mis au français. Une nouvelle langue, essentielle, qui s'ajoutait à l'allemand, au latin, de ma jeunesse à Lodz. Vous savez, le lycée de Lodz était une de ces écoles créées par des communautés juives laïques. Une école agnostique, où les professeurs appartenaient à un courant de gauche.

La Bible, comme la littérature hébraïque ancienne et moderne,

je les ai étudiées en hébreu, bien sûr, mais d'un point de vue social, poétique. Je les ai abordées en termes d'éthique, et non en termes religieux. Mes professeurs étaient formidables. Ah oui! j'ai appris beaucoup de choses. Mon professeur d'allemand me disait que c'était toujours plus beau d'écrire en phrases principales, et c'est ainsi depuis que j'écris. Allemand, polonais, hébreu ou français, anglais, dans n'importe quelle langue, je cherchais l'expression directe, simple. Avec des phrases principales, on peut tout dire. L'élégance, c'est la sobriété.

Je me trouve à Liège quand la guerre éclate et je décide de retourner voir mes parents en Pologne et de demeurer auprès d'eux. Je croyais pouvoir les sauver, mais tout s'est terminé très mal. Ils sont morts à Auschwitz. J'étais avec eux, puis séparé d'eux — au moment de la sélection — et j'ai participé à ce voyage touristique des camps, en Allemagne.

Des Russes, des Français résistants, des Luxembourgeois, des Italiens m'ont aidé à survivre. Parmi eux, il y avait aussi des gens soumis aux travaux obligatoires, qui habitaient en dehors des camps, et qui nous apportaient quelque chose de chez eux ou ce qu'ils avaient pu voler. Le commandant de l'avant-dernier camp, trop vieux pour le front, nous a fait un discours à l'occasion de Noël: « Je souhaite, à-t-il dit, que vous teniez jusqu'à l'instant où vous serez libres. » Mais, un mois plus tard, on nous évacuait vers d'autres camps. Nous allions d'Ouest en Est, à pied ou en train. On avait besoin de nous comme main-d'œuvre.

On est arrivé enfin au camp de Lodz où nos lits étaient les trous que nous creusions dans la terre. Un matin, on nous a dit: « Vous partez », et nous sommes montés dans le wagon à bestiaux

de l'un des deux trains qui entraient dans le camp. Un long temps s'est écoulé, notre train n'avait pas bougé, les canonnières se sont tues, le soir tombait. On avait l'impression que les kapos et les SS avaient disparu. Puis le soleil s'est levé, ou a ouvert les portes, à part les mourants et les morts, le camp était vide. Dix

minutes plus tard, trois soldats américains coupaient les barbelés et annonçaient par radio qu'ils venaient de trouver un camp. Que ceux qui peuvent, nous ont dit les soldats, essaient d'aller dans la ville proche, les autres seront transportés dans des camions-ambulances. C'était le 1<sup>er</sup> mai 1945, le jour de mon anniversaire.

## A Lodz, je croise des gens qui disent : « Tiens, encore un survivant. »

La ville était à 8 kilomètres et, sur six cents, nous étions à peu près la moitié de valides. Je me souviens d'une scène mélodramatique : les soldats américains continuaient d'avancer sur les côtés de la route, et nous, au milieu, nous marchions de notre mieux en sens inverse. Je me rappelle très bien que les soldats pleuraient. Non, pas nous. Eux.

J'atteins la ville, l'armée me nourrit, je pesais peu, à l'époque. Des Américains nous prêtent une villa abandonnée, nous nous installons, deux jours plus tard, d'autres Américains nous secouent : « D'où êtes-vous? » Certains d'entre nous, Belges, Luxembourgeois, Français, sont rapatriés. Nous, les Polonais, on nous remet à l'armée soviétique pour qu'on puisse revenir à Lodz. Cela prendra trois mois.

De 10 kilomètres en 10 kilomètres, en passant d'un camion à une voiture, et à un cheval, nous changeons de région militaire autant que de conditions de vie. Dans notre groupe, il y a un horloger, et nous habitons le village jusqu'à ce que toutes les montres des officiers et sous-officiers soient réparées.

Nous n'hésitons pas à laisser passer, afin de poursuivre notre

route, nous traversons toutes sortes d'endroits, réparant des montres. Et c'est Berlin, et ce sera Lodz. Là, en automne 1945, je ne retrouve plus personne de ma famille, ni oncles, ni tantes, ni cousins, ni cousines. Ma maison a été transformée en école, il faut que je cherche où m'abriter. Je croise des gens qui disent : « Tiens, encore un survivant. » Je comprends que je dois m'exiler.

Je quitte Lodz avec de faux papiers. Je suis un juif grec, mon laissez-passer est rédigé en russe. Je prends le train gratuitement, jusqu'à la frontière tchèque. Sur ma valise, j'ai une bouteille de vodka ; si on me parle russe ou polonais, je fais semblant de ne rien comprendre et je réponds en hébreu. Tout le monde pense que c'est du grec.

Bon (1) vivant, je sais que je peux me faire ensuite rapatrier à Prague. Je fais comme si je voulais partir pour l'Amérique, car je veux (grâce à la Croix-Rouge) obtenir un visa de transit en France. Oui, je tiens à la France. Je me débrouille pour me faufiler dans un avion, me voilà à Paris, et bientôt avec une carte de séjour.

Nous sommes en avril 1946, j'ai vingt-neuf ans. Je me suis bien rétabli. Je pourrais rejoindre ma sœur, qui habite en Angleterre,

mais je préfère à tout mon indépendance. Avec le peu d'argent qui me reste de Prague, je vais dans un petit hôtel en face de la Sorbonne, pour y vivre quelques jours.

Déjà, à Prague, je m'occupais de la fuite clandestine des juifs de l'Est et de l'Europe centrale vers Israël. A cette époque, je croyais qu'un peuple victime de tant d'oppressions, de massacres, devait retrouver sa terre et son indépendance, d'autant que renaissait alors un horrible nationalisme dans des pays où il aurait dû à jamais disparaître. Nous, juifs de Pologne et de Russie, nous avions les premiers découvert, après la guerre, ce qui allait être rendu public beaucoup plus tard : la résurgence du racisme et de l'antisémitisme.

Partisan d'Israël, je continue à Paris ce que j'avais commencé à Prague et je rencontre une jeune fille de dix-sept ans qui s'était

cachée pendant la guerre dans le Vercors. Elle veut prolonger son aventure de la Résistance, elle devient ma collaboratrice, et sera ma femme. En 1947, l'Etat juif est reconnu indépendant par toutes les nations de l'ONU, et je cesse mes activités.

Je vivais de façon très simple. Je faisais toutes sortes de travaux — par exemple, j'organais des transports, — et dès que j'avais de quoi pour trois ou quatre mois, je m'arrêtais. Je flânais dans les rues, j'explorais Paris, je trouvais des amis. L'argent n'avait pour moi aucune valeur. Quand j'en avais un peu, j'allais dans des hôtels modestes, quand j'en avais davantage, dans les meilleurs. J'avais peur de posséder quelque chose, car je me souvenais de mes parents. Peut-être ont-ils disparu, pensais-je, parce qu'ils ne voulaient rien abandonner, ni leurs objets, ni leur appartement, à quoi ils étaient beaucoup trop attachés.

## Je découvre combien c'est difficile de jouer avec le talent des autres

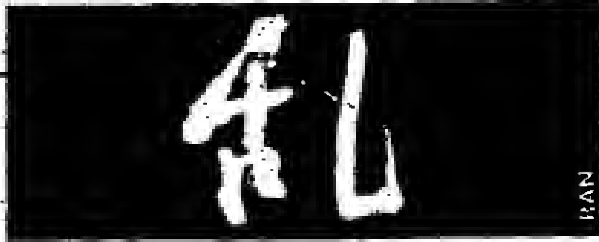
Je mène à Paris une vie de bohème. Puis, à la fois, je me marie et je me rends compte que les parents de ma femme sont dans le cinéma. Marié, je dois songer à un travail sérieux, et mon beau-père m'envoie comme garçon à tout faire chez des amis à lui, qui ont une petite maison d'exportation de films. Je gagne le minimum vital — le salaire d'un poinçonneur de métro — mais je touche bientôt un supplément, en tant qu'associé aux bénéfices de l'entreprise. En fait, c'est mon beau-père qui nous aide, sans me le dire — il connaît bien mon souci farouche d'indépendance — en reversant le montant de cette participation à ses amis. Il faudra des

années avant que je découvre ce geste, d'une rare élégance. Mon beau-père, lui, n'en parlera jamais. Dans cette entreprise — où je tape à la machine avec un doigt — j'apprends beaucoup et je rencontre beaucoup de monde.

Bientôt j'ai un enfant, puis un second. Je n'aime pas tellement le commerce, je change de direction et j'entre dans la production. Il n'est pas question encore de production indépendante — bien que j'essaie, en vain, de former une coopérative regroupant réalisateurs, auteurs, techniciens. Je veux faire des films *debout*, et trouver de l'argent *dehors*.

(Lire la suite page 17.)





## SERGE SILBERMAN, CINEMASCOPIE

(Suite de la page V.)

Puis le hasard me mène à la production et à la coproduction de deux films espagnols *Mort d'un cycliste* et *Calle Mayor* de Juan Bardem. Parce que Bardem fut arrêté dans l'Espagne de Franco (et libéré grâce à l'intervention de personnalités françaises), les négatifs et les rushes de *Calle Mayor* ont été envoyés par la valise diplomatique en France. Le montage et le mixage du film ont donc lieu dans un studio à Paris. Là, je fais mon apprentissage technique, là je rencontre Jean-Pierre Melville.

### LA MUSIQUE SANS SOUS-TITRES

Quand j'ai le temps de penser, de lire, je me réfugie dans la musique ou dans des livres d'histoire. J'aime la musique classique - Liszt, Chopin, Mozart, Beethoven, Brahms - et moderne, si Gershwin, c'est moderne. Jeune, j'aimais l'opéra italien, puis Wagner m'a touché de plus en plus, comme une explosion un peu spéciale de romantisme allemand. Tchakovsky me plaisait lorsque j'avais vingt ans, aujourd'hui je lui préfère Moussorgski, surtout *Boris Godounov*. C'est formidable la musique, et on n'a pas besoin de la sous-titrer, ni de la doubler.

Voilà deux ans que Jean-Pierre Melville se promène avec un sujet : *Bob le Flambeur*. Il n'a pas un sou, moi non plus, mais comme le patron d'un grand laboratoire de Paris accepte de me prêter un peu d'argent liquide, nous décidons de faire un film en coproduction, lui étant le réalisateur. Nous tournons dans un hangar construit de nos mains, Henri Decae (2) qui se trouvait sans travail, est à la fois cadreur et directeur de la photo; nous avons un électricien et, pour bouger la caméra, un machiniste qui, la nuit, installe les décors. Bien entendu, tous les acteurs sont des inconnus, et le film coûtera, en 1956, 16 millions d'anciens francs. Ainsi sommes-nous les précurseurs de la nouvelle vague.

Toujours le hasard, je fais la connaissance de Jacques Becker, au moment où, depuis deux ans lui aussi, il cherche à réaliser *le Trou*. Jacques Becker demande qui je suis à Georges Louriou, grand distributeur de l'époque, familier de Clair, de Clouzot, et soutien courageux des producteurs indépendants. Louriou sait peu de moi, pourtant il dit à Jacques Becker : « Si Silbermann est votre producteur, je rentre aussi dans le coup. » Et je produis *le Trou*.

En travaillant avec Melville, je suis devenu son ami, en vivant avec Jacques Becker, je deviens le sien. Je l'aime beaucoup, c'est un choc d'apprendre qu'il est malade et qu'il ne pourra probablement pas achever son film. A cause de cette maladie, je dois passer un accord avec l'assurance pour que

Jean Becker, son fils, alors très jeune assistant, puisse le remplacer. Ainsi, pendant quinze jours, je vais avec Jean chez Jacques, qui dessine et indique chaque angle, chaque objectif des scènes à tourner. Melville m'a préparé, de plus en plus je me familiarise avec tous les problèmes techniques et professionnels, je comprends mieux ce qu'est un objectif, ce que signifie un cadrage. Je commence à savoir comment mettre en images les paroles écrites sur le papier.

Dès le début du film, j'ai participé aux décors, contrôlant leur exécution, vérifiant les factures. A ce propos, il y a une histoire assez célèbre dans les milieux du cinéma. Il s'agit justement des décors (en studio) du *Trou* pour lesquels j'ai reçu des factures qui ne me semblaient pas très honnêtes. La première semaine, je signe un chèque, la deuxième, je paie encore, ensuite j'accours un matin, très tôt, au studio et je découvre le pot aux roses : aucun décor facturé n'a été construit. Déjà, avec Melville, j'avais constaté que, dans le cinéma, beaucoup d'argent s'en va ou par malhonnêteté ou par gaspillage, ce qui parfois marche ensemble. Soyez vifs et regardez autour de vous tous les gens qui seront tentés de gaspiller. C'est un cercle vicieux. Et c'est pareil partout.

Jacques Becker malade, le tournage se prolonge et, grâce à Melville, nous transportons les décors du *Trou* dans le hangar-studio de *Bob le Flambeur*. Là, nous terminons le film. Jacques Becker était trop souffrant pour achever le mixage, c'est à moi que

revient cette tâche délicate - j'ai été heureusement formé par Melville. En présence de Jean Becker, je vais jusqu'au bout, et je découvre combien c'est difficile de jouer avec le talent des autres. Puis Jacques Becker meurt, et je reste tout seul pour la sortie du *Trou*. Le soir de la première,

j'invite trente personnes pour dîner et des gens viennent me dire : « Le film est trop long. » « Serge, on va vous aider à le couper. » Je leur réponds : « Si vous êtes mort, acceptez-vous que quiconque y touche, à votre film, sauf peut-être votre fils ou un ami très cher. »

### On parlait de tout ensemble avec Jacques Becker et il m'appelait « mon petit Serge »

Qui était Jacques Becker ? Un homme élégant, qui avait une immense patience pour écouter les autres, ce qui ne l'a pas empêché de faire le cinéma à sa manière. Notre amitié a commencé pendant l'écriture du script, Jacques Becker écrivait tous ses scénarios à la main, au crayon, et je me battais avec lui pour qu'il me remette au moins chaque semaine quelques pages définitives. Nous passions des soirées extérieures, buvant et riant. Qui, c'était un homme courtois et simple, très attachant, plein de pudeur et de générosité à l'égard de sa famille, de ses proches. Il poussait loin l'élégance, par exemple, il tenait à ce que le nom de celui avec qui il avait seulement travaillé une heure ou deux apparaisse au générique.

De tout cela, Melville m'avait donné un avant-goût. Jacques Becker, lui, m'a montré à quel point il est plus facile de discuter avec des gens de talent, même s'ils ont tort. J'ai eu cette expérience beaucoup plus tard avec Bunuel, lui et Becker éprouvaient un doute quotidien pour tout ce qui relevait de leur création. Au lieu de me dire : « On fait ça parce que c'est comme ça », l'un et l'autre m'associaient à leur travail, m'expliquaient, me renseignaient, voulaient que je sois leur complice plutôt que leur adversaire.

Jacques Becker, dans sa vie, dans ses films, s'intéressait avant

tout aux êtres humains. On parlait de tout ensemble, et bien sûr des films futurs. Il m'appelait « mon petit Serge », peu avant sa mort je l'ai emmené en voiture au bois de Boulogne et il m'a dit : « Vous deux, on va faire le Journal d'une femme de chambre. Remettez-vous aux États-Unis, mais nous on va le réussir et on va bien s'amuser. »

J'ai revu plusieurs fois *Goupil mains rouges*, et aussi *Casque d'or*, ce sont des films qui n'ont pas bougé. Je crois que Jacques Becker est le plus grand réalisateur français d'après-guerre. Sans éblouir, sans mouvements de caméra inutiles, Jacques Becker, curieux des autres, portait toute son attention à ses personnages, et par conséquent aux acteurs. Ses récits étaient toujours sobres, ses caractères vivants, et il reste moderne après quarante ans. Je suis content que le Festival d'automne lui consacre une rétrospective, qui va effacer une injustice, combler un oubli.

Environ un an après la mort de Jacques Becker, je me retrouvais avec Gene Moskowitz, le correspondant à Paris de *Variety*, qui me dit : « Serge, je ne comprends pas que tu ne fasses pas un film avec Luis Bunuel. » Et moi, tout naturellement, je réponds : « Je suis petit, il est grand, il me mettra peut-être à la porte. » « Mais non, dit Gene Moskowitz, c'est un homme extraordinaire, gentil, tu devrais le rencontrer. »

nous ferons ensemble le *Journal d'une femme de chambre*. Nous mettons au point un commun accord, se réservant à chacun la liberté d'abandonner le film. De son côté, Bunuel insiste pour se retirer au cas où il n'aimerait pas son propre script. On s'est donné la main ce soir-là, en direct on a établi un contrat fixant toutes les conditions financières.

Bunuel était trop élégant pour venir à l'écart son agent à Paris, Paulette Dorisse, de CIMURA. Il me conseille de lui téléphoner. « Demandez-lui de nous présenter l'un à l'autre, dit-il, il n'y aura pas de problème, puisque nous avons tout réglé d'avance. » « Ça va être difficile de rencontrer Bunuel », me dit Paulette Dorisse, mais très vite, bien sûr, elle me convie à un déjeuner avec lui, au Royal-Monaco. Nous jouons le jeu, Luis et moi, on fait comme si on ne se connaissait pas, et ainsi débute notre collaboration : le *Journal d'une femme de chambre*, d'abord, ensuite la *Voie lactée*, le *Charme discret de la bourgeoisie*, le *Fantôme de la liberté*, *Cet obscur objet du désir*. Et il y avait eu, si j'en ai eu, si j'en avais eu, un grave accident de voiture qui m'a immobilisé des mois, des années.

La *Symphonie en ré mineur* aurait été un film encore plus fou que la *Voie lactée*, que le *Fantôme de la liberté*. De la cave à la salle à manger, vous auriez croisé Gilles de Rais, le marquis de Sade, Ulrike Meinhof, avec ses amis de la bande à Baader. Pendant ma convalescence, nous avons repéré de ce projet. C'était à Honfleur, vers 6 heures de l'après-midi, avec

### POUR UN CINÉMA ARTISAN

Le plus beau cinéma français a commencé après la guerre, quand toute une génération d'auteurs, de réalisateurs, de producteurs, voulait faire du cinéma et tenait à exprimer ses idées, ses rêves, son époque en termes de spectacle. L'esprit d'indépendance était au sein de ce mouvement, et non le souci de passer ou de réaliser une commande.

Aujourd'hui, malheureusement, on s'efforce de réduire tout le cinéma à une industrie, le dépossédant de son domaine d'indépendance : l'art. Car le cinéma est, d'abord, de nature, artisan, c'est-à-dire créateur, même s'il s'agit de création collective. Quand l'État fait un film, ce n'est pas le génie des auteurs qui ont collaboré avec lui. Jacques Becker procédait de la même manière. Et Bunuel. Et Kurosawa. Quant au producteur, s'il a, lui, un talent, c'est de pousser celui des autres et de le pousser jusqu'au plus haut point.

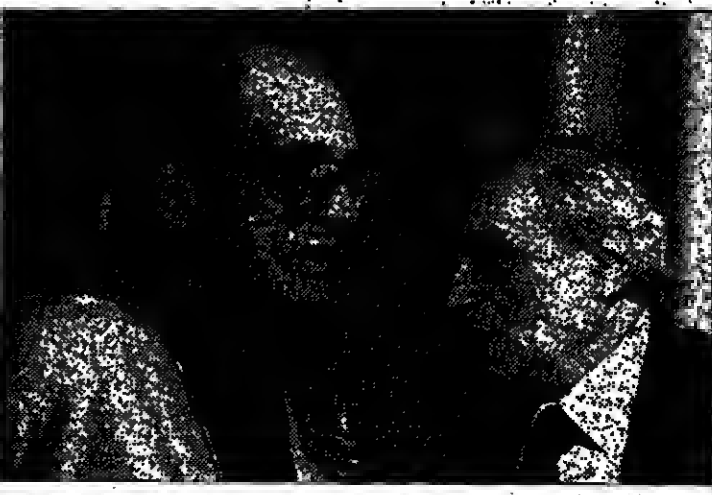
Il existe, bien sûr, FIFEC et des instituts de cinéma. Pourtant, c'est la télévision qui devrait accueillir les élèves cinéastes, afin de devenir pour eux ce qu'est l'hôpital pour les médecins, extérieurement internes.

Comment un nouveau cinéaste peut-il travailler s'il doit soumettre son projet à une commission d'une grande société ? Comment pourra-t-il avoir un échange ? Comment trouvera-t-il un minimum de compréhension, de complicité ? Pour moi, producteur indépendant, c'est pareil, je dois également parler aux sociétés, aux interlocuteurs anonymes. C'est dommage, enfin, qu'il n'y ait pas d'endroit, pas d'école où l'on puisse apprendre notre métier. Mais, même si cela était, qui serait capable d'injecter aux futurs producteurs le goût de l'aventure ?

Jacques Becker (au centre) pendant le tournage de « *Trou* ».



### « J'adore « le Trou », me dit Bunuel, c'est pour moi un film surréaliste »



Luis Bunuel

Serge Silbermann

Une semaine passe, j'apprends que Bunuel est arrivé à Madrid, de Mexico. Aussitôt, j'attrape un avion, et je réserve une chambre à l'hôtel Torre de Madrid, au vingt-sixième étage. Je téléphone pour qu'un producteur espagnol m'arrange une rencontre, et le rendez-vous avec Bunuel est pris pour le lendemain dans ma chambre à 5 heures. A l'heure tapante, il est devant moi, et en ouvrant ses portes je vois celle d'en face qui se ferme : Bunuel habite juste là, à deux pas. Bunuel boit avec moi le whisky que je viens d'acheter - ne sachant pas encore son goût pour le Martini dry - et me demande : « Quels sont les films que vous avez faits ? » Je réponds : *le Trou*, et Bunuel me dit : « J'adore *le Trou*, c'est pour moi un film surréaliste. Il fallait

du culot pour le faire. » A la demi-bouteille de whisky, Bunuel me demande : « Quel film me proposez-vous ? » « Parlez-moi de vos projets de films, dit-il, et je pourrai choisir. » Au-dessous du volcan », me répond-il du tac au tac, mais je crois que le scénario est infaisable. Puis il est question du marquis de Sade, de Gilles de Rais, et Bunuel mentionne le *Journal d'une femme de chambre*. A ce moment, je saute à pieds joints : « C'est le film que je voulais faire avec Jacques Becker », dit-il. Il est 6 heures et on se quitte. Nous avons terminé la bouteille de whisky.

Dès le lendemain, Bunuel m'invite à dîner, nous allons dans un restaurant de la vieille ville. Il y a un très bon Martini dry et de très bons vins, nous passons une soirée magnifique. C'est décidé :

### Robert de ju

Quand Bunuel...  
m'invite à dîner...  
nous passons une...  
soirée magnifique...  
C'est décidé :

De cette nuit...  
l'un des plus...  
producteurs du...  
cinéma français...  
a commencé...  
après la guerre...  
quand toute une...  
génération d'auteurs...  
de réalisateurs...  
de producteurs...  
voulait faire du...  
cinéma et tenait...  
à exprimer ses...  
idées, ses rêves...  
son époque en...  
termes de spectacle...  
L'esprit d'indépendance...  
était au sein de...  
ce mouvement...  
et non le souci...  
de passer ou de...  
réaliser une...  
commande.

Aujourd'hui, malheureusement, on s'efforce de réduire tout le cinéma à une industrie, le dépossédant de son domaine d'indépendance : l'art. Car le cinéma est, d'abord, de nature, artisan, c'est-à-dire créateur, même s'il s'agit de création collective. Quand l'État fait un film, ce n'est pas le génie des auteurs qui ont collaboré avec lui. Jacques Becker procédait de la même manière. Et Bunuel. Et Kurosawa. Quant au producteur, s'il a, lui, un talent, c'est de pousser celui des autres et de le pousser jusqu'au plus haut point.

Il existe, bien sûr, FIFEC et des instituts de cinéma. Pourtant, c'est la télévision qui devrait accueillir les élèves cinéastes, afin de devenir pour eux ce qu'est l'hôpital pour les médecins, extérieurement internes.

Comment un nouveau cinéaste peut-il travailler s'il doit soumettre son projet à une commission d'une grande société ? Comment pourra-t-il avoir un échange ? Comment trouvera-t-il un minimum de compréhension, de complicité ? Pour moi, producteur indépendant, c'est pareil, je dois également parler aux sociétés, aux interlocuteurs anonymes. C'est dommage, enfin, qu'il n'y ait pas d'endroit, pas d'école où l'on puisse apprendre notre métier. Mais, même si cela était, qui serait capable d'injecter aux futurs producteurs le goût de l'aventure ?

A mes yeux, compte avant tout l'argent - donc le premier point... La réalisation d'un film exige des talents et la connaissance du métier ne suffit pas. Le producteur doit entrer avec le créateur, risquer le désastre, arriver que, riches, se richesses, un son ame.

A mes yeux, compte avant tout l'argent - donc le premier point... La réalisation d'un film exige des talents et la connaissance du métier ne suffit pas. Le producteur doit entrer avec le créateur, risquer le désastre, arriver que, riches, se richesses, un son ame.



par Yvonne Baby

Jean-Claude Carrière, on buvait, complices, un cocktail façon Luis, le « Bunneloni ». On se racontait des blagues, des souvenirs, des choses intimes, et Bunnel disait : « Je suis trop vieux pour faire ce film ».

L'été 83, je savais Luis très malade. Je me trouvais à Tokyo,

ayant déjà commencé *Ran*, et je suis venu le voir à Mexico. Quelques jours avant sa mort, il m'a demandé de partir. Il voulait se rendre seul à l'hôpital pour achever sa vie. Il est mort le 29 juillet, et je suis revenu à Paris. Mais j'avais tant de chagrin que j'ai fui à la campagne pour me cacher.

### Robert Badinter a déjà ce caractère de justicier qui me plaît tellement

Quand Bunnel tournait, il travaillait d'une manière simple, car sa vision était là, et le film monté dans sa tête comme dans la caméra. Parfois, certains ont pris son humour à l'envers, lui ont reproché sa cruauté à l'égard des êtres humains et des bêtes. Mais s'il la montrait, cette cruauté, c'est qu'il en était remué, échoqué. Il était si généreux dans la réalité... Savez-vous qu'il ne pleurait que de joie, par tendresse.

De cette amitié avec Bunnel, l'un de mes associés, soi-disant producteur très riche, a été terriblement jaloux. C'est sans doute ce qui l'a amené à m'écroquer au moment du *Journal d'une femme de chambre*. Pourtant, j'ai réussi à terminer le film mais je me suis retrouvé bientôt à quarante-neuf ans, avec trois enfants, ruiné. Dans cette période, un homme va beaucoup m'aider de ses conseils, de son amitié. Cet homme, c'est Robert Badinter, un jeune avocat de trente-trois ans, que je viens consulter sans le connaître. Il a déjà ce caractère de justicier — qui me plaît tellement — et il démontre merveilleusement mes affaires compliquées. Il m'encourage à recommencer à zéro, et me présente à l'un de ses clients Harry Salzman, producteur des *James Bond*. Salzman me prête de l'argent pour vivre, pour reprendre ma carrière. A nouveau, je peux ouvrir un petit bureau.

Robert Badinter refuse tout honoraire. « Tu me paieras quand

tu pourras », me dit-il. Quelques années après, je lui apporte une somme d'argent. Il rit : « Le passé, c'est le passé. Paye-moi chaque année un cinquième de cette somme, pour les services à venir. » Il est devenu mon avocat, il est resté mon ami, même s'il ne peut plus être mon avocat, je pense qu'il est toujours mon ami. Regardez la veine que j'ai dans la vie...

L'aventure *Ran* ? Encore une fois, veine et hasard. Daniel Toscani du *Plamier* me pousse à rencontrer Akira Kurosawa qui, assure-t-il, accepte que je sois son producteur pour *Ran*. Au départ, l'affaire devait être Gaumont-Silberman, ou Serge Silberman-Gaumont, mais rapidement, je m'aperçois qu'entre moi, producteur indépendant, et Gaumont, grande société anonyme, le mariage sera délicat. Je décide donc de me lancer tout seul.

Le Japon, évidemment, ne ressemble à rien à mes pays familiers mais, depuis longtemps, j'aime les films de Kurosawa et le sujet de *Ran* me touche infiniment. D'ailleurs, après des semaines de discussion avec Kurosawa, j'ai mesuré combien lui, le Japonais, et moi, l'Européen peut-être venu de nulle part, nous nous comprenions et ressentions *Ran* de la même façon. Une fois de plus, je me trouvais en état de coup de tête et de coup de cœur.

### « Ran » s'est passé il y a deux mille ans et pourra encore se passer dans deux mille ans

Ce ne sont pas les difficultés qui manquent. Mais je m'accroche, essayant de surmonter cette sensation, qui m'envahit parfois, d'être au creux de la vague. Je voudrais nommer ceux qui m'ont accompagné de leur appui moral : pour le Japon, M<sup>me</sup> Kawakita (3), M. Shirazi (4), et bien entendu Akira Kurosawa ; pour la France, Jack Lang lui-même, qui tenait à

la réalisation de *Ran*. Sans parler de Uly Pickardt, mon collaborateur depuis vingt-cinq ans, qui a fait tous les métiers dans le cinéma, et qui a été l'assistant de Jacques Becker dans *Casque d'or* et celui de Max Ophüls dans *Lola Montès*. Dans ma solitude, c'était bien d'avoir Uly, et de pouvoir quelquefois réfléchir avec lui. Comme c'était important, pendant toute une période commune, d'avoir près de moi Irène, ma femme.

J'avais surtout des difficultés avec le langage professionnel que je devais tenir à ceux qui m'apportaient un supplément financier au Japon. Et je me sentais dans une situation complexe, voyant qu'on tentait parfois d'élever un mur entre Kurosawa et moi. Mais, sitôt tous les deux, nous retrouvions notre complicité, et nous avons quand même partagé quelques pages de la vie — dont certaines ont été benruses — scellant une aventure qui a commencé à Tokyo le 18 septembre 1982, et qui s'achève, juste trois ans après, avec la sortie de *Ran* en France.

J'ai été le premier à comprendre que Kurosawa avait besoin de moyens pour s'exprimer et, au bout du compte, je crois que je lui ai permis de réaliser *Ran* tel qu'il l'avait rêvé. Avec qui peut-il discuter et se disputer au Japon ? Là-bas, les grandes sociétés lui délèguent un de leurs employés, comme producteur. Quel contact peut-il donc avoir avec une personne déléguée, un fonctionnaire ? Si vous voulez calculer le prix d'un film avec son réalisa-

teur, il faut que vous l'aimiez autant que lui, et si possible de la même façon.

Malgré deux ou trois accrochages, à cause de tiers, je crois que Kurosawa a apprécié ma présence. Il s'est toujours montré très courtois, très gentil, il m'a emmené dans les meilleurs endroits. Grâce à lui ma chambre à Tokyo a toujours été pleine de fleurs, et quand nous étions ensemble à manger et à boire, je crois qu'il se dégageait une chaleur. Et cette chaleur, j'espère qu'elle passe en partie dans le film. A travers *Ran*, je voudrais que l'on sente que Kurosawa n'a pas été seul.

Kurosawa a un talent personnel, frappant. Il dessine et peint ses films, et chaque dessin, chaque aquarelle, immédiatement, donne aussi bien l'angle des prises de vues que l'expression des acteurs, la couleur de leurs costumes. Pour *Ran*, Kurosawa, les visages comme les paysages. Je le savais d'expérience, mais il m'a confirmé, autant de cinéastes, autant de films. Et de toutes les techniques, on ne peut dire laquelle est la plus juste, la meilleure.

### Voyez-vous, de quoi ont besoin les vieux, c'est ça le sujet de « Ran »

J'ai vu beaucoup de choses, j'ai été le témoin de beaucoup d'événements, j'ai souffert de beaucoup d'épreuves et de crises, dues à la lutte pour le pouvoir. Kurosawa du Japon et moi d'Europe, et si éloignés que nous soyons l'un de l'autre, nous pouvions comprendre cette lutte et nous pouvions nous comprendre. Au-delà de sa propre culture, Kurosawa connaît l'histoire occidentale et la littérature étrangère, et j'ai découvert avec surprise l'étendue de ses connaissances lorsqu'il m'a remis un projet pour l'Europe sur la peste noire au Moyen Âge. C'est peut-être pour toutes ces raisons que je ressens si vivement l'histoire de *Ran*, bien que le film soit cent pour cent japonais.

Un jour, où je me promène avec Bunnel au bord du lac Léman, je lui ai dit : « N'est-ce pas drôle que vous (oui, il arrive

Kurosawa a préparé son film pendant un an bien sonné. Les derniers six mois étaient fascinants : Kurosawa réunissait dans une pièce toute l'équipe — même le plus petit exécutant — et expliquait le film scène par scène, détail par détail. Lui-même veillait aux séances de maquillage, choisissait les costumes, ajustait les décors. Il n'était pas « l'empereur K » de la légende, il prenait l'avis de tout le monde, mais, une fois l'instant décisif, plus d'hésitation. Sans parler de sa vision, je dois dire que toute cette méticuleuse préparation relevait d'un splendide savoir-faire.

Avec *Ran*, Kurosawa n'adapte pas Shakespeare, même s'il s'en inspire. Il raconte une histoire de son pays, et il aurait pu tout aussi bien la tourner ailleurs. Un père abandonne une part de son pouvoir à ses fils, qui veulent en avoir chacun la totalité. *Ran* s'est passé il y a deux mille ans, et pourra encore se passer dans deux mille ans. L'envie de pouvoir, cela arrive souvent dans la vie de famille, ou dans la vie du monde. Et cette envie, ce désir, cela se paie parfois très cher, même par d'horribles massacres.

Qu'on ne tutoie pas ses amis les plus tendres), que vous, Luis, né en Aragon, jarmé par les Jésuites, ayant vécu la révolution en Espagne, puis l'exil en Amérique et au Mexique, et que moi, né à l'Est, avec mon éducation plutôt agnostique, et mon voyage touristique des camps en Allemagne, nous soyons là ensemble en train de se comprendre, de rire, de se regarder dans les yeux, de se transmettre l'essentiel par petites phrases courtes ? « C'est le hasard de la vie », m'a répondu simplement Bunnel. Il avait raison, mais je songeais tout de même qu'il en avait fallu des hasards, des « miracles » pour qu'on tombe l'un sur l'autre. « Serge », ajouta Bunnel, on fera un de ces jours un film construit sur le hasard : il s'appellera le Fantôme de la liberté. »

Je ne suis pas très jeune, je n'ai pas une santé terrible. Pourtant,

*Ran* me donne envie de poursuivre, et, dans mon bureau, aujourd'hui, il y a une peinture sur soie que Kurosawa m'a faite et m'a remise à la veille du tournage, avec cette inscription : « To Serge, from A.K. and crew ». C'est comme une chaîne qui continue, à Tokyo, j'ai rencontré Nagisa Oshima par hasard, et je l'ai ramené en France, où il tourne actuellement un film pour moi. Et j'espère, malgré mon âge, qu'il y aura d'autres hasards, d'autres rencontres. Mais qui dit hasard, dit risque, et c'est toujours un risque de rencontrer un être humain, de le comprendre, de tenter une aventure avec lui. Peut-être vais-je rencontrer quelqu'un qui aura besoin de moi, mais, à ce moment-là, il faudra que, moi aussi, j'éprouve le plaisir de donner. Et l'aventure alors deviendra possible, on se trouvera suffisamment armé pour affronter l'inconnu.

C'est vrai qu'il faut prendre le risque de connaître de nouvelles personnes, sinon on est la communication, on est la création ? Mais il faut avoir du temps, il faut capter le temps. Dans le cinéma, comme dans n'importe quel métier, on ne peut pas travailler comme des machines. Même une source tarit, se dessèche, si on ne lui donne pas le temps de se remplir. Il y a vingt-cinq ans, on se retrouvait plus souvent, on s'arrêtait pour vivre, pour parler, pour s'aimer. Le chocolat, quand j'étais jeune, paraissait meilleur. Mais, après tout, il est peut-être meilleur aujourd'hui. Nos enfants, nos petits-enfants ne diront-ils pas de même ?

Voyez-vous, de quoi ont besoin les vieux, c'est ça le sujet de *Ran*. Quand un homme renonce à lui-même et donne trop, les autres lui en veulent. Si vous voulez vous respecter, donnez vivant. Vos enfants, pour rester propres, indépendants, ne doivent jamais attendre l'héritage. Vos enfants, éduquez-les, contribuez à leur formation, à leurs études, et soignez-les. Aidez-les à arranger leur vie, autant que vous le pouvez. Mais laissez très peu derrière, pourquoi une troisième, une quatrième génération aurait-elle le pouvoir hérité du talent de ceux qui auront créé et construit une fortune ? Je n'ai jamais privé les êtres que j'aime de quoi que ce

soit, mais, chaque fois que j'ai fini un film, je réinvestis tout ce que j'ai gagné dans le prochain.

Il n'y a qu'une leçon dans la vie : chacun doit se débrouiller. Mais moi-même je sais que je dois tant à tant de gens, et que sans eux je n'en serais pas là. Je vous l'ai dit, c'est une chaîne, et aujourd'hui encore, je me sens tout aussi naïf, tout aussi romantique.

(1) Président de la République de Tchécoslovaquie de 1945 à 1948.

(2) Chef opérateur français, qui débuta en 1945, avec *le Silence de la mer*, de Jean-Pierre Melville. Son nom reste attaché à la nouvelle vague (François Truffaut, Louis Malle, Claude Chabrol).

(3) Figure célèbre et ambassadeur du cinéma japonais, M<sup>me</sup> Kawakita a non seulement aidé à faire connaître les films produits dans son propre pays, mais contribué avec son mari Nagamasa Kawakita, président de la société import-export Toho Town, à introduire le cinéma européen (et en particulier français) au Japon. M<sup>me</sup> Kawakita dirige depuis trente ans la cinémathèque japonaise (Japan Film Library Council).

(4) Disciple de Nagamasa Kawakita, il dirige actuellement la Toho Town.

### LES PRINCIPAUX FILMS DE SERGE SILBERMAN

- 1954 : *Mort d'un cycliste*, de Jean Bardem.
- 1955 : *Bob le Flambeur*, de Jean-Pierre Melville ; *Grand-Rue* (Celle Mayori), de Jean Bardem.
- 1960 : *le Trou*, de Jacques Becker.
- 1963 : *le Journal d'une femme de chambre*, de Luis Bunnel.
- 1968 : *Adieu l'ami*, de Jean Herman ; *la Voie lactée*, de Luis Bunnel.
- 1969-1970 : *le Passager de la pluie*, de René Clément.
- 1971 : *la Course du lièvre à travers les champs*, de René Clément.
- 1972 : *le Charme discret de la bourgeoisie*, de Luis Bunnel.
- 1973 : *le Fantôme de la liberté*, de Luis Bunnel.
- 1976-1977 : *Cet obscur objet du désir*, de Luis Bunnel.
- 1984-1985 : *Ran*, d'Akira Kurosawa ; *A.K.*, de Chris Marker.
- 1986 : *Max mon amour*, de Nagisa Oshima (en tournage).



NOUVELLE

# UN AMOUR D'ÉTRANGER

par Georges Ferdinandy

Il y a des pays où l'homme blanc se met souvent en ménage avec les femmes indigènes. Elles sont douces et simples : une bonne affaire pour le voyageur étranger.

Dans l'île où je vis, les races se mélangent aussi. Les femmes sont belles. Pourtant, personne n'aurait l'idée de les épouser.

Ce n'est pas qu'elles soient méchantes : elles sont gentilles, au contraire, mais d'une gentillesse plutôt exagérée. On dit qu'elle vous tirent vers le bas, comme les méduses. Et puis, c'est connu, elles sont accessibles sans passer devant M. le curé. Aussi l'étranger prudent s'en sert-il pendant son séjour, sans toutefois se marier.

Pourquoi, alors, épousai-je la mienne ? Peut-être parce qu'elle était si fragile, si abandonnée. Je ne pouvais pas l'imaginer me tirant vers le bas. Et puis me tirer où ? En ce temps-là, personne ne pouvait se trouver plus au fond de l'abîme que moi.

Cependant, les mauvais présages ne manquaient pas. Ma fille, par exemple - quand je parle tout seul, je l'appelle ainsi - ma fille était intelligente, et une femme intelligente est toujours imprévisible, même douce et fragile. Il y avait encore ceci : tous les gens de sa famille étaient déjà morts. Les morts sont imprévisibles : impossible de les persuader.

Mais moi, j'avais fermement décidé de refaire ma vie. J'étais amoureux, dans la mesure où l'on peut l'être chargé de l'expérience de cinq décennies. Les présages ne m'inquiétaient pas.

J'admirai la bibliothèque de Blanche-Neige, ému par la dévotion avec laquelle elle achetait, rangeait, conservait ses livres jamais lus. Je mis à son actif qu'elle assistait à chaque conférence à l'université. Je me dis qu'elle, au moins, respecterait mon métier, par ailleurs passablement méprisé.

J'étais saisi de pitié chaque fois qu'elle me racontait sa fuite, à l'âge de dix ans. Même son nom ne me fit pas sourire. Ses parents, dont elle gardait l'image dans un cadre doré, n'avaient pas manqué d'humour en baptisant ma mouna du nom d'une héroïne de conte de fées.

En ces temps-là, je croyais connaître le monde et les gens, mes fils avaient grandi, j'étais resté seul. Je vivais, pour la première fois de ma vie. C'était bon. Je me laissais bercer par les vagues, le vent chaud me donnait des frissons, et tout cela ne me rappelait pas le passé.

L'eau salée, le soleil, m'avaient lessivé : je n'avais plus d'habitudes, plus de retenue. Dans la fraternité du jus de la canne, j'avais découvert les autochtones, jusqu'alors ignorés.

Elles étaient douces et simples, en effet. Elles m'endouisaient d'huiles parfumées, massaient mes articulations fatiguées. Et moi, pour les distraire, je n'avais rien à inventer. Il leur suffisait, elles en riaient à pleine gorge, que sous mon maillot de bain, ma peau soit blanche comme la farine.

Blanche-Neige apparut dans mon horizon au moment où cette grande fainéantise commençait à m'ennuyer. Je me ressaisis : les années passaient, et moi, si je ne changeais pas de vie, j'allais rester comme un poisson échoué sur la côte, seul et impuissant.

Elle n'était pas belle : dans ce climat, passé vingt ans, seul le bonheur embellit les gens. Elle se recroquevillait, c'était son habitude. Comme quelqu'un qu'un vent de frapper. Dans son regard,



il y avait plus d'inquiétude que de gaieté.

Je l'invitai quand même chez moi. Il était temps de partager mon ardeur avec quelqu'un qui avait de la conversation. Et elle, elle me suivait, obéissante, ses livres sous le bras. « Tu as peur ? », lui demandai-je, tandis que je tripotais mes cils.

Elle avait trente ans. La poche de silence qu'elle entourait sentait la solitude. Elle leva les yeux : « De toi ? », me dit-elle avec un rire blesé.

Je partageais ma chambre avec un lézard tropical, mon seul compagnon. Une petite bête sans prétentions. Il m'observait, blotti contre mes livres, à longueur de journée.

Il ne s'approchait de moi que la nuit : il se nourrissait alors des moustiques qui grésillaient autour du lit. Il avait un don curieux : il prenait la couleur de son environnement. Il devenait vert sur la couverture de mes dictionnaires, rouge sur le dos du Larousse. Je m'étais habitué à ce qu'il soit toujours quelque part à proximité, qu'il penche légèrement la tête, et m'observe, religieusement.

Sur l'île, de temps à autre, la vapeur se lève. Je reprends alors mes esprits, j'époussette mes livres jaunés. Je pulvérise un insecticide dans la chambre, je tue les cafards et les fourmis. C'est après l'un de ces remue-ménage que je vis mon ami pour la dernière fois. Il était accroupi en bordure du lit, et me regardait, interrogatif. Un lobe transparent palpitait à son cou ; il vivait, il avait donc un cœur, lui aussi.

Et puis il disparut. Ce n'est que plusieurs mois plus tard que je retrouvai son corps sec sous les lexiques. Je voulais mettre de l'ordre dans ma vie, et j'avais tué mon seul ami.

Peu après, Blanche-Neige s'installa chez moi. J'avais déjà l'habi-

tude de sa présence, ce changement ne m'inquiéta pas. Ma fille se fondait dans son milieu aussi parfaitement que son prédécesseur. Auparavant, j'étais différent, mais les années avaient passé, et mon travail m'avait habitué à l'isolement. Il était agréable d'avoir quelqu'un à portée de la main, et que, de jour comme de nuit, on observe ses moindres mouvements.

Blanche-Neige embellit : elle ne retrairait plus le cou, et quand je levais les yeux de mon travail, un sourire éclatant illuminait ses traits : une confiance si naïve que je ne pouvais soutenir son regard. Elle avait de longues cunisses galbées, capables de vous faire perdre le fil de vos idées.

Mais nous ne parlions pas beaucoup, et même de moins en moins, si je peux me fier à mes souvenirs. C'était en vain que ma fille était intelligente : nous vivions dans deux mondes différents, elle, l'autochtone, et moi, l'étranger.

A ce point du récit, il serait bon que je passe aux faits. Mais Blanche-Neige détestait agir : pendant notre vie commune, rien de concret ne nous est arrivé.

Les premiers temps, j'essayais encore de lui parler. « Si au moins nous avions un fils ! », lui dis-je plus d'une fois. « Blond, comme toi », rêvait-elle, car les cheveux châtainés sont blâmes aux Caraïbes.

Nous n'en eûmes pas. C'est en vain que nous allumâmes des bougies devant les Vierges de toutes les couleurs. Blanche-Neige était croyante, bien que je ne l'aurais pas qualifiée de chrétienne. Il aurait fallu de temps à autre qu'elle fasse quelque chose pour cela.

Les indigènes sont passives : un peu contemplatives, un peu indifférentes. Quand je l'encourageais à aller voir un médecin, à réagir, enfin à faire quelque chose, ma fille déboulaissait sa jupe et atten-

dait que je la féconde, comme la terre rompre attend la pluie.

Moi, ce grand calme végétal commençait à m'irriter. Je m'aperçus que l'indifférence et la passivité étaient en train de me contaminer.

J'ai lu quelque part que dans le désert on n'arrive pas à guérir les maladies respiratoires. L'équipement médical le plus moderne ne remplace pas la simple habitude de se mouvoir. L'auteur de l'article, un médecin arabe, prétendait que, à moins de s'exercer depuis la première enfance, l'homme adulte est incapable de vider ses fosses nasales.

Blanche-Neige ne savait pas se mouvoir. Quand elle était émue ou enrhumée, elle reniflait, avalait sa salive, s'épongeait le nez avec des mouchoirs en papier. Elle observait avec une méfiance à peine déguisée mes manœuvres bruyantes. Elle les tenait de toute évidence pour une coutume barbare, et quant à mes mouchoirs, elle ne les touchait jamais, même lavés et repassés.

Ce qui était plus grave, c'est qu'elle avait beau collectionner les livres, elle ne comprenait rien à mon travail.

« Que fais-tu ? » me demandait-elle un jour d'oisiveté.

« J'écris ».

« Tu écris ? »

« Qu'est-ce que ça a d'étrange ? »

« Rien », me dit-elle. Je croyais que ton livre était terminé. »

Pour elle, on écrivait un livre comme on plante un arbre pour s'étendre sous son ombre et se reposer.

Pourtant, je ne pouvais plus imaginer la vie sans elle. J'avais peur de me retrouver seul. J'acceptai sans réagir quand elle me proposa de louer ma chambre et de déménager chez elle, parmi ses livres jamais ouverts.

La nouvelle vie était tonifiante, comme toutes les nouveautés. Pourtant, là, chez ma fille, les choses se gâtèrent. Dans le bruit de la radio, au milieu des voisins accoudés à leur fenêtre, entre la sonnerie de la porte et celle du téléphone. Je n'y étais pas préparé : j'avais oublié depuis longtemps comment on vit chez soi, là où l'on n'est ni seul ni étranger. Même les morts de Blanche-Neige se mirent à proliférer. Ils prirent possession de la place réduite que j'avais encore dans sa vie. « Tu ne m'aimes plus », me dit-elle tristement, lorsque, exaspéré, je me mis à organiser mon intimité.

Elle me récitait alors quelque sagesse apprise à l'école. « Je suis moi, me dit-elle, moi et ce qui m'a fait. » Mais c'était elle que j'avais épousée, moi, pas son entourage.

Ce soir-là, nous fîmes la paix une fois de plus. Je ne me révoltai qu'à la vue des premiers signes de décomposition. Dans ma tête, bien sûr, non pas sur ma peau : c'était comme un relâchement à peine perceptible aux jointures des idées.

J'ai dit des indigènes qu'elles vous tirent vers le bas comme des méduses. Mais les méduses ne tirent pas vers le bas. C'est plutôt de sables mouvants que j'aurais dû parler.

Chez moi, la révolte consiste à pulvériser de l'insecticide et à aller voir le dentiste. Il était temps : mes molaires avaient déjà pourri dans ma bouche et mes yeux étaient enflammés. Des parasites poussaient sur mon cuir chevelu, entre mes doigts de pied.

Elle voyait bien mes manœuvres. Je me préparais, j'allais bientôt reprendre la route. Elle m'observait, les yeux grands ouverts, comme mon lézard agonisant, et moi, je ne me rendis pas compte qu'elle était un être humain, elle aussi, et que, en tant

que tel, elle avait un cœur, un cœur et des sentiments.

Mes nouvelles lunettes me firent croire que je voyais plus clair. Je me suis dit : je vais être plus ferme, je vais à nouveau travailler. « J'aurais préféré que tu deviennes plus souple », me dit-elle quand je lui expliquai ce qui m'arrivait.

Je me rappelle, ce soir-là, j'hésitai. Blanche-Neige tremblait dans mes bras, elle était devenue maigre et toute faible. Ma volonté crispée, mon obstination, n'étaient-elles pas malades ? Toujours faire barrage à la vie, toujours vouloir transformer en énergie l'amour et l'amitié...

Non, impossible - décidai-je à la fin de cette longue nuit blanche. C'est la faute de ma fille. Celui qui a dit qu'elles vous tiraient vers le bas savait de quoi il parlait. Elle a failli me détruire, avec ces deux bras fragiles !

L'aube pointait quand je m'endormais. C'est ainsi que cet amour prit fin. Cet étrange amour d'étranger.

Je retournai dans ma chambre. J'arrosai le palmier nain planté par cette autre femme, la mère de mes enfants, je posai sur la table mes souvenirs jaunés.

Blanche-Neige disparut, telle qu'elle était venue : sur la pointe des pieds. Je garde d'elle une photographie retrouvée sous les lexiques. La confiance enfantine qui m'avait mis tant en colère s'était déjà effacée de ses traits. J'avais voulu mettre de l'ordre dans ma vie, et j'avais tué ma seule amie.

Les années passent. Je me suis habitué à la solitude. Je vis, je me sers des indigènes, sans toutefois les épouser. Je suis redevenu ce que j'ai toujours été, un étranger.

Après le coucher du soleil, je m'arrête encore, comme autrefois, sur le balcon. Le ciel devient tendre à ces moments-là, comme le souvenir. L'île est inondée d'une lumière orange. Autrefois, dans ce silence jaune, j'écoutais mes disques. Je les remets maintenant sur le pick-up, mais il me faut faire un effort pour entendre la musique.

L'essais alors de penser à ma fille, à son sourire éclatant, à son expression, la tête légèrement penchée. Tout était différent quand elle était là. Je ne travaille plus comme à l'époque. Mes idées font des ricochets et les mots grincent dans ma bouche. J'ai terminé mon livre, j'ai le temps, je pourrais continuer, et pourtant je ne fais rien. Qu'il est pénible de traîner un rôle dont on s'est lassé !

Quelquefois, je me dis que de nous deux c'était moi qui manquais de courage. Chacun mettrait son nez à sa façon : au lieu de me moquer d'elle, j'aurais pu par exemple lui avouer que mes pauvres livres n'avaient jamais fait assez d'ombre pour qu'on puisse s'y reposer. Je devais continuer, tant que c'était la saison.

Maintenant, je pourrais m'arrêter. Mais maintenant, il est tard : le passé n'est qu'un rêve à moitié oublié. Notre fils aux cheveux châtainés a disparu, lui aussi, dans les eaux de l'oubli.

Il serait déjà parti de toute façon ! Je me durcis, là, sur le balcon. Derrière mon dos, le ciel vire au lilas ; dans la chambre, le disque s'est arrêté. Je ne me suis pas laissé détruire. Je travaille, je vis. Rien de grave n'est arrivé : un relâchement à peine perceptible aux jointures des idées.

Mais ici, dans les mers chaudes, il vaut encore mieux parler de méduses que des sables mouvants d'un passé oublié.

[Né en 1935 à Bédouet, Georges Ferdinandy enseigne à l'université de Porto-Rico. Il a publié plusieurs recueils de nouvelles, en particulier *Familles au paradis*, *Fantômes magnétiques*, *Youni* (Denoël). Une de ses nouvelles, *Boudy*, est parue dans les 40 *Nouvelles du Monde* (IV) (1985).]



## COLLOQUE

# ACTUALITÉS DE L'HISTOIRE

par François Bédarida

**Plus de deux mille historiens venus de cinquante-neuf pays ont participé, à Stuttgart, au XVI<sup>e</sup> Congrès international des sciences historiques. Cette rencontre a montré l'intérêt de plus en plus vif des historiens pour les grands sujets du temps présent. Une oubliée de marque devait en outre faire sa rentrée et reprendre des couleurs : l'historiographie.**

**S**IGNE de la vitalité de l'histoire comme discipline d'enseignement et de recherche, comme instrument de culture et comme science sociale, le congrès a brassé les temps et les lieux, avec sa mécanique bien huilée, ses centaines de rapports, son architecture savante étagée, de la cave au grenier, thèmes, périodes, et travaux de commissions spécialisées (celles-ci, au nombre de trente, couvrent tout le domaine de l'histoire universelle, allant des études byzantines à l'histoire maritime, de la démographie historique à l'histoire ecclésiastique, de l'histoire de la Révolution française à celle de la seconde guerre mondiale, de la météorologie à la numismatique).

Comme il était normal, le groupe national le mieux représenté était celui du pays invitant, puisque les historiens de la République fédérale d'Allemagne fournissaient près du quart de l'effectif du congrès — beau témoignage de la renaissance de l'école historique allemande, — mais la RDA avait délégué une soixantaine d'historiens et les autres pays de l'Est étaient présents en nombre : quatre-vingt-dix Hongrois, soixante-quinze Polonais, soixante

Roumains, sans parler de soixante-douze Soviétiques.

Malheureusement, l'arbitraire d'Etat n'avait point manqué de frapper, puisque le grand historien polonais Bronislaw Geremek, opposant notoire et coauteur d'un des rapports majeurs, avait été empêché, malgré les promesses faites, de venir à Stuttgart et qu'un texte de protestation contre les conditions de travail faites aux historiens tchécoslovaques circulait dans les couloirs du congrès, recueillant nombre de signatures (il convient aussi de signaler l'absence forcée d'un historien réputé d'Afrique noire, J. Ki-Zerbo, en butte aux tracasseries du gouvernement du Bourkina).

### L'arrivée du Chinois

Parmi les autres délégations nationales, ce qui frappait le plus, c'était la présence en force de l'Extrême-Orient : plus d'une centaine de Japonais, une trentaine de Coréens du Sud, et, événement plus important encore, l'arrivée de la Chine populaire, qui avait sollicité son admission dans la communauté scientifique internationale et était représentée par

quelque vingt-cinq historiens friands de contacts et d'échanges.

Toutefois, même si la mondialisation progresse (le nouveau président du Comité international des sciences historiques est un Mexicain), le poids de l'Europe occidentale reste considérable, par le nombre et la qualité : Britanniques, Italiens, Espagnols, Néerlandais, Belges, les Français occupant quant à eux une forte position grâce au renom de leur école historique, tandis que le secrétariat général du Comité international des sciences historiques se trouve assuré par l'un des leurs sans discontinuer depuis la création de cet organisme en 1926 (la titulaire actuelle, M<sup>me</sup> Hélène Ahreweiller, a été brillamment réélue à Stuttgart).

Il convient aussi de souligner une donnée réconfortante : à l'heure où l'un déplore non sans raison le recul de la langue française dans les assemblées scientifiques internationales, au sein de ces états généraux de l'histoire que constituent les congrès quinquennaux, le français continue d'être et contre tout à tenir une place privilégiée, reflétant bien le rayonnement de l'historiographie française.

Avec humour, l'un des organisateurs allemands comparait le congrès à une foire où les producteurs viennent exposer leurs produits en essayant de les placer auprès de la clientèle... De fait, l'on constate que le défilé est fort court entre le mouvement de la production historique de pointe et son apparition dans le circuit des thèmes et des débats des congrès internationaux. Loin d'être un conservatoire d'une histoire en voie de fossilisation, ceux-ci sont un laboratoire où se façonnent et se communiquent certaines des recherches les plus vivantes et les plus neuves. Certes, les pesanteurs ne manquent point, en particulier quand les idéologies et les considérations politiques tiennent lieu de savoir et de raisonnement, comme c'est trop souvent le cas avec les apparatchiks appointés de la discipline historique (l'histoire n'est-elle point un enjeu privilégié de pouvoir pour les Etats totalitaires ?) ; mais au total la confrontation des approches et des méthodes ne peut pas ne pas être féconde, du moins dans le moyen et dans le long terme.

Preuve que les historiens, même spécialistes de périodes reculées, ressentent et expriment les interrogations du temps présent, plusieurs des thèmes adoptés étaient directement commandés par l'actualité. Ainsi, à l'occasion du tricentenaire de la révocation de l'édit de Nantes, Emmanuel Le Roy Ladurie avait organisé

une « table ronde » sur la tolérance. D'autres débats eurent trait à l'attitude des citoyens face à l'administration, à la relation entre culture des élites et culture des masses, aux formes anciennes et nouvelles de la diplomatie.

Le quarantième anniversaire de la victoire de 1945 a fourni au congrès l'un de ses trois thèmes majeurs, avec une journée entière consacrée à la résistance contre le fascisme, le nazisme et le militarisme japonais : cinq cents participants, une cinquantaine d'orateurs, vna qui témoignait de l'intérêt passionné pour un passé proche et encore brûlant dans lequel la résistance allemande à Hitler a pu retrouver sa vraie place et sa vraie dimension en étant intégrée et située par rapport à la résistance européenne dans son ensemble.

Mais Stuttgart n'est pas seulement la patrie de Hegel et la ville où s'est déroulée la jeunesse de Stauffenberg, à l'âge du complot du 20 juillet 1944 contre le Führer. C'est aussi la capitale allemande de l'automne, la ville sur laquelle chaque nuit brille l'étoile de Mercedes. Aussi un ensemble fort pénétrant a-t-il été consacré à la motorisation depuis un siècle et à ses effets économiques, sociaux et culturels : échanges auxquels la présence de représentants du tiers-monde et des mouvements écologistes a donné une tonalité stimulante.

Incontestablement, l'un des sujets les plus originaux du congrès a été consacré à un thème neuf relevant de l'histoire des mentalités et de la culture : « l'image de l'autre : étrangers,

minoritaires, marginaux ». Il s'agit là d'une démarche concernant la quête d'identité de ceux qui furent privés d'histoire, soit qu'ils en aient été exclus soit qu'ils n'y soient pas encore entrés. Un monde du silence, monde universel et ancien comme l'humanité elle-même, où l'altérité se trouve source tantôt de sacralisation, tantôt de diabolisation. De là a découlé une riche réflexion, à la fois diachronique et transculturelle, qui a nourri des échanges animés.

### Recul du marxisme

Autre signe des temps : le regain d'intérêt pour l'historiographie. Jadis domaine favori de la recherche historique, puis largement délaissée, l'histoire de l'histoire (qui fait l'objet d'une commission internationale spécialisée) a tenu une sorte de « congrès dans le congrès ». Plus de cent historiens ont débattu, deux jours durant, sur le sujet « histoire narrative et histoire structurale » : discussions vigoureuses où se sont affrontés d'un côté les tenants d'une historiographie résolument explicative et « savante » et de l'autre côté ceux qui défendaient la part inévitable et même souhaitable du plaisir d'écrire et de lire.

Deux enseignements enfin sont à retenir du congrès de Stuttgart. D'abord le recul du marxisme sur la scène intellectuelle. Ce n'est pas seulement le choix d'une réflexion sur Max Weber et la méthodologie de l'histoire qui en témoigne. Presque partout le matérialisme dialectique comme instrument d'analyse historique

est en recul. Si l'on peut dire que Marx est déjà mort à l'Est, le marxisme n'apparaît plus guère opératoire dans l'historiographie occidentale : c'est là une leçon d'importance de cette rencontre, en contraste complet avec la situation vici trente ans, par exemple au congrès international des sciences historiques à Rome en 1955.

D'autre part, le traumatisme infligé par le nazisme à la nation allemande, à son identité nationale, à son école historique, n'a pas manqué de laisser des traces profondes. Certes, la tenue du congrès à Stuttgart constituait une sorte de réhabilitation pour la science historique allemande, convalescente après la tourmente qui l'avait détruite — à preuve l'ouverture du congrès à la fois par le président de la République fédérale, par le ministre-président du Land de Bade-Wurtemberg, et par le maire de Stuttgart, M. Erwin Rommel, le propre fils du maréchal. Néanmoins, tout complexe de culpabilité est loin d'avoir disparu, cependant que la division de l'Allemagne entretient les blessures.

Le discours inaugural du professeur Christian Meier, président du Verband der Historiker Deutschlands, disant d'une grande élévation et d'une grande densité, en même temps qu'il affirmait la place de la discipline historique dans la vie de l'esprit et de la société, a rappelé opportunément comment c'est en assumant le passé qu'on le dépasse et à quel point l'expérience même de l'histoire se trouve insérée dans l'écriture de l'histoire.



Révocation de l'édit de Nantes : une « table ronde » organisée par E. Le Roy Ladurie sur la tolérance.



Au colloquium de Stuttgart : études et expositions sur la motorisation depuis un siècle et ses effets économiques et sociaux.



Quarantième anniversaire de la victoire de 1945 : journée consacrée à la résistance contre le fascisme, le nazisme et le militarisme.



## PARIS

# PONT AU SUAIRE

par Stéphane Durand-Souffland

**Quelle histoire ! Un Pont-Neuf tout neuf avec, collée sur sa peau de pierre, une autre peau, celle de Christo, grand emballleur devant l'Eternel et maître en transformation de paysages et de monuments. Les Parisiens hésitent entre les applaudissements et l'envie de balancer l'artiste par-dessus bord.**

**C**HRISTO JAVACHEFF est né en Bulgarie en 1935. Après des études à l'académie des beaux-arts de Sofia et un court séjour à celle de Vienne, il s'établit à Paris en 1958. En 1962, il entasse des barils de pétrole en travers de la rue Visconti : son *Rideau de fer*. A Londres, il emballe une femme. En 1964, il part s'installer à New-York.

Il va dorénavant se consacrer à des manifestations de plus en plus démesurées. Il emballe tour à tour une moto, de l'air, un arbre, une fontaine, une tour médiévale, des devantures de magasin, deux tonnes de foin, le Musée d'art contemporain de Chicago, des côtes australiennes, des îles au large de la Floride. En 1976, il avait fait courir sa *Clôture* en

et obtient en 1984 la permission — confirmée en juillet 1985 — de masquer l'édifice durant quinze jours.

Le créateur s'efface alors devant les ingénieurs. A eux de déterminer tout d'abord si le projet est réalisable, puis de le chiffrer. En l'occurrence, ce sera l'affaire d'environ 40 000 m<sup>2</sup> de toile, tissée en Allemagne, taillée et pliquée à Armentières, dans le Nord, 11 kilomètres de cordages divers, 2 millions de dollars. La toile doit être par la suite renvoyée en Allemagne et brûlée devant huisier.

Le 13 septembre, l'équipe de Christo a pris possession des lieux. L'artiste est descendu à l'hôtel, mais peut surveiller le déroulement des opérations de la fenêtre d'un observatoire loué sur le quai

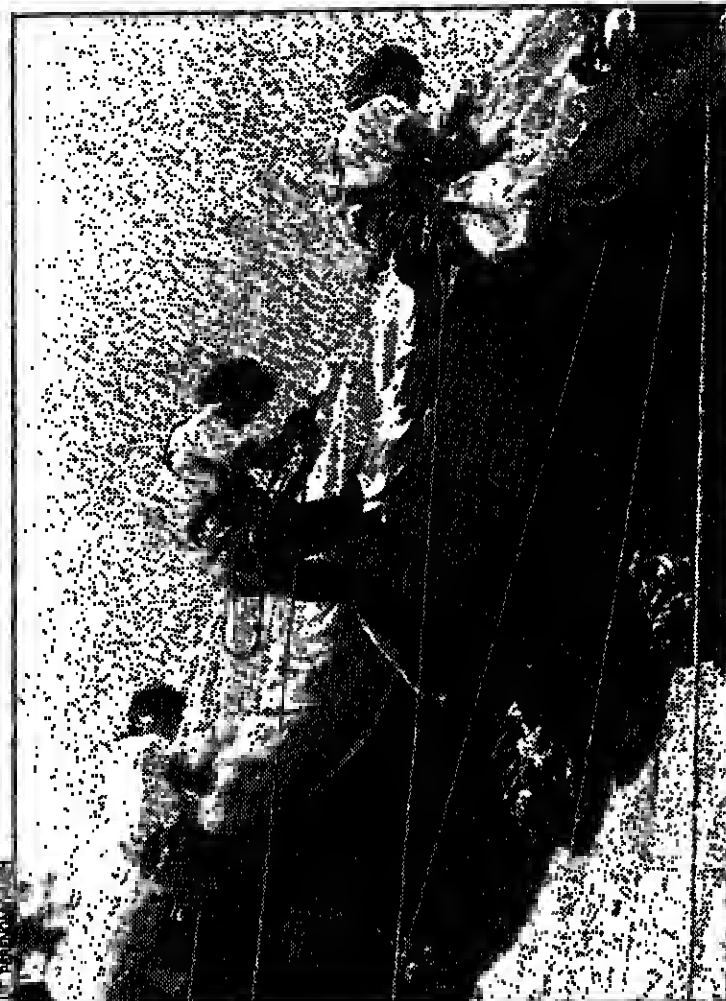
cents jeunes, étudiants ou chômeurs, rémunérés au SMIC. Habillés (emballés ?) de vastes salopettes et de tuniques griffées par le maître, ils expliquent aux passants le pourquoi de l'œuvre en mettant le propos de Christo à la portée de tous : « Je veux offrir un autre regard et d'autres habitudes au public, accoutumé à un espace immuable depuis des siècles. Il s'agit de redécouvrir l'architecture du pont en soulignant les reliefs grâce à des cordes et une toile couleur de pierre, mais aussi en créant de nouvelles habitudes physiques telles que marcher sur du tissu ou lieu de sentir l'asphalte sous ses pieds. Il sera même possible de se coucher sur la toile pour bronzer. »

Pas question d'interrompre la circulation sur ou sous le monument : « Je reste fidèle à la vocation du pont, le seul exempt de péage en 1606, qui fut conçu comme un lieu de passage libre et hospitalier. » En bref, l'emballage, c'est « provoquer un impact conceptuel et sensoriel nouveau, mais également accueillant pour le public. »

Une question revient sur toutes les lèvres : le prix. Les cicérone amateurs ont bien du mal à faire admettre que Christo, royale-

An pied du pont, les bateaux-mouches devraient bénéficier de l'affluence permanente. Apparemment, il n'en est rien. Derrière son guichet, le vendeur de billets s'empare : « Ça nous emmerde ! les badauds, ça ne remplit pas les bateaux. C'est bon que pour les Amerloques. » En effet, le commentaire sur le travail de Christo n'est dit, pendant la croisière, qu'en anglais.

Sans doute déjà exaspéré par le barrage de péniches qui oblige ses embarcations à modifier leur trajet, Jean Bruel, PDG des Bateaux-Mouches, précise sa position dans un communiqué rageur. Il exige notamment que « les sommes absurdes programmées pour occuper le plus vieux et le plus beau des ponts de Paris [soient] immédiatement remises aux maritimes et à leurs familles en difficulté. » « On cherchera, poursuit-il, à qui profite le détournement de l'attention des Parisiens, taxés de naïveté, et on punira la tentative d'offense publique de la vigilance publique (...). On recherchera les raisons d'une connivence objective liant diverses autorités dans un laxisme esthétique offligeant et provocateur. On restituera sans délai la jouissance publique d'un ensemble architectural et sculptural. » Et de citer le vieux dicton



selon lequel « sur le Pont-Neuf, on trouve toujours un moine, un cheval blanc et une putain... » Pour Jean Bruel, nul doute que l'appellation populaire du monument, due aux masques qui le décorent, est plus appropriée pour le moment : le « pont à la Grimace ».

Derrière Christo et ses idées fantasques (auxquels Flammariou a consacré, dans la collection « Art Press », un joli livre, *Christo*, écrit par Dominique G. Laporte et abondamment illustré), on trouve une équipe aux préoccupations plus terre à terre. A sa tête, la propre femme de l'artiste, Jeanne-Claude, qui tient sans doute de son père, le général de Guillebon, la rigueur et le sens de l'ordre indispensables. Pour l'opération Pont-Neuf, son état-major s'est installé sur le quai, quelques baraquements de chantier au pied du pont des Arts. Jeanne-Claude surveille la presse, accorde les entretiens, établit l'emploi du temps de son époux, qui court dans tous les sens, casqué, le torse ceint d'un gilet de sauvetage. Elle lit les journaux, relève les erreurs et fait part de ses observations aux diverses rédactions. On dit même qu'elle écarte parfois manu militari les photographes pour se réserver l'exclusivité des premiers clichés.

Une maîtresse femme, qui tient la caisse de l'entreprise. Elle explique que l'emballage ne coûte pas un sou à la Ville, ni à l'Etat : « Christo est son propre mécène. Il ne finance ses projets que par la vente de ses dessins préparatoires. » Les prix ? « Ils varient selon la taille et le millésime. Un dessin « typique », de format 72 x 56 cm, se vend autour de 18 000 dollars. »

En dix ans, Christo a réalisé pour le Pont-Neuf de 400 à 450 dessins préparatoires. Pourtant, le produit des ventes n'a pas suffi à boucler le budget. Il a fallu emprunter aux banques. « Je ne travaille pas sur commande, précise l'artiste, et je refuse le mécénat et l'aide officielle. » Mais il est devenu une valeur sûre, et les banques lui accordent des crédits sans trop se faire prier. « Nous avons un an pour rembourser, dit Jeanne-Claude. Tant pis si on perd de l'argent : l'important, c'est la satisfaction d'avoir réalisé une œuvre... »

Le pont sera emballé le 23 septembre. Quinze jours après, il reprendra son aspect habituel. Christo s'en ira alors au Japon aligner des milliers d'ombrelles géantes, avant de tenter d'arracher aux autorités berlinoises la permission de réaliser un autre de ses vieux rêves : emballer le Reichstag.



*fuite (Running Fence) sur 40 kilomètres, en Californie.*

Christo rêvait depuis 1965 d'emballer quelque chose de grand à Paris. Il avait d'abord songé aux arbres des Champs-Élysées, sans obtenir l'autorisation de la préfecture. Le projet du Pont-Neuf naît en 1975. Christo avait des vues sur le pont Alexandre-III, mais il a soudain ressenti l'évidence de s'attaquer aux plus vieilles arches de la capitale. Il lance dans le quartier une campagne d'information et de séduction : porte-à-porte, conférences dans les écoles, de la maternelle à Polytechnique. La Samaritaine lui prête un de ses ateliers, dans lequel il réalise la maquette actuellement présentée au Musée d'art moderne de la Ville de Paris.

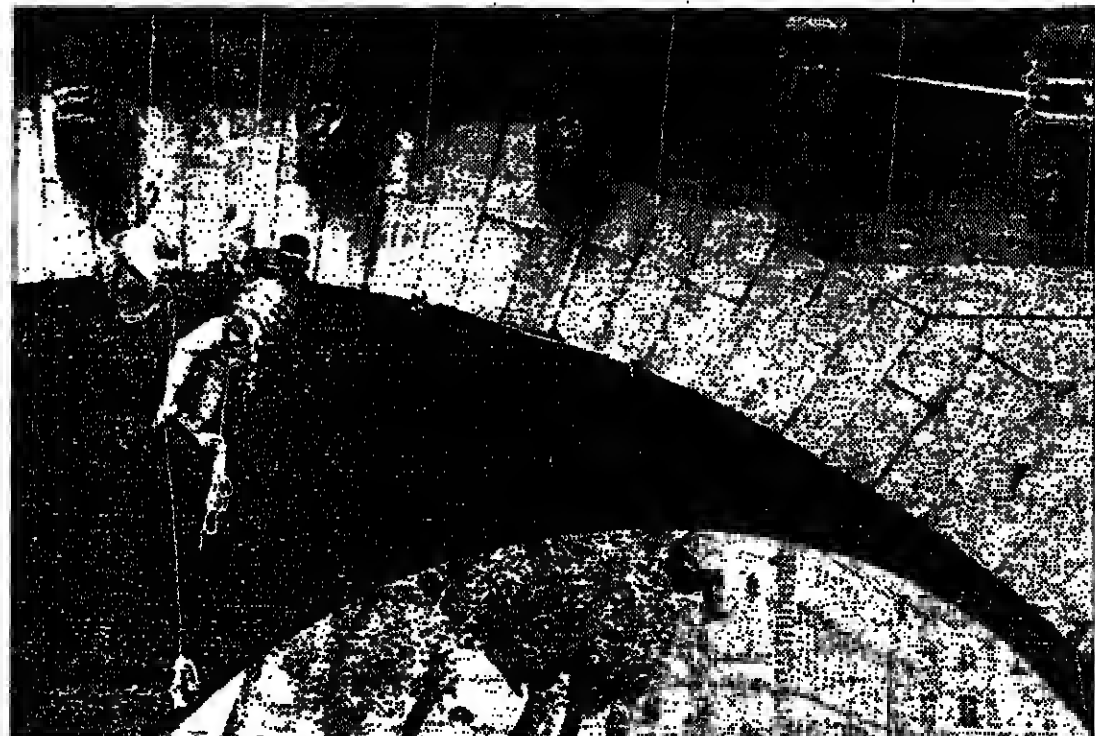
Quand il est certain que les riverains ne lui seront pas hostiles, il se présente à la mairie de Paris

des Grands-Augustins. Quelque mille personnes ont pris part activement à l'élaboration du projet, certaines bénévolement. Sur place, ils sont quatre cents au travail. Pour fixer les supports, tendre cordes et toiles, Christo a fait appel à un maître d'œuvre, les Charpentiers de Paris, et à des voltigeurs : hommes-grenouilles, alpinistes-guides de Chamonix, mais aussi une entreprise de la région parisienne, les Forêts d'Ile-de-France.

François Dejonghe et ses hommes sont descendus des arbres pour se suspendre aux arêtes, installer les supports — par serrage, sans rien planter dans la pierre — et appliquer la toile. « En montant et en descendant le long de notre fil, raconte François Dejonghe, nous devenons le crayon de l'artiste. »

Pour informer les nombreux badauds, Christin embauche trois

ment, prélève sur sa cassette personnelle les deniers nécessaires à ses réalisations. Le Parisien n'y croit pas. « On ferait mieux de construire des logements avec cet argent. » Ou bien : « C'est un Américain ? Oui, d'origine bulgare. Ça ne m'étonne pas. » Et encore : « Si Henri IV revenait, il en tomberait de cheval... » Certains, plus exaltés, voudraient détruire l'assemblage. Ainsi un homme a-t-il été appréhendé — puis relâché — alors qu'il se ruait sur les câbles, une hache et une scie à la main, excédé par l'utilisation abusive que l'on ferait « de ses impôts ». Une centaine de jeunes supplémentaires vont être engagés pour renforcer la surveillance. Ils ne pourront, hélas ! pas éviter les accidents stupides, comme celui-ci : un eurieux a été renversé par un autocar et grièvement blessé tandis qu'il observait la progression des travaux.





PARIS

# L'ŒUVRE SUR L'ŒUVRE

par Mathilde La Bardonnie

**L'homme qui a fait courir des murailles souples dans les collines de Californie, l'artiste qui a peint en rose le bleu de la mer de Floride, s'est emparé de la clé de pierre qui attache Paris à son fleuve. Christo rêve tout haut, si fort qu'il ébranle les administrations. Pour se mettre en œuvre, en direct.**

**T**ENDU et déboulaire en même temps. Une dégaîne tenant à la fois de l'éternel étudiant fauché, plutôt maigre, et de l'entrepreneur en travaux publics à la fin d'une journée dans la poussière : Christo.

Mercrèdi soir, le 18 septembre, le soleil finissait de se coucher, domant à la toile sur la pierre du pont, du Pont-Neuf, des teintes mordorées, des reflets de vernis. Caméra sous le bras, aux côtés du cinéaste Albert Mayles, son ami, témoin complice de longue date, Christo, parmi tout un petit équipage occupé à débarquer d'un rafiot accostant à la large cantine, était le seul à porter un gilet de sauvetage rouge et un casque de chantier bleu vif. Précautionneux de sa sécurité ? Ou désireux de montrer à ses troupes le bon exemple ?

Gilet ou non, casque ou pas, on reconnaît de loin l'artiste, à sa silhouette dégingandée de nerveux très calme. Les cheveux bouclés sont poivre et sel, et derrière les lunettes à monture noire bon marché les petits yeux noirs, tour à tour ironiques ou graves, sont à tout le moins aigus. En outre, il est toujours précédé ou suivi de près par sa femme Jeanne-Claude, l'indispensable, prêt-à-déjeuner (et trésorière) de la corporation C.V.J., une société qui tourne rond, sise à leur domicile dans Soho, ancienne usine désaffectée où ils s'installèrent peu après leur arrivée à Manhattan en 1964.

Lui et elle - un peu fatigués de ne dormir que quelques heures par jour ces temps-ci, les traits tirés mais somme toute heureux, elle et lui, couple indissociable et déjà légendaire. Elle, fille d'un militaire français qui dirigea longtemps l'École polytechnique, lui se déclarant « nomade », inlassablement : bien que citoyen américain depuis 1973, il tient à garder sur son passeport la mention « réfugié politique ».

Il n'est jamais retourné dans son pays, la Bulgarie, quittée à l'âge de vingt et un ans. Il en a cinquante aujourd'hui et ça le fait un peu sourire que Sofia lui ait fait récemment des avances : « Ils

auraient bien voulu que je réalise quelque chose là-bas ; mais je ne travaille jamais sur commande, jamais ».

De la même façon, il a refusé d'emballer la statue de la Liberté à New-York. Il ne « voit » pour cette ville que son projet de portique et de hamiers pour Central Park. Cela, on n'en a rien. Un point. Christo est son propre patron, son seul commanditaire, et ce tenace, ce têtu, ce charmant opiniâtre sait attendre.

Voilà dix ans déjà, il parlait avec un certain Pontus Hulten, qui ensuite dirigerait le Centre Pompidou, de son projet d'envelopper le pont, où Molière peut s'amuser : « Ce sera très facile », lui répondit-on alors. Tellement aisé en somme que le 1<sup>er</sup> avril dernier encore, après moult déjeuners (« en France tout se passe au restaurant ») et interventions et tergiversations et hésitations, et - qui sait pourquoi - finalement acceptation en cette veille de campagne électorale, la « chose » était soudain à nouveau interdite.

Ce n'est que le 25 juillet que le feu vert définitif a été accordé par le ministère de l'Intérieur, après intervention de M. Mitterrand. « C'était un cauchemar, ce suspense, car déjà nous avions à payer 90 000 dollars de salaires pour les travaux préliminaires », dit Christo. Aujourd'hui, tout redevient très simple. (Paradoxe !) « Comme au début de l'idée, un processus pas terriblement technologique, voire très schématisé : emballer ce pont-là, entre le Louvre et Notre-Dame, un des plus pittoresques et chargés d'histoire qui soit dans Paris où la Seine est vraiment un fleuve - comme le Tibre à Rome ou l'Arno à Florence. Concevoir une œuvre dénuée de toute agressivité ; ne rien construire d'arrogant, mais s'inscrire dans un site déjà regardé et peint par des centaines d'artistes. Car Paris n'est une ville ni militaire, ni bancaire, ni ecclésiastique, mais culturelle ».

« C'est la plus urbaine de mes œuvres », souligne-t-il. Toute l'organisation, les matériaux, les

centaines de personnes travaillant à l'œuvre sont rassemblés dans un périmètre de 300 mètres, sans troubler aucune circulation. A Miami, pour les « îles entourées », l'espace était immense. Christo insiste sur le côté peinture abstraite, en à-plat, de son travail là-bas où la toile rose sur l'eau turquoise changeait de couleur aussi avec les heures.

« Ici, il est davantage question de sculpture. D'une sculpture gigantesque. Le pont reste le pont. Je reviens à ma vieille idée, à cette étrange de la toile dans l'histoire de l'art ; je repense à l'importance des draps depuis l'Antiquité, à tous ces voiles sculptés par des anonymes et pour tout le monde dans le bois, le marbre, le bronze... »

« J'essaye de donner à l'étrange une autre dimension, en cultivant l'analogie. On ne voit plus le pont, et on le voit davantage. Le voile fait disparaître les détails, les traces de la pollution ou de l'eau sur la pierre, les moellons cassés et, du coup, les proportions sont plus évidentes : leur aérodynamisme se révèle. Le tour du quai des Orfèvres paraît plus haute, car le mur sous la statue d'Henri IV est d'habitude tout noir ».

Il répète ce mot : « révélation », et on le sent prêt à partir vers les mystères, le sacré, les madones aux corps dissimulés et désirables. Il s'en tient aux tons du tissu qui varient selon le temps, la lumière. « Parfois la toile semble être du bronze ou bien, les jours où le ciel est gris, elle est pareille à une peau. La matière est insensée, c'est flagrant sur les photos, cet aspect tactile, sensuel ».

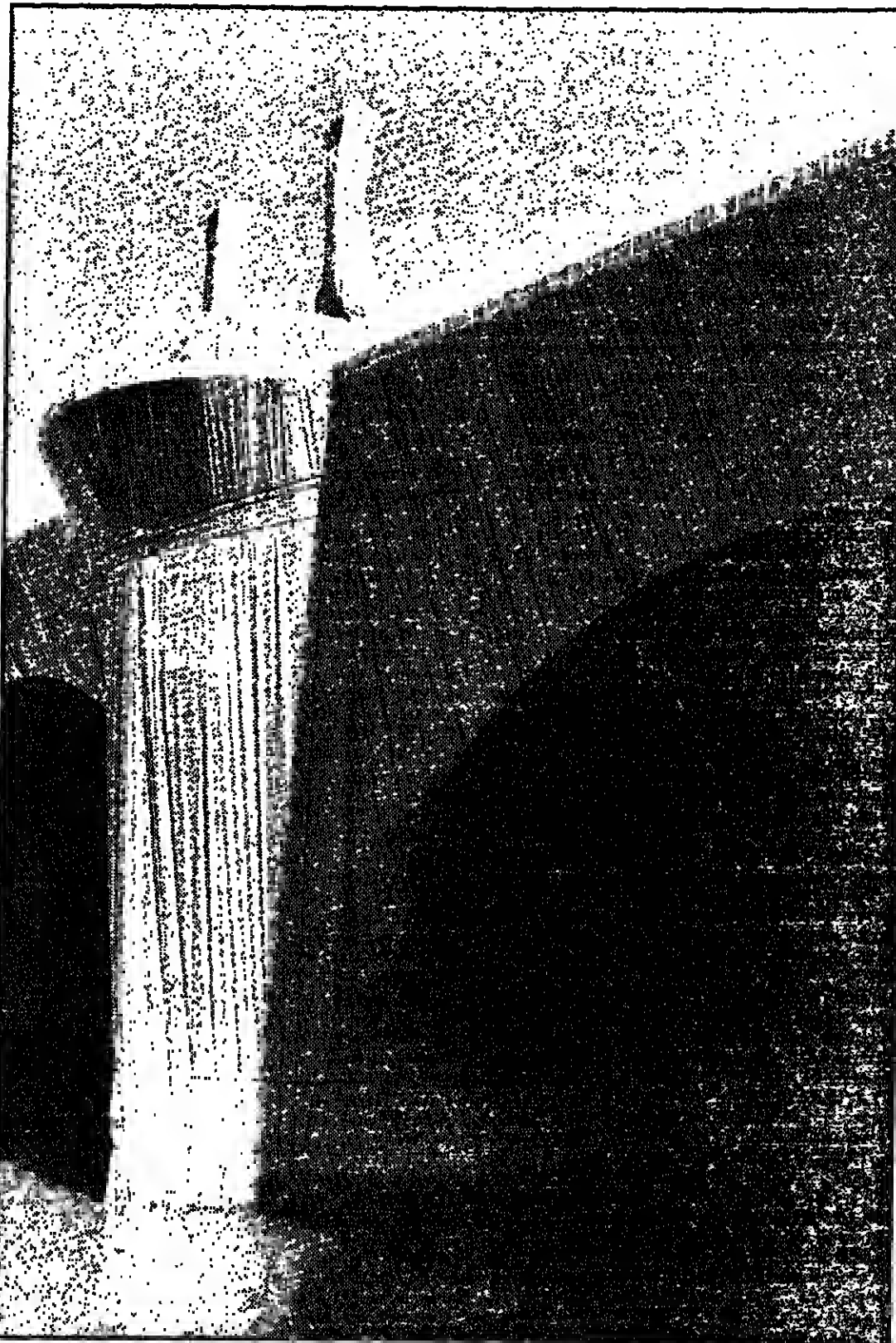
Il est certain que les gens auront envie de toucher, voire de marcher pieds nus sur les trois toits enrobés.

La fragilité intrinsèque de l'ouvrage est essentielle. C'est son principe. « Demain, ce sera fini. C'est ainsi que je vois le monde : précaire. Que le tissu bouge, et le pont semble bouger ».

Affaire fugace, histoire d'urgence ; c'est pour communiquer à tous ceux qui se sont embarqués dans l'aventure ce sentiment-là de « plus jamais », « à faire vite », que Christo se lève à 2 heures du matin et reste dans les parages, attentif à tout, aux rumeurs. Dévisageant le Pont sous toutes ses coutures, l'envisageant dans ses replis.

Pont momifié ? Non, plutôt pont revivifié : le Pont-Neuf a soudain l'air d'un pont tout neuf de béton avant décoffrage. Dans sa solidité mythique.

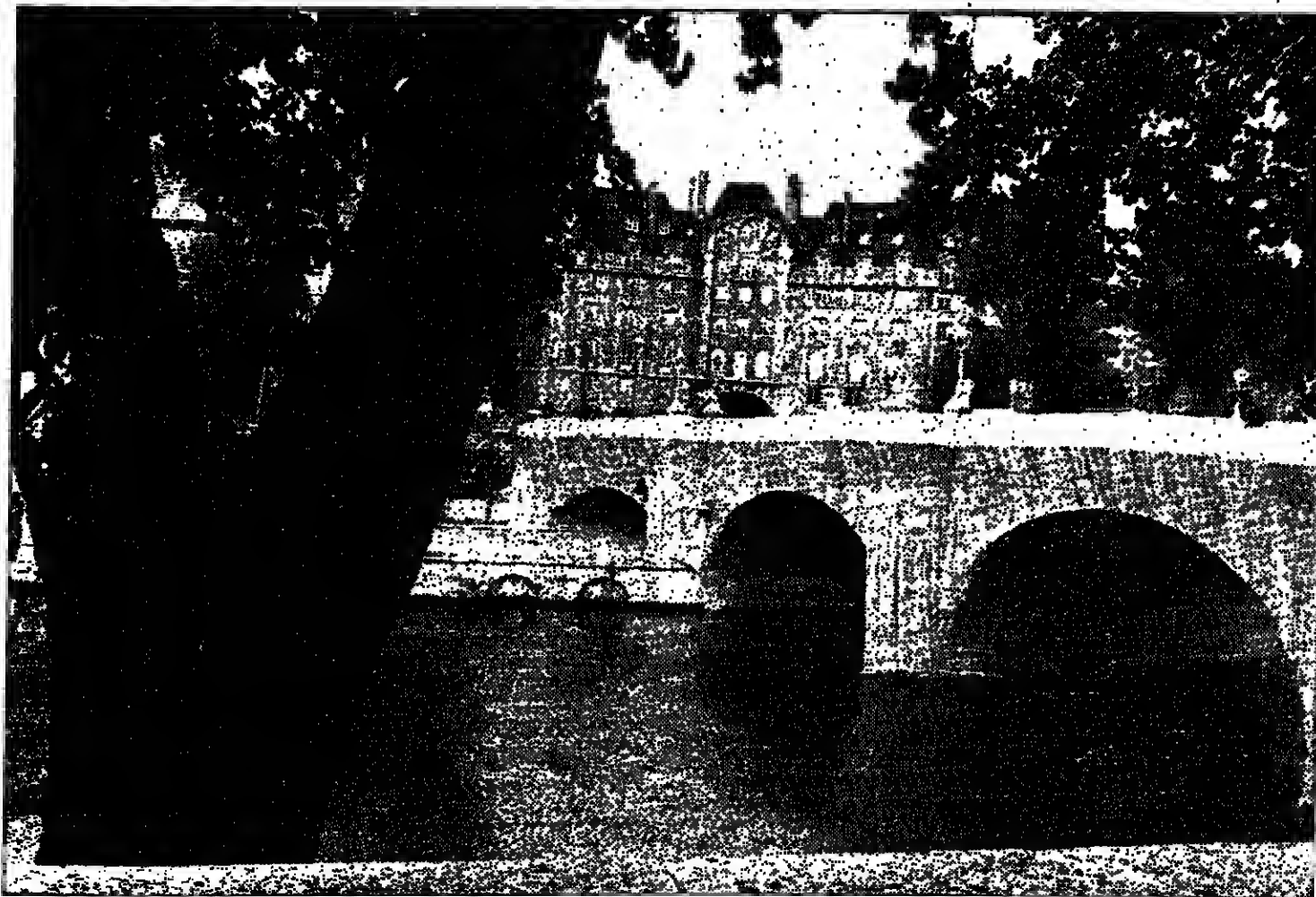
Derrière, la place Dauphine ; dessous, la place Dauphine ; dessous, la place Dauphine ; et la rue Visconti non loin, où en 1962 déjà, songeant douloureusement au mur de Berlin et à la guerre



d'Algérie, il entassait des barils de pétrole vides. Retour à la case départ, au quartier d'origine ou presque. A l'époque, l'exilé vivait rue Saint-Louis-en-l'Île, et avait du mal à convaincre les galeries parisiennes avec ses premiers emballages.

Aujourd'hui collectionneur de ses propres œuvres - qu'il achète tant qu'elles sont bon marché pour les vendre en temps voulu, - il finance lui-même un art que l'on n'acquiert ni ne vend, qui s'offre sans ticket d'entrée, à l'air libre et même pas le temps d'une

lunaison. Pour le plaisir du geste. Dans son studio, il ne lui reste presque plus de maquettes ni de croquis de son « emballage ». Il a dû tout écouler pour avoir du « liquide vert »... Coule la Seine, et beaucoup d'encre.





## RENCONTRE

# C'EST LOIN, MONTMARTRE ?

Entretien avec Louis Chevalier

Depuis une dizaine d'années, depuis son Assasinat de Paris, condamnation sans équivoque des destructions qui ont bouleversé le centre de Paris, Louis Chevalier l'historien-démographe s'est attaché à la chronique, aux ragots qu'il a glanés çà et là dans la capitale. Sort aujourd'hui chez Laffont les Ruines de Subure-Montmartre de 1939 aux années 80, la suite et la fin du monumental Montmartre du plaisir et du crime (1980).

EN trente ans de carrière au Collège de France et ailleurs - à Sciences-Po notamment - Louis Chevalier a étudié tous les sujets possibles sur Paris, du choléra à l'influence des naissances illégitimes sur la criminalité au dix-neuvième siècle - le thème de *Classes laborieuses et Classes dangereuses* (Pluriel), - en terminant par le fait divers. Jour après jour, sur un demi-siècle, il a accumulé les notes, les témoignages de Parisiens, en général des petites gens - garçons de café, ouvriers de cinéma, coiffeurs, - sur tel événement, incident, accident, survenu la veille ou l'avant-veille dans leur rue, leur quartier... Cette somme d'expériences vécues, par les autres ou par lui-même, est irremplaçable par sa densité, la preuve de cette « surexistence » qui faisait de Paris une ville unique, « la ville merveilleuse » pour La Bruyère, « la ville des villes » selon Hugo. Autant qu'un érudit, Louis Chevalier est un homme de terrain attentif au moindre ragot à fleur de casiveau.

L'intérêt majeur de Chevalier, c'est cette existence collective des Parisiens dans ses tressaillements. J'essaie de le pousser à réagir sur la notion de « culture parisienne ». « Le mot que j'emploie toujours dans mes livres, me répond-il, est « civilisation ». La « culture » est un chapitre secondaire d'un fait essentiel, un tout, la « civilisation ». La « culture », c'est une notion germanique, anglo-saxonne... Mon ami Jean Stoetzel pourrait vous expliquer cela... C'est « civilisation parisienne » qu'il convient de dire, à l'intérieur de laquelle prend place l'« esprit », l'« esprit parisien » qu'à tort on dénomme aujourd'hui « culture ». N'en déplaise au ministre de la culture, la « culture », je ne sais pas ce que c'est ! »

La civilisation parisienne, explique-t-il, c'était un certain comportement amoureux différent selon les quartiers. A un moment, Montmartre a répondu à un besoin amoureux, moral et physique, qui, en d'autres époques, s'était épanoui ailleurs dans Paris : la place Royale - notre place des Vosges - au dix-septième, le Palais-Royal au dix-huitième, les Boulevards au dix-neuvième... Le plaisir, le drame d'amour : qu'est-ce que la culture a à faire là-dedans ? Ce besoin-là, abondamment décrit - Tallemand des Réaux, ses Historiettes, etc., - n'est pas différent de celui décrit par Carco, par Daudet dans Sapho, pour Montmartre... ni de ce qu'on trouve dans Maritot. C'est la même chose. Le plaisir d'amour, les drames d'amour, qui se sont chantés traditionnellement dans le monde ou à Paris, ont trouvé leur réponse, pour des raisons que j'ai données dans Montmartre du plaisir et du crime (Laffont, 1980), à Montmartre, ou l'endemain de la Commune. J'appelle « esprit » un certain es-

prit, un certain besoin d'amour et de plaisir d'amour dont on aurait aussi bien la description chez l'abbé Prévost, dans Manon Lescaut, que chez Carco. Je suis à mille lieues de la manière actuelle de prendre les choses, et je ne suis pas philosophe. J'ai tellement vu de systèmes philosophiques ! La philosophie fait partie de la culture, cela certainement : je le lui laisse ! Ce qui m'intéresse davantage, c'est l'esprit, l'amour, le plaisir des sens, le gourmandise. Ces flèches contre la culture, la philosophie, contre l'abstraction, s'expliqueraient par les origines « terriennes » de Louis Chevalier, natif de L'Aiguillon-sur-Mer, en Vendée, dont il a relaté l'histoire en même temps que ses souvenirs d'enfance dans *Relais de mer* (Fayard, 1983), et, de manière plus exhaustive, par la lecture de son *Histoire anachronique des Français* (Plon, 1974). Dans ce livre, au fil d'une quête littéraire s'étendant sur deux millénaires, à partir des écrits de César - un « exercice de culture », c'est-à-dire d'érudition, - il tentait d'appréhender ce qui, dans le caractère collectif français, avait bien pu perdurer. La réponse était une certaine vis comica, la neutralité dans le domaine des passions, un goût prononcé pour la psychologie, un don affirmé pour l'imitation, autant de constantes qui permirent à l'esprit français d'atteindre sa plénitude au Grand Siècle et au dix-huitième. Un esprit à l'opposé de la lourdeur, sûrement d'influence germanique - à lire les pages des *Ruines de Subure* consacrées à l'Occupation à Montmartre, on se convainc du peu de sympathie que Chevalier a pour les Allemands, - dont est maintenant empêchée la culture française. Chevalier ne comprend pas le succès, auprès des jeunes générations - et c'est ce qui le désole -, de disciplines aussi rébarbatives que la linguistique ou la sémiologie.

### Ah ! les Halles

Les Parisiens sont le dernier livre « heureux » de Louis Chevalier. Le suivant fut l'Assassinat de Paris (Calmann-Lévy), publié dix ans plus tard, en 1977. Chevalier y étudiait le processus - psychologie de l'époque et décisions - qui conduisit à la destruction des Halles, à propos de quoi il se fâcha avec Georges Pompidou, son camarade, son ami de Normandie sup. Une phrase de cet ouvrage est révélatrice : « La mauvaise humeur est un vieux thème de littérature parisienne. Chevalier ne s'en souvenait plus. Même s'il écrit toujours en historien, il finit par concéder que, sous ses lignes, à fleur de ligne parfois, il fait évidemment preuve de mauvaise humeur... Une mauvaise humeur torale », précise-t-il, depuis que Paris a été démolie, bouleversée, que les petites gens - la sève populaire - ont été contraintes de quitter la ville, de déguerpir. Depuis que Paris n'est plus Paris, quoi ! Ses livres sont des tentatives pathétiques de montrer, de prouver ce que fut Paris avant la disparition du « centre des centres », les Halles, et qu'on oublierait bientôt, si ce n'est déjà fait. Une ville où il est devenu difficile de se reconnaître, tellement les « mutations », comme s'expriment les sociologues que Chevalier ne porte guère dans son cœur, sont incessantes et rapides. Que reste-t-il dans ces types parisiens qu'à tort nous avions cru éternels : le Titi, l'Anverpinois, le maquereau, la putain,

l'accordéoniste, vers luisants d'une réalité étincelante par leur aggrégat de jadis, et qui ont disparu dans la tourmente ? « Que devient Jo Privat ? », me demande Chevalier. Puis il me répète ces vers de Rutilius Namatianus, poète du Bas-Empire, « pleurant sur les capitales du monde antique, dévastées par les Barbares » : « Cirumnus exemptis oppida posce mori... » Les villes aussi peuvent mourir...

Un samedi soir, se référant à *Classes laborieuses et Classes dangereuses*, Michel Polac avait esquissé un rapprochement entre les immigrations provinciales à Paris au dix-neuvième siècle et celles, étrangères, actuelles. Rapprochement semblable par le flux, mais foncièrement dissemblable pour ce qui est des causes et des conséquences. Dans les *Ruines de Subure*, Chevalier consacre un long chapitre à la Goutte-d'Or, à l'immigration nord-africaine. L'originalité de sa démarche, à ne pas séparer de la thématique générale du livre, le plaisir et le crime, consiste à tenter de cerner, toujours par l'appareillage anodin, l'événement quotidien, le fait divers, ce qui résulte de l'implantation d'hommes soumis à une religion stricte, l'Islam, dans un quartier par tradition voué au plaisir. Chevalier croit aux caractères psychologiques des peuples. Je me rappelle une subtile différenciation entre les Bretons et les Vendéens dans les *Relais de mer*.

Ayant consacré aux Français le livre précité sur leur *Histoire anachronique*, nos conduites n'ont pas de secret pour lui, qu'elles varient ici ou là : Chevalier a, par exemple, établi que, dans le Paris traditionnel, la criminalité différait à

Montmartre (toujours érapuleuse) ou à Belleville (liée à des histoires de cœur). N'étant un spécialiste ni de l'Islam ni des mentalités africaines, Chevalier avoue ne pas être en mesure de comprendre, de saisir les mécanismes profonds des comportements des habitants de la Goutte-d'Or. Il se borne à constater ce qui s'est passé depuis l'arrivée massive des premiers Kabyles à la Libération - lui-même avait écrit une étude sur le sujet en 1947, - en quoi, au cours des années, le phénomène a modifié le paysage de jadis, comment il se transforme encore.

### Quartier américain

En revanche, comme tout le monde, il a vu en quelques années des quartiers entiers de Paris devenir ethniques. Ce qui était une caractéristique du quartier américain l'est, désormais, de Paris, ce qui n'avait jamais été le cas. La rue de Lappe auvergnate, Montparnasse breton, ou la rue des Rosiers juive n'étaient que des îlots, les Auvergnats, les Bretons, les juifs et les autres se répartissant partout dans la ville. A partir de telles observations empiriques, l'historien de Paris est fondé à affirmer que le Paris de 1985 n'est plus le même que le Paris de 1967 des Parisiens : « Il y a des quartiers chinois, pakistanais Strasbourg-Saint-Denis est anillais », poursuit Chevalier en me priant de me reporter à son livre, car il redoute d'être mal compris au travers d'une conversation à bâtons rompus. « Les Nord-Africains se sont installés à la Goutte-d'Or parce qu'ils n'avaient

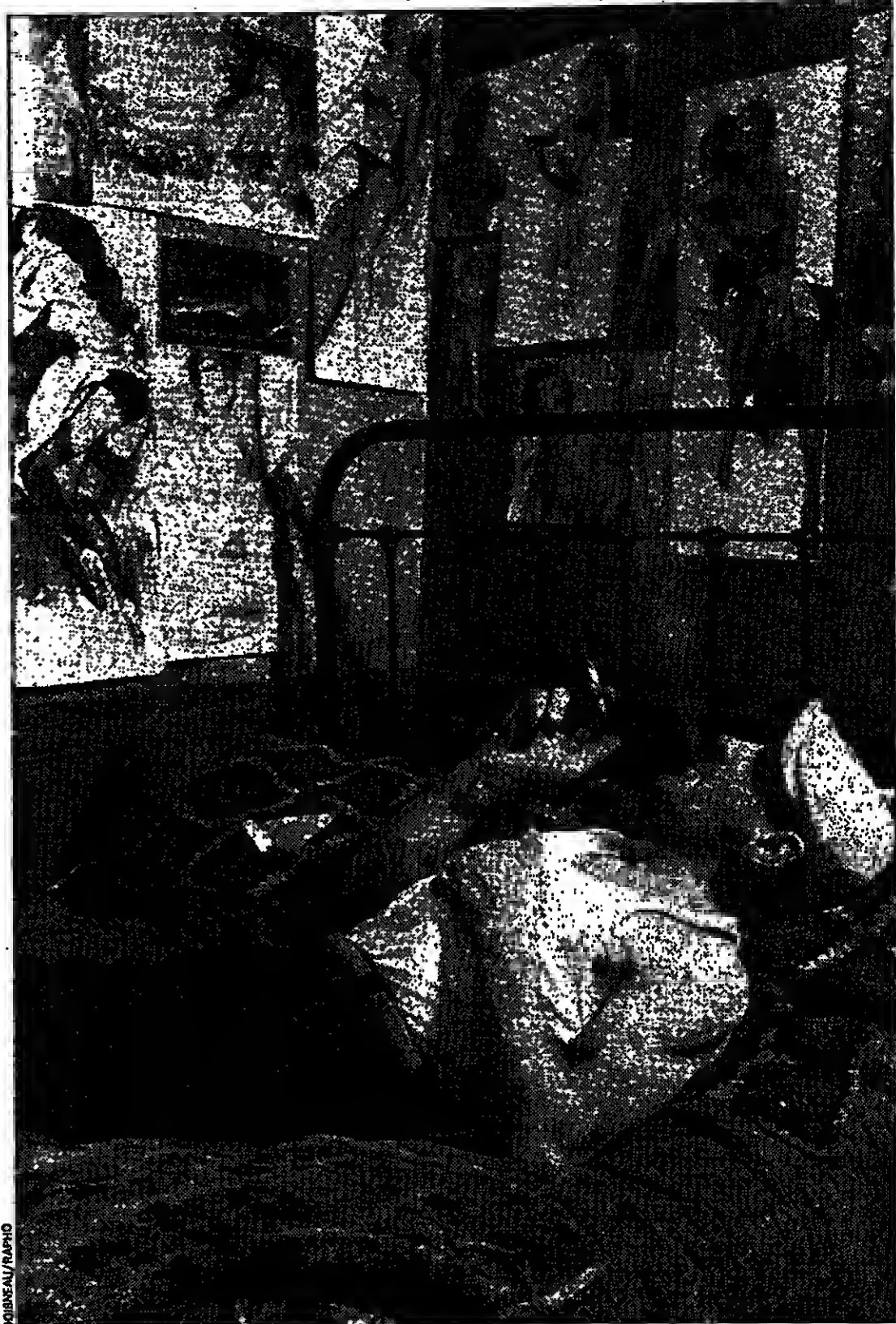
pas d'endroit où aller ailleurs, et ils ont remplacé ce vieux quartier ouvrier parisien », réplique Zola, Warnod ! - par un autre. Le secteur leur appartient, c'est l'essentiel. Je ne suis pas du tout favorable au projet de démolition de la Goutte-d'Or. Les Nord-Africains sont là, ils y sont, ils ont bâti une médina. Je suis pour ne pas intervenir, laisser aller les choses, les gens s'installer dans un coin et faire leurs affaires... »

Qu'en induire pour l'avenir de Paris ? « Je me fiche de l'avenir de Paris, c'est le passé qui m'intéresse ! », s'exclame-t-il puis, mi-fugue mi-raisin. Comment voulez-vous prédire ? Etant donné la profusion des langues étrangères qui se parlent à Paris, Chevalier est désespéré, on ne s'y entend plus. Comment continuer à prendre des notes, écrire Paris au jour le jour, si le balayeur qui ne s'exprime qu'en un lointain dialecte ne vous comprend plus ? Si l'on ne saisit plus le quolibet à l'emportepièce ? Paris a été assassiné, l'histoire de Paris serait-elle aussi en passe de l'être, l'histoire tout court, par impossibilité de communiquer au coin de la rue ? La question mérite réflexion... « Ça n'a plus rien à voir avec le Paris uni, soudé, sans problème, que j'ai aimé. Alors, il ne faut pas me demander d'être enthousiaste pour le nouveau modèle parisien ! »

S'estimant « trop vieux pour cela, trop honte de vieilles images, traqué par elles à chaque coin de rue, trop hostile aussi, trop chargé de colère, de haine, de mépris, de dégoût », comme il l'avoue dans son avertissement, Chevalier a demandé à Jean-Pierre Garnier, un ancien élève,

de rédiger une post face aux Parisiens, sulfureuse, iconoclaste à souhait, sur le Paris de maintenant. Mais le mal est fait : Chevalier a été dupé, trahi, mystifié par ceux qui ont eu la charge, l'honneur de bousiller Paris depuis vingt ans. Que faire ? Question d'âge, question d'humeur. La même où Garnier, un peu agité, que, voit les immigrés constituer l'élément moteur possible de la rédemption parisienne en l'an 2000, Chevalier est assailli par les ombres : « Les blondes (...), Les blondes de Nana, celles de ses cheveux, de ses aisselles et du reste, ces blondes odorantes sur lesquelles Zola se pâme. Et les blondes de la Goutte. Celles de Casque d'Or », rappelle-t-il à propos du goût des soldats allemands pour la Parisienne. « Visages d'hier et d'aujourd'hui : les Parisiens de 1985 sont toujours étonnés d'apprendre que, jadis à Paris, on était blond... Ou lorsqu'on leur dit les turpitudes passées de telle rue... Il est dans Paris certaines rues déshonorées autant que peut l'être un homme coupable d'infamie », pour en revenir à Balzac, celles que Chevalier préfère à Paris, où parfois sifflent les balles de revolver, où résonnent les trioslets d'accordéon... « Comment va Robert Laget, le patron du Balajo, au fait ? » Déroulant Louis Chevalier... Et sa question, je ne sais pas exactement pourquoi, me fait penser à celle qu'à 16 000 lieues du lieu de sa naissance, dans le Transsibérien, la petite Jeanne de France posait à Cendrars : « Dis, Blaise, sommes-nous bien loin de Montmartre ? »

CLAUDE DUBOIS.



Bouquins - Dossiers par milliers  
**Rayonnages Bibliothèques**  
au prix de fabrique  
du kit au sur mesure

**LEROY FABRICANT**

équipe votre appartement  
bureaux, magasins, etc.  
28 années d'expérience  
Une visite s'impose  
208, Avenue du Maine, Paris (14e)  
540-57-40 - M° Alesia